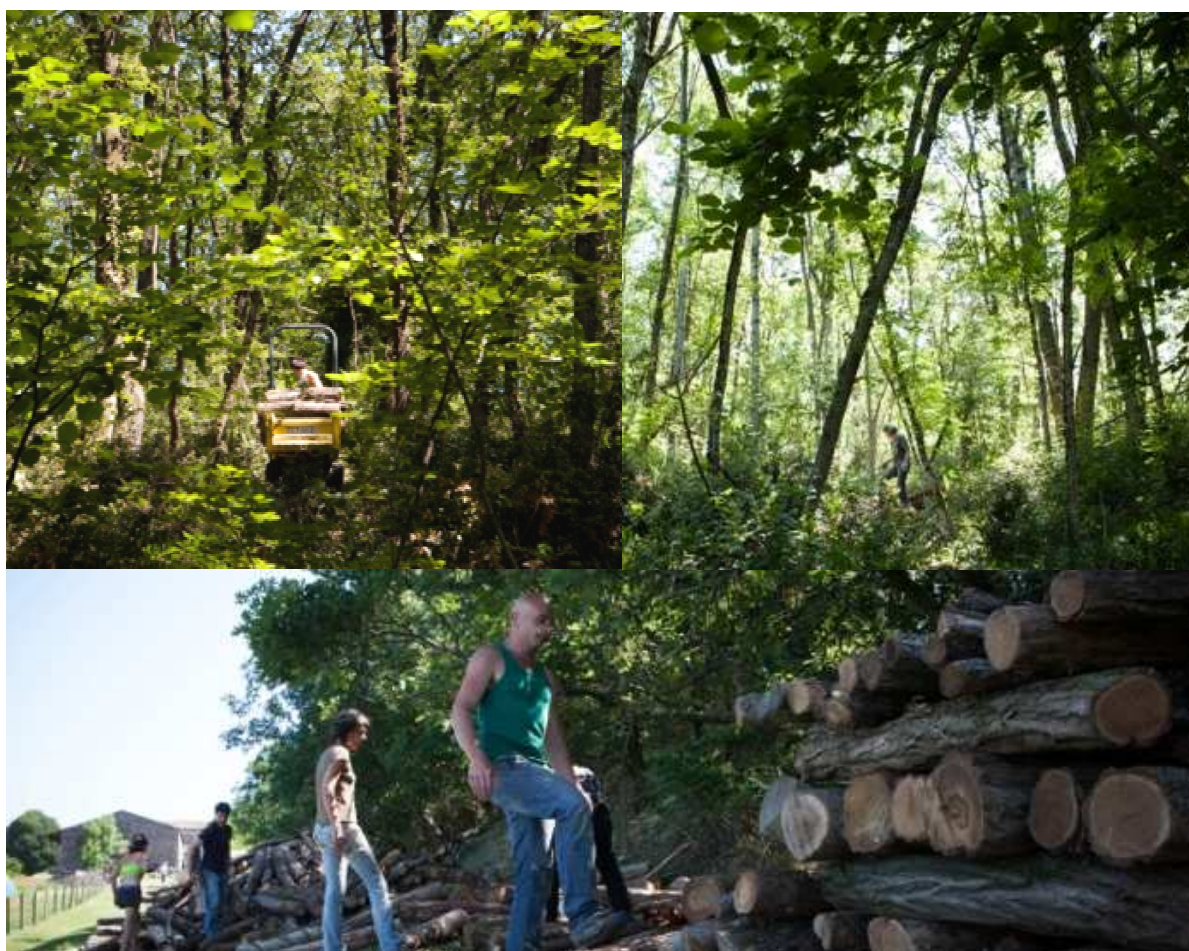


*Etude de modèles organisationnels, économiques et juridiques pour la  
création de circuits courts participatifs concernant le bois bûche.*

*Application au territoire de « Biovallée® ».*



*Mémoire de mission professionnelle*

*Source des photographies : Éléonore Henry de Frahan*

*Etude de modèles organisationnels, économiques et juridiques pour la  
création de circuits courts participatifs concernant le bois bûche.*

*Application au territoire de « Biovallée® ».*

*Mémoire de mission professionnelle*

Arnaud Duprez, 2012-2013

Septembre 2013





## Résumé

Le mémoire étudie plusieurs modèles d'organisation pour la mise en place de filières courtes participatives, dans le but de prélever du bois bûche à l'usage des particuliers dans la Biovallée® (Drôme), tout en maintenant un couvert continu, en améliorant le peuplement et la diversité des essences, dans le cadre d'un chantier professionnel revalorisant le statut de bûcheron. Dans ce contexte méso-méditerranéen, l'équilibre économique d'une filière courte suivant ces objectifs repose sur une évaluation précise des contraintes d'exploitation, une participation bénévole pour l'animation, une avance de trésorerie, une réévaluation du prix de vente des stères et d'éventuelles subventions. Le type d'organisation a des conséquences juridiques sur les jeux de contrats et la responsabilité de chaque participant. Ce mémoire présente des pistes pour aider à la création de collectifs locaux durables, en s'appuyant sur la transmission de savoir-faire et sur une représentation commune des objectifs ci-dessus.

## Abstract

The report presents several organizational models for implementing participatory short distribution circuit in Biovallée® (Drôme), in order to extract logs for a local use, while maintaining a continuous canopy, improving crop and diversity, while professional harvesting upgrading logger's status. In this meso-Mediterranean context, the economic balance of a short distribution circuit following these goals depends on a precise diagnosis of operational constraints, a volunteer involvement for conducting the group, a cash advance, a revaluation of the selling price and possible subsidy. The type of organization has legal consequences on the pack of contracts and the responsibility of each contributor. This paper presents ways to help founding sustainable local community, based on the transmission of knowledge and a communal figuration of the above objectives.

## 1 Remerciements

Je tiens à remercier les membres de l'association Dryade qui m'ont accueilli chaleureusement dès l'arrivée dans la Drôme, ainsi que les organisateurs du programme STARTER, qui facilitent l'intégration des stagiaires sur le territoire de Biovallée®.

Un grand merci à Pascale Laussel, ma maître de stage, pour avoir rassemblé une équipe dynamique autour de l'association Dryade, pour la qualité de son écoute et de ses conseils, ainsi que pour sa patience au cours de ma découverte de la problématique, et de l'étude de pistes parfois hasardeuses...

Je remercie mon tuteur de stage Yves Ehrhart, pour son expérience, son soutien, toujours disponible pour répondre aux questions, et qui a traversé la France pour appréhender le contexte local.

Je remercie tous les contributeurs anonymes ou cités dans la bibliographie, qui ont mis en ligne de précieux documents à la disposition de tous, et particulièrement le CRPF Limousin pour l'hébergement d'une multitude de fiches pratiques qui sont une référence pour les questions juridiques liées aux travaux forestiers.

Enfin, je remercie tous les professionnels et amateurs de la forêt qui soutiennent les objectifs de l'association et ont contribué de vive voix au contenu de ce mémoire.

## 2 Table des matières

1	Remerciements .....	6
2	Table des matières .....	7
3	Avant-propos .....	10
4	Introduction.....	11
5	Un contexte particulier dans la vallée de la Drôme et le Diois .....	12
5.1	Description des particularités humaines du territoire .....	12
5.2	Relief, desserte et stations .....	13
5.2.1	Des forêts situées sur les versants de vallée et les plateaux .....	13
5.2.2	Une desserte importante liée à l'habitat dispersé et au parcellaire.....	14
5.2.3	Des stations généralement peu propices à un bois d'œuvre de qualité.....	15
5.3	Description des forêts de la vallée de la Drôme.....	15
5.3.1	La coupe rase des taillis de chêne pubescent .....	16
5.3.2	Les futaies de résineux : pin sylvestre ou pin noir ?.....	17
5.3.3	Les accrues issues de la déprise et de l'arrêt du pâturage.....	17
5.3.4	Les hêtraies des versants humides.....	18
5.3.5	La forêt privée très fragmentée .....	18
5.4	Points de vue sur la filière bois locale .....	19
5.4.1	Les ETF et les exploitants forestiers .....	19
5.4.2	Les exploitants agricoles.....	20
5.4.3	Les particuliers et les affouagistes.....	21
5.4.4	La demande locale en bois .....	21
6	Le stage dans l'association Dryade.....	23
6.1	Les objectifs de l'association .....	23
6.1.1	Améliorer les forêts locales, diffuser la coupe à couvert continu.....	23
6.1.2	L'autonomie locale en bois.....	24
6.1.3	Revaloriser les métiers de la forêt.....	24
6.1.4	L'implication citoyenne .....	24
6.1.5	La transmission du savoir-faire.....	25
6.1.6	Travailler avec les acteurs locaux.....	25
6.2	Le stage, la méthodologie .....	25
6.2.1	L'organigramme prévisionnel du stage .....	25
6.2.2	L'étude de modèles organisationnels, économiques et juridiques.....	28

6.2.3	Rencontrer des propriétaires locaux.....	29
6.2.4	Rencontrer des professionnels locaux .....	29
6.2.5	Élaborer des outils pour faciliter la création de filières participatives.....	29
6.2.6	Un stage intégré dans le programme Starter.....	29
7	Créer un réseau et un animer un collectif local .....	31
7.1	Identifier les compétences et les attentes des professionnels des travaux forestiers .....	31
7.1.1	Les compétences .....	31
7.1.2	Les attentes .....	33
7.2	Le rôle actuel de Dryade dans l'animation.....	33
7.3	L'animation bénévole et les moteurs de l'action .....	34
8	Une représentation commune pour réussir un projet collectif.....	36
8.1	La sensibilisation : une représentation commune de la gestion forestière .....	36
8.2	Sensibiliser le propriétaire à améliorer sa forêt, par une gestion douce.....	36
8.3	La transmission du savoir-faire en gestion douce .....	37
8.4	L'adhésion des professionnels locaux à un cahier des charges .....	38
8.5	L'adhésion des consommateurs locaux.....	38
9	Différents types d'organisation et leurs conséquences juridiques .....	40
9.1	Les types de contrats.....	40
	Le contrat de vente sur pied.....	40
	Le contrat de vente aux particuliers.....	40
	Le mandat.....	40
	Le contrat d'entreprise .....	41
	Le contrat entre professionnels .....	41
	Le contrat tripartite .....	41
9.2	Une organisation centrée autour d'un exploitant local .....	42
9.3	Une organisation centrée sur une association de consommateurs.....	42
9.3.1	Une association maître d'œuvre affiliée en temps qu'entrepreneur ou exploitant.....	42
9.3.2	Une association couplée avec un ou plusieurs auto-entrepreneurs.....	43
9.3.3	L'achat collectif de bois de feu sur pied par des particuliers à un propriétaire .....	43
9.4	Une organisation centrée sur le propriétaire ou un groupement de propriétaires.....	44
9.5	Une organisation en coopérative de professionnels.....	45
9.6	Une organisation coopérative d'intérêt collectif incluant propriétaires, bûcherons et consommateurs (SCIC) .....	45
10	La mise en œuvre pratique d'un chantier .....	48

10.1	La préparation .....	48
10.1.1	Etudier les attentes du propriétaire et les particularités de la parcelle.....	48
10.1.2	Négocier les services avec le propriétaire .....	50
10.1.3	Le budget global .....	51
10.1.4	Mutualiser le matériel le plus performant .....	53
10.2	Les responsabilités concernant les personnes, les biens et la coordination. ....	54
10.2.1	Responsabilité pendant les temps de formation ou de sensibilisation .....	54
10.2.2	Responsabilité du chantier .....	54
10.2.3	Responsabilité du bois coupé.....	55
11	Le modèle économique.....	57
11.1	Évaluer le surcoût « cahier des charges Dryade / coupe rase ».....	57
11.2	Le surcoût de la transmission du savoir-faire.....	57
11.3	Synthèse économique .....	58
12	Conclusion .....	60
13	Références bibliographiques .....	61
14	Contacts.....	62
15.	TABLE DES ANNEXES.....	64
1.	Argumentaire Dryade « De quel bois je me chauffe ? ».....	65
2.	Cahier des charges travaux forestiers Dryade version 030913 .....	648
3.	Contrat tripartite propriétaire-Dryade-exploitant 030913 .....	69
4.	Description contractuelle de l'achat collectif de bois sur pied 030913 .....	73
5.	Mandat de délégation du propriétaire à l'association 030913 .....	74
6.	Contrat de vente sur pied + mandat délégation particulier association 030913.....	75
7.	Contrat d'entreprise du collectif au chef de chantier 030913 .....	80
8.	Description contractuelle de l'achat collectif à un propriétaire 030913 .....	85
9.	Description schématique du fonctionnement en SCIC 030913 .....	86
10.	Modèle de fiche de chantier .....	87
11.	Notice d'information sur l'éligibilité aux subventions 122 A et 122 B du Plan de Développement Rural Hexagonal .....	90

### 3 Avant-propos

Sur le journal officiel de la Drôme, en aout 2011, on peut lire que l'association Dryade se propose de : « favoriser une organisation économique et sociale qui permette une gestion sylvicole créatrice d'emplois de qualité et bénéfique pour le paysage et le milieu naturel ». Qui pourrait refuser cette noble cause ? Certains forestiers diront : « c'est plus facile à dire qu'à faire », d'autres, plus optimistes : « bon courage ».

Dryade mène cette expérience sur le terrain, grâce à l'implication de professionnels bénévoles, de particuliers et de mécènes qui soutiennent une gestion alternative, qui aura sa place parmi les autres modes de gestion forestière. Les actions mises en place sont adaptées au contexte de la vallée de la Drôme. Il n'existe probablement pas un modèle unique qui soit applicable à tous les contextes. Il est nécessaire de s'appuyer sur les attentes et les moyens de la population, des propriétaires et des professionnels locaux. En effet, la diversité du territoire français ne peut mieux s'exprimer que par la variété de ses forêts, de ses propriétaires, et de la filière bois.

Dans d'autres régions, quelques collectifs pratiquent déjà une gestion forestière suivant des modèles organisationnels « alternatifs » et pérennes. Le partage des expériences permet de mutualiser les avancées sur le sujet, et d'identifier les particularités locales qui le freinent ou le favorisent.

Une analyse préalable du réseau local d'approvisionnement en bois est primordiale. Par exemple, dans les régions forestières où l'affouage communal est réalisé dans de bonnes conditions d'exploitations, et encadré par l'ONF. Ce droit d'usage permet de produire suffisamment de stères pour alimenter à moindre frais tous les consommateurs de bois bûche de la commune, en plus des affouagistes. Pourquoi essayer de proposer une alternative dans ces circonstances ? Certains ont le soleil gratuit, d'autres le bois gratuit, dans le cadre d'un chantier collectif, social et solidaire. C'est pour cette raison que les particularités du territoire de Biovallée® seront largement décrites dans les premières parties du mémoire.

Il convient d'anticiper la montée en puissance des Plans d'Approvisionnement Territoriaux en bois énergie pour les centrales thermiques industrielles qui vont mobiliser une part croissante des ressources en tout-venant. La récolte de cette ressource est devenue une priorité nationale. L'objectif principal du forestier, produire du bois d'œuvre, risque d'être substitué par l'urgence d'alimenter les centrales. Cela peut remettre en cause certaines pratiques sylvicoles, voire déstabiliser la filière dans les régions où le bois sera toujours difficile à mobiliser en quantité suffisante.

Il existe aussi de nombreuses recherches sur les moyens de valoriser la richesse des composants du bois. Cela apportera d'autres ressources à la filière. Les scientifiques et les comités interprofessionnels y travaillent.

Il est temps de tester de nouvelles solutions en microfiliales participatives, tel que dans le secteur agricole, afin éviter de toujours se tourner vers des économies d'échelles en cas de problèmes économiques.

Ces modèles d'organisation sont des pistes pour favoriser dès aujourd'hui les professionnels de la filière bois amont, la valorisation des forêts et des bois pour un usage local, grâce à une implication citoyenne.

Participer à ce vaste projet est créatif et enrichissant. Il a été ma motivation principale pour postuler au stage proposé par l'association Dryade. J'espère que ce mémoire favorisera la réussite de cette initiative locale, et en entraînera d'autres dans son sillage.

## 4 Introduction

La mission professionnelle que j'effectue dans l'association Dryade conclut le cursus du mastère spécialisé « Forêt, Nature et Société ». Elle a été résumée sous l'intitulé : « *étude de modèles organisationnels, économiques et juridiques pour la création de circuits courts participatifs concernant le bois bûche. Application au territoire de Biovallée®* ». Cette mission attend du stagiaire de se concentrer sur un objectif principal dans le but de rassembler les connaissances et faciliter les prochaines expérimentations organisées par l'association.

Ce mémoire est une synthèse des réflexions et des informations récoltées dans le cadre de cette mission, dans le but de les diffuser. Il intègre des outils à l'intention des lecteurs qui travaillent sur le même sujet, sur d'autres territoires, afin qu'ils puissent être librement adaptés et améliorés à l'usage. Le présent mémoire devrait aussi servir de support pour l'élaboration d'un document plus synthétique

Les expérimentations sont réalisées dans la forêt privée, sur le territoire de Biovallée®, qui correspond à la basse vallée de la Drôme et au Diois. La coupe rase des taillis de chêne y est encore le mode de gestion traditionnel de la forêt paysanne. Les sols sont soumis au ruissèlement du fait de la répartition des précipitations et d'un relief « en dents de scie ». La forêt est omniprésente sur les versants et les plateaux, le volume de bois sur pied est en augmentation mais le bois d'œuvre est rare. Le prélèvement en 2013 est faible par rapport à l'accroissement et la filière bois locale a un chiffre d'affaire inférieur à la moyenne française. Elle doit importer du bois des autres départements. Les travaux forestiers sont peu rentables économiquement dans le contexte de la zone d'étude.

L'association Dryade s'inscrit dans une démarche d'expérimentation sous la forme d'une recherche-action pour trouver des modèles flexibles, cadrés, et viables à long terme, et les proposer à la filière bois locale. Elle est soutenue par le Réseau pour les Alternatives Forestières. Sa priorité est de produire du bois bûche local, destiné à des particuliers engagés autour de valeurs communes. Ces valeurs sont : maintenir un couvert forestier, améliorer la valeur des forêts, revaloriser l'utilisation locale du bois, garantir une juste rémunération des professionnels qui y participent.

Mettant au cœur de sa proposition la participation et la formation des citoyens, elle doit être vigilante à la sécurité des personnes. Une bonne définition de la responsabilité et de la place de chacun des participants réduit les doutes et donc réduit les risques. Aussi, un chantier qui intègre un plus grand nombre d'acteurs demande plus d'organisation, et donc plus de temps d'animation, plus de communication.

Ces derniers points résument la problématique du stage. Comment proposer à la filière des modèles qui dépassent le chantier amateur, une gestion idéaliste de la forêt ou déconnectée de l'équilibre économique ? Ces modèles sont-ils bien ancrés dans la réalité d'un métier et d'un territoire ? Le cadre juridique est-il suffisamment défini pour identifier les responsabilités de chacun ? Quels sont les avantages pour les professionnels et les propriétaires ?

Certaines pistes sont suggérées en observant d'autres secteurs d'activité, ou des initiatives publiques : les circuits courts dans le secteur agricole, les chantiers bénévoles de restauration du patrimoine, l'achat collectif sur internet, l'affouage en forêt publique... La gestion douce, à couvert continu est généralement à l'initiative du propriétaire, maître d'ouvrage, mais les bûcherons et débardeurs qui ont la compétence et le matériel pour organiser ce type de chantier sont rares. Les retours d'expérience et les bilans écologiques sont nombreux à ce jour, Chaque chantier forestier a des contraintes différentes et un équilibre économique difficile à atteindre sans subventions. L'implication citoyenne peut-elle aider à réduire les coûts d'un chantier forestier en gestion douce ?



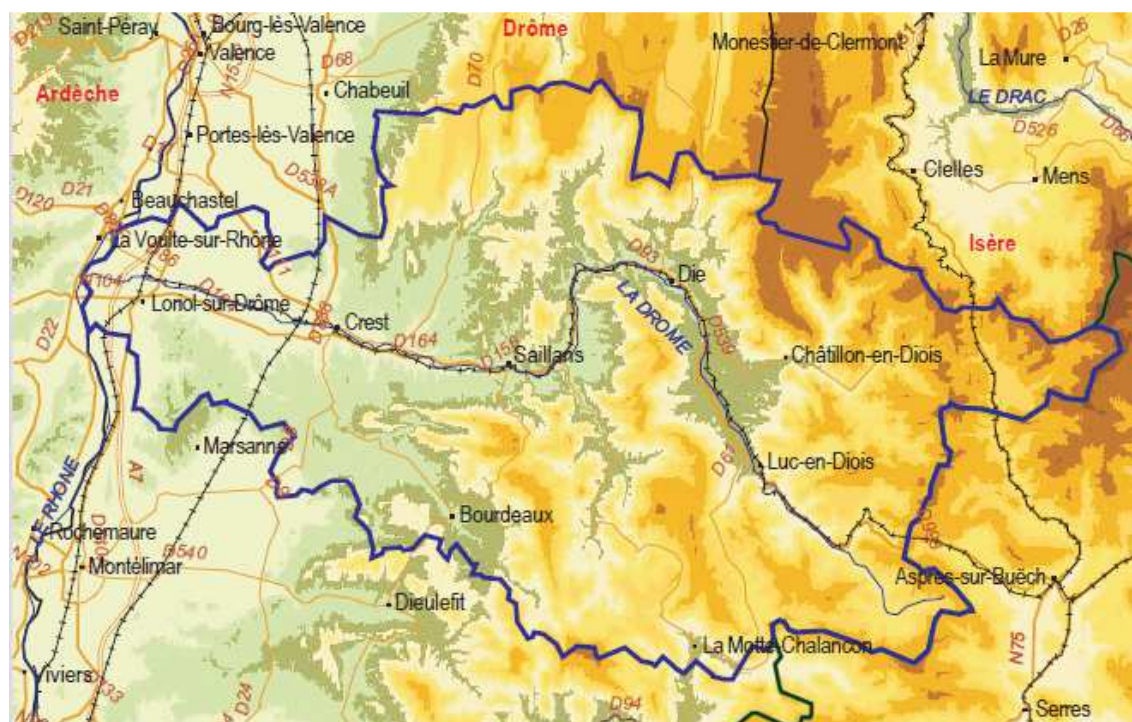
## 5 Un contexte particulier dans la vallée de la Drôme et le Diois

En premier lieu, il convient de positionner géographiquement la zone d'étude, soit le territoire de Biovallée® qui inclut la basse vallée de la Drôme et le Diois.

Il se situe en région Rhône-Alpes, dans le département de la Drôme. Le projet Biovallée®, regroupe les 4 Communautés de Communes du Val de Drôme, du Crestois, du Pays de Saillans et du Diois, qui couvrent 102 communes, 49 000 habitants et 2 200 km<sup>2</sup>.

C'est un des 7 « Grands Projets Rhône-Alpes » impulsés par le Conseil Régional pour construire une écorégion.

Le projet Biovallée® souhaite démontrer qu'« un territoire rural multipolaire est capable de devenir un modèle de développement humain durable alternatif et complémentaire aux zones urbaines centralisées ». Ces valeurs synthétisent celles de nombreux acteurs du développement local sur ce territoire.



Limites du territoire de Biovallée®. Source : Insee Rhône-Alpes - La Lettre Analyse n° 8 - octobre 2011

### 5.1 Description des particularités humaines du territoire



La Drôme et le Vercors ont accueilli la Résistance lors de la Seconde Guerre mondiale, et ont payé cher en bombes et exécutions pour ce soutien. Ce passé héroïque, la rudesse des hivers, plusieurs générations de néo-ruraux engagés dans un retour à la terre, le bon accueil des Drômois de souche, la position de ce territoire en agriculture biologique, la densité des services à la personne, le bouillonnement culturel, rare pour une région si rurale, le réseau associatif très dense....seule une étude sociologique

complète permettrait de présenter la globalité du contexte humain de la vallée de la Drôme. La réussite ne s'y mesure pas seulement en euros, mais aussi en qualité de vie.

Citation : « L'histoire a vraiment ici un visage. Il est vrai que la Drôme est une terre fortement modelée par les hommes et où de très bonne heure ils ont bâti leurs libertés... » Pierre EMMANUEL (1916-1984), écrivain, membre de l'Académie française.



Ne cachons pas que la précarité est plus importante en Drôme que dans le reste de Rhône Alpes, 14,9 % de la population sous le seuil de pauvreté en 2007, tout en sachant que le seuil de pauvreté n'y est pas le seuil d'exclusion sociale, à l'inverse d'autres départements.

C'est en tout cas ce contexte qui permet l'émergence et la réussite de tant d'innovation sociale et de développement durable. Le projet Biovallée® et les politiques locales soutiennent et mettent en valeur cette dynamique héritée du territoire.

La vallée de la Drôme et le Diois ont été l'une des terres d'accueil du retour à la terre de la fin des années 1960. Territoire de petite montagne, les terres en pente ont été abandonnées par les agriculteurs conventionnels qui préféraient les plaines pour exploiter efficacement la terre avec un matériel agricole adapté. Ces terres dépréciées ont été investies par une population qui recherchait un autre mode de vie, précurseurs dans la culture et l'alimentation biologique et les circuits courts. Premier département bio de France (en nombre d'exploitations), avec 615 exploitations bio soit près de 9 % des agriculteurs drômois (moyenne nationale 2,6 %), 24 078 hectares de surface agricole bio certifiée, soit près de 11 % de la SAU (Surface Agricole Utile). Ce chiffre est en progression, et ne tient pas compte de l'agriculture raisonnée, de la culture Bio sans certification, ni bien sûr de l'autoconsommation et du troc. Il existe 15 Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) fédérées par l'association Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs Rhône-Alpes. Les panneaux indiquant la vente en direct de produits locaux, et les ventes à la ferme sont omniprésents le long des routes. Consommer local y est un geste citoyen depuis longtemps.

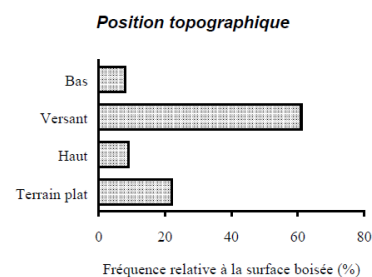
Aujourd'hui, le Commissariat général au développement durable propose pour l'ensemble du territoire français : *«un réancrage territorial de l'activité agricole, une meilleure valorisation des produits par le producteur, un rapprochement entre l'agriculteur et le consommateur, et une plus grande implication des acteurs publics et des habitants dans l'agriculture, comme des consommateurs dans leurs choix alimentaires»*. En 2010, en France, les achats via un circuit court représentaient 6 à 7 % des courses alimentaires (au niveau national), selon l'ADEME. Les circuits courts de proximité *"constituent aujourd'hui une opportunité économique non négligeable que ce soit pour le producteur (sécurisation de son modèle économique), le consommateur (prix ajusté au coût réel) ou un territoire (création d'emplois locaux)"*.

En ce qui concerne la forêt, la distribution en circuit court du bois énergie est une évidence économique, du fait de sa valeur rapportée à la tonne. Aujourd'hui, les initiatives locales pour une amélioration de la forêt et une revalorisation du métier de bûcheron sont pourtant en retard par rapport aux initiatives de circuits courts agricoles. Cela peut s'expliquer par le rythme d'évolution et les priorités du secteur forestier, différents de ceux du secteur agricole. Il est actuellement en phase de mécanisation, d'optimisation de sa rentabilité, et en ce qui concerne la vallée de la Drôme, le regroupement des propriétaires et l'accessibilité à la ressource sont les objectifs principaux de développement territorial menés par le Centre Régional de la Propriété Forestière.

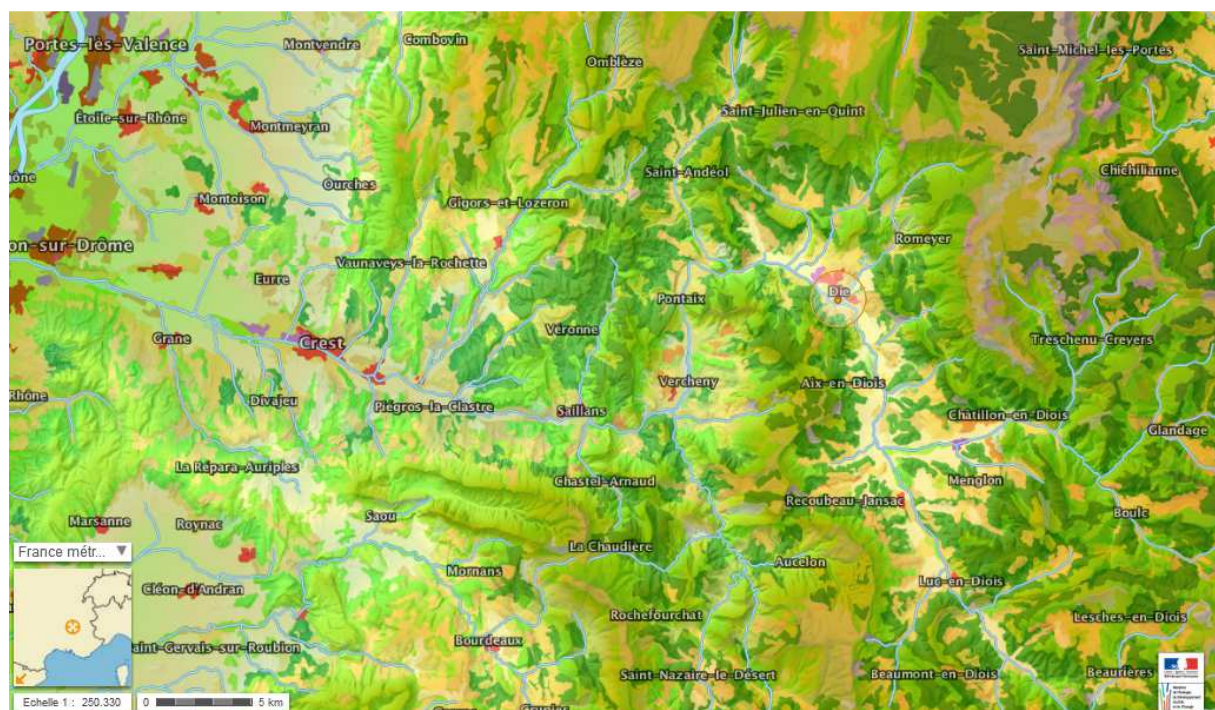
## 5.2 Relief, desserte et stations

### 5.2.1 Des forêts situées sur les versants de vallée et les plateaux

Les vallées sont occupées par les activités agricoles, les industries et par les infrastructures. On peut voir sur la carte ci-contre que la forêt est donc essentiellement cantonnée sur les zones où le relief est le plus accidenté, donc sur les versants, dans les combes et sur les quelques plateaux. Sur les photos anciennes, le paysage était beaucoup plus ouvert. L'abandon du pâturage a favorisé les accrues sur les terres non cultivées.



Source : IFN 26 Drôme, Vallée du Rhône et piémonts du Vercors. 1997



Source IGN, sur géoportail, MNT, hydrographie et Corine Land Cover 2006.

### Forêts de feuillus

Formations végétales principalement constituées par des arbres, mais aussi par des buissons et arbustes, où dominent les espèces forestières feuillues.

### Forêts de conifères

Formations végétales principalement constituées par des arbres, mais aussi par des buissons et arbustes, où dominent les espèces forestières de conifères.

### Forêts mélangées

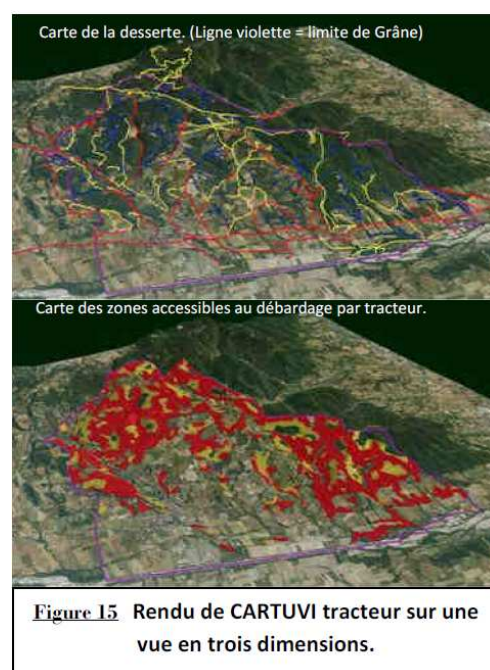
Formations végétales principalement constituées par des arbres, mais aussi par des buissons et arbustes, où ni les feuillus ni les conifères ne dominent.

## 5.2.2 Une desserte importante liée à l'habitat dispersé et au parcellaire.

Le réseau de desserte forestière est assez dense dans les massifs bordant la vallée de la Drôme. Cependant, beaucoup de chemins sont à flanc de coteaux, ne sont pas entretenus et donc ravinés et ne permettent pas le passage d'engins de fort tonnage. Aussi, la distance à parcourir et le nombre de virages pour rejoindre les routes en bitume peuvent être un facteur déterminant pour une non-intervention en forêt, pour les exploitants comme pour les particuliers.

Dans le cadre des visites de parcelles des propriétaires réalisées pour l'association Dryade, la qualité de la desserte et la distance à la route étaient le facteur limitant principal pour envisager un chantier.

Lors de son stage au CRPF pour favoriser la création du groupement forestier du massif forestier de Grâne, Jean Prévost a permis de visualiser la desserte locale grâce aux outils CARTUVI et GRASS. Toutefois, la commune de Grâne est située sur un plateau, ce qui facilite le débardage



**Figure 15** Rendu de CARTUVI tracteur sur une vue en trois dimensions.

Source : Jean Prévost, structuration de la filière forêt bois dans la basse vallée de la Drôme, 2010.

et est assez rare dans la zone d'étude. Cette carte d'accessibilité serait moins dense sur les massifs voisins, situés en versants de colline.

### 5.2.3 Des stations généralement peu propices à un bois d'œuvre de qualité

Dans la vallée de la Drôme, le climat est méso-méditerranéen. Chaque année, au moins deux mois sont secs et provoquent un déficit hydrique. La pluviométrie est donc inégalement répartie dans l'année, les pluies d'automne sont les plus fortes. La répartition de la pluviométrie est très inégale au cours d'un même mois, les pluies orageuses sont souvent violentes, et provoquent le ravinement des flancs de colline les plus pauvres en végétation et une perte de la matière organique qui part dans la vallée. Cela s'illustre par la rivière Drôme qui prend des couleurs marron au lendemain des fortes pluies. On peut voir ci-dessous la différence de pluviométrie entre les stations en vallée et celles situées sur le Vercors.

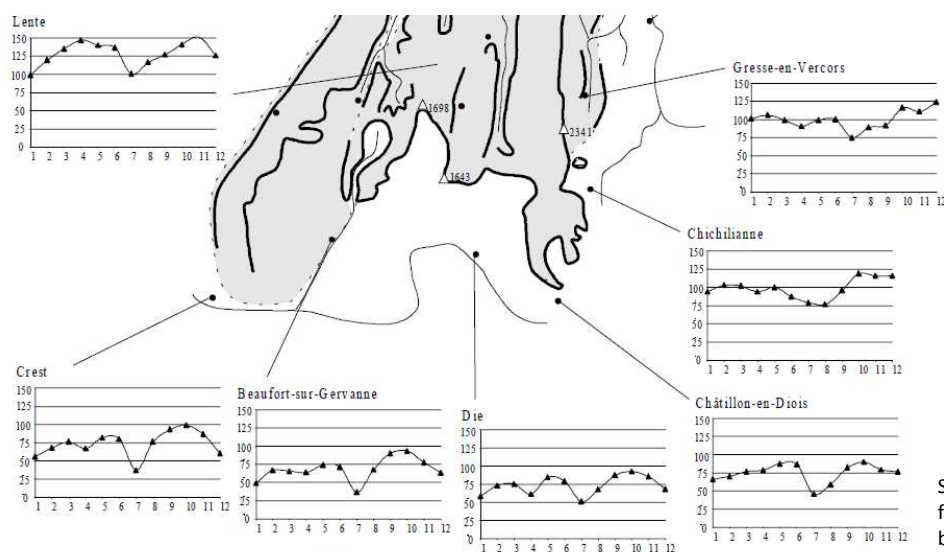


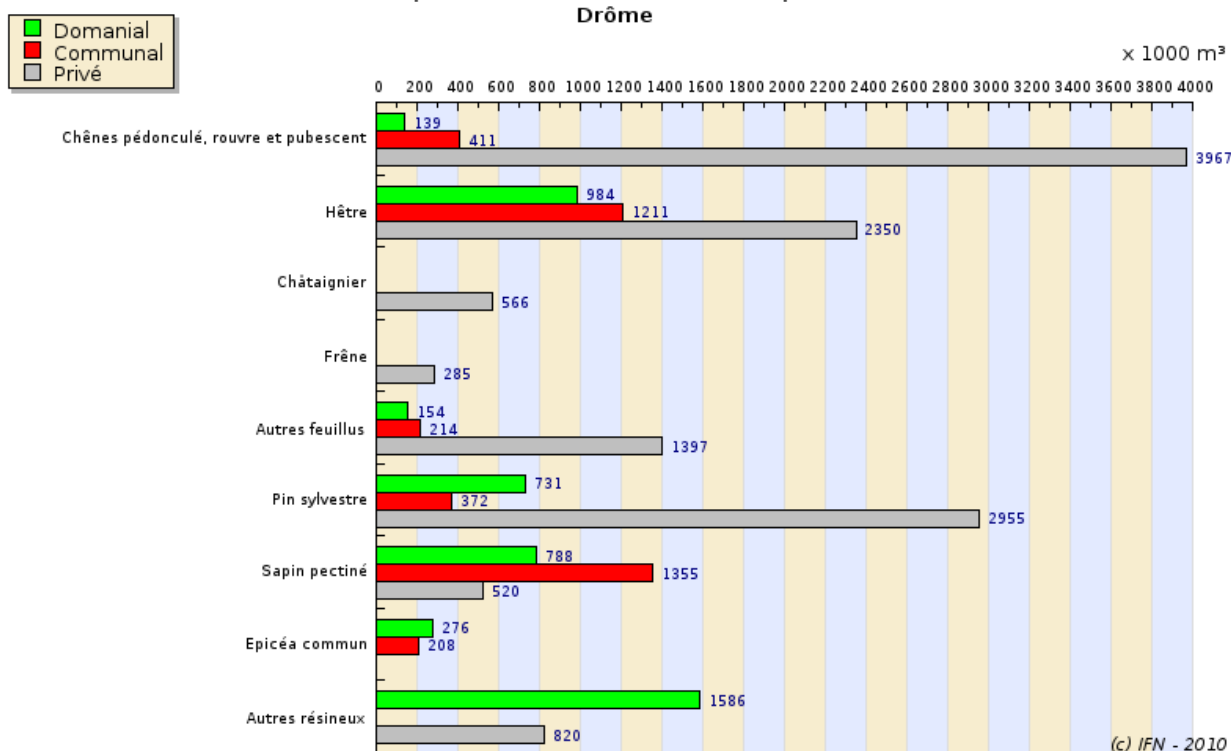
Figure 4 - Moyennes mensuelles de précipitations pour quelques stations du Vercors et de ses bordures.

Source : Catalogue des types de stations forestières du massif du Vercors et de ses bordures, Jean-Michel Boissier, 2010

Certains plateaux du Vercors sont situés sur la zone d'étude, généralement dans la partie sud du parc naturel régional du Vercors. Ces stations, nettement plus propices à la sylviculture, sont dominées par le hêtre (fayard). Ce contexte sylvicole, illustré par le cahier des charges du PNR du Vercors, est particulier. On y favorise le bois d'œuvre et les coupes rases sont rarement pratiquées. Au niveau social, l'action du Groupement des Entreprises de Travaux Environnementaux et Forestiers du Vercors (GETEF) est intéressante. Cet organisme tend à fédérer les ETF et a établi une valorisation économique des actions sylvicoles favorables à la biodiversité.

## 5.3 Description des forêts de la vallée de la Drôme.

La majorité des peuplements feuillus appartient à la série du chêne pubescent, le reste étant des hêtraies de fonds de vallon ou de versant exposé au nord de l'étage montagnard, ou encore des mélanges de hêtres et chênes pubescents en versant nord de l'étage collinéen. Les pins sylvestres et les pins noirs occupent le restant de l'espace forestier. Les chiffres et graphiques sont issus de données de l'inventaire forestier de la Drôme concernant la région « plaine du Rhône et piémonts du Vercors ». Ils englobent la région d'étude et en sont représentatifs.



Source : IFN 26 Drôme, volume par essence dans les forêts de production de la Drôme, présentation 2010.

**NOTA :** D'après mes observations, sur la zone d'étude, les hêtres sont proportionnellement moins représentés et les pins noirs plus présents que sur l'ensemble de la Drôme.

### 5.3.1 La coupe rase des taillis de chêne pubescent

Le chêne pubescent est l'espèce la mieux adaptée aux versants et plateaux calcaires de la vallée de la Drôme. Il est souvent accompagné des pins sylvestres et d'un sous-bois de buis. L'essentiel de la forêt feuillue est de ce type. La hauteur dominante est en moyenne de 12 m. L'exploitation des forêts à prédominance de chênes pubescents en taillis est courant sur la zone d'étude. La coupe rase des cépées a lieu environ tous les 40 ans, âge auquel le diamètre d'exploitation est idéal pour le bois de chauffage. Ce type de traitement du chêne est quasiment exclusif sur le territoire de Biovallée® et fait l'objet de critiques de la part de la société civile.

**Les « pour » :** Le taillis a l'avantage de réduire les coûts d'exploitation pour produire du bois de chauffage à usage local. Du point de vue de la forêt paysanne, c'est un moyen ancestral et simple à mettre en œuvre pour valoriser la forêt locale. Du point de vue de certains écologistes et forestiers rencontrés, lorsqu'il est rare, ce mode de gestion a un intérêt pour la biodiversité, puisqu'il permet de rajeunir, d'ouvrir le milieu et de restaurer la faune et la flore des écosystèmes xérophiles.

**Les « contre » :** Il a l'inconvénient de mettre le sol à nu après la coupe, à l'avantage du buis et d'autres essences xérophiles. Une coupe réalisée sur sol pentu cause un fort ravinement, entraîne la matière organique, voire dégrade définitivement la nature forestière du versant. Les arbres qui auraient pu produire à terme de la charpente ou de la menuiserie sont tous coupés, ne permettant pas d'avancer vers une plus grande autonomie de la ressource bois. Les impacts paysagers sont considérables, et les bienfaits de l'ambiance forestière pour une région méso-méditerranéenne sont supprimés pendant 5 à 10 années selon l'accroissement. Le grand nombre de néo-ruraux présents sur le territoire drômois explique également la mauvaise image de la coupe rase. Cette population est attachée à une sylviculture plus douce, à la préservation des paysages et des sols.



### 5.3.2 Les futaies de résineux : pin sylvestre ou pin noir ?

Les forêts à dominante résineuse répondent à deux dynamiques. Celle du pin sylvestre, essence locale et celle du pin noir d'Autriche, plus récente. L'expansion de la forêt drômoise a débuté vers 1850, du fait de l'industrialisation et de la déprise agricole qui l'accompagna.

Les premières campagnes de restauration des terrains en montagne (RTM) apparaissent vers 1860 dans le département, pour freiner grâce au reboisement une érosion accentuée par les troupeaux et le défrichement. Le pin noir a été introduit lors de ces travaux, car il peut s'installer dans les stations les plus contraignantes et produit des arbres bien droits, utiles pour les poteaux. Depuis, il se propage spontanément vers la vallée, et conserve une forte dynamique de colonisation là où il est présent. La déprise agricole du milieu du XX<sup>ème</sup> siècle a favorisé la colonisation des espaces ouverts par le pin noir d'Autriche. Les terres agricoles dépréciées sont recolonisées, en mélange avec les essences locales. Le Diois est particulièrement concerné, le pin noir y est prédominant sur les flancs de vallée, monospécifique sur certains coteaux, sans avoir été planté.

Le pin sylvestre, espèce pionnière héliophile à graine légère ailée, est complémentaire du chêne pubescent. Comme le pin noir, il recolonise les terres agricoles abandonnées.

L'accroissement moyen du peuplement est de deux mètres cubes par hectare et par an sur les cantons de Crest sud et Crest nord, d'après les données issues de l'IFN. Le volume sur pied y est d'un million et demi de mètres cubes pour une surface forestière d'environ 25 000 ha. Selon l'IFN, sur la basse Vallée de la Drôme, 2 % seulement de l'accroissement est prélevé annuellement...à relativiser, car l'autoconsommation n'est pas comptabilisée. Le bois des résineux n'est ni prisé pour le bois bûche, ni pour le bois d'œuvre. Il sert majoritairement à la pâte à papier, occasionnellement à la palette, aux poteaux, ponctuellement à la charpente.

### 5.3.3 Les accrues issues de la déprise et de l'arrêt du pâturage.

Le pâturage a fortement diminué depuis 50 ans. D'anciennes terres à vigne ont été abandonnées après le phylloxéra, ainsi que des terres agricoles trop arides ou difficiles d'accès.

La gestion et l'entretien des espaces tant agropastoraux que forestiers sont stratégiques sur le territoire de Biovallée® et sur le sud du PNR du Vercors. Les pelouses calcaire, écosystème protégé par Natura 2000, souvent classées en ZNIEFF, nécessitent une intervention de l'homme ou un pâturage afin de limiter la fermeture du milieu. Les programmes de lutte contre l'ambrosie par le pâturage ovin, organisés depuis 5 ans par la Communauté de Communes du Val de Drôme dans la réserve des Ramières sont un franc succès, et une bonne occasion pour promouvoir ces pratiques. L'ADEME développe le débroussaillage pastoral dans la Drôme.

Lorsque l'homme n'intervient pas pour éviter la repousse de la végétation, la colonisation est spontanée et le type d'essence dépend de la station. Le genévrier, le prunellier, le genêt et le buis colonisent les pâturages les plus secs. L'espèce forestière pionnière est le pin sylvestre, suivi du pin noir s'il est à proximité, et du chêne pubescent. Beaucoup de jeunes forêts sont encore classées en landes ou terres agricoles sur le cadastre, tant que le propriétaire n'a pas fait la demande de requalification en forêt.

Ce type de jeunes forêts est difficile à pénétrer pendant une centaine d'années. Un couvert forestier dense favorisera l'auto-éclaircie en sous-bois, à moins que le buis se soit installé. Un chantier dans ces conditions nécessite un surcoût de travail, et l'abattage manuel est laborieux. Le passage du gyrobroyeur ou le sylvopastoralisme peuvent préparer le terrain avant le passage du bûcheron. À noter que le buis n'est pas appétant. Son envahissement doit donc être traité autrement que par le sylvopastoralisme.



Source : DREAL Rhône Alpes, paysage des piémonts du Vercors.

#### 5.3.4 Les hêtraies des versants humides.

Il existe dans la vallée de la Drôme quelques hêtraies bien installées. D'après mes observations, il s'y trouve en mélange quelques chênes, érables, tilleuls, ou sapins. L'exemple typique est l'intérieur du synclinal perché de la forêt de Saou, propriété du conseil général.



Sources : Office du tourisme de Saou.

Les hêtraies sont souvent situées sur des éboulis sur le flanc nord ou dans des combes. L'exploitation peut être dangereuse pour plusieurs raisons : la pente, les éboulis, la hauteur des arbres et la nervosité du bois, qui se fend à l'abattage. Les bois abattus sont majoritairement destinés au bois de chauffage.

#### 5.3.5 La forêt privée très fragmentée

Dans la Drôme, la forêt est privée à 74% comme la moyenne française. Sa superficie et son volume sur pied augmentent environ de 10 % tous les 10 ans, d'après les inventaires de l'IFN réalisés depuis 1974. Aujourd'hui, malgré le développement de la filière bois énergie, le volume sur pied continue d'augmenter. Ceci est principalement dû aux forêts difficiles d'accès ou trop pentues.

Le nombre de parcelles forestières est significatif de ce morcellement. Sur la carte ci-dessous, un exemple représentatif de la moyenne. Les groupements forestiers et les ASLGF (Association Syndicale Libre de Gestion Forestière) sont peu nombreux. La forêt privée est essentiellement d'origine paysanne.



Source : géoportail, cadastre et carte IGN.

### Nombre de propriétaires

Source : Cadastre 1997 IFN 1996	Nombre de propriétaires	%	Surface	%
Moins de 4 ha	30 150	80	37 600 ha	18
De 4 à 10 ha	4 350	11	35 500 ha	21
De 10 à 25 ha	2 250	6	45 900 ha	22
Plus de 25 ha	1 250	3	89 800 ha	43
<b>TOTAL</b>	<b>38 000</b>		<b>208 800 ha</b>	

► Propriété moyenne : 5,5 ha

### Propriétés dotées d'un plan simple de gestion au 31/12/2007

Nombre de PSG = 80 (dont 11 PSG facultatifs pour 265 ha)  
Surface = 7 901 ha

Répartition des propriétaires par classe de surface. Source CRPF Drôme, 2008.

## 5.4 Points de vue sur la filière bois locale

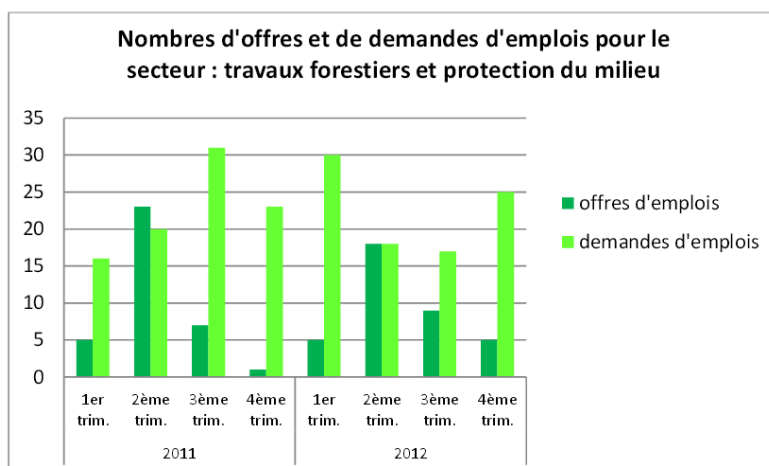
Source des chiffres: Etat des lieux économique de la filière forêt-bois en Sud Rhône-Alpes, 2ème assises Sud Rhône-Alpes - Filière Forêt-Bois - 2 décembre 2010. NB : ces chiffres concernent l'ensemble du département de la Drôme.

Le modèle économique actuel de l'amont de la filière bois a une marge réduite par rapport à d'autres départements plus sylvicoles. La structuration de la filière tend principalement vers des économies d'échelle et une mobilisation du bois énergie en contrats d'approvisionnement. Dans la Drôme (comme ailleurs), cette structuration doit pourtant tenir compte des aspects multifonctionnels de la forêt, de son faible accroissement annuel, du morcellement de la forêt privée, du relief prononcé et de sa faible part dans l'économie locale. Selon FIBRA, « la filière forêt bois pèse, en 2012, 2,2 % dans les offres totales d'emplois départementaux (baisse de 4,2 % par rapport à 2011), et 2,3 % pour les demandes d'emploi.

### 5.4.1 Les ETF et les exploitants forestiers

Dans la filière amont, on recense en 2010 sur la Drôme : 78 entreprises de travaux forestiers, pour un effectif de 300 personnes et un chiffre d'affaire de 4,5 millions d'euros). Si on rapporte ces chiffres à un revenu moyen par personne, 15 000 € de chiffre d'affaire par an, cela questionne sur la rémunération de ces entrepreneurs, à moins qu'une double activité fausse ne les chiffres.

Le graphique ci-dessous, édité par FIBRA démontre un faible dynamisme de l'emploi, bien que les centres de formation alimentent régulièrement la filière avec de nouveaux diplômés pour les travaux forestiers.



Source : Les offres et demandes d'emploi dans la filière forêt-bois, 2011-2012, FIBRA

Sur la zone d'étude, 2 groupements de professionnels ont été constitués pour favoriser l'emploi :

- Le Groupement des entreprises de travaux environnementaux et forestiers du Vercors (GETEF) s'est constitué avec 16 ETF pour mettre en œuvre une nouvelle approche de gestion durable de la forêt. Il permet (entre autres) de mutualiser la prise en compte des externalités positives des travaux en forêt multifonctionnelle, et de financer avec transparence le surcoût induit par un cahier des charges écologique.
- Natura-Scop : Coopérative d'activité et d'entrepreneurs des métiers de la forêt et de l'environnement. Une douzaine d'entrepreneurs réalise des travaux forestiers. Les tâches administratives, sociales, comptables et juridiques sont mutualisées et assurées par la coopérative.

#### 5.4.2 Les exploitants agricoles

Les exploitants agricoles ont l'autorisation de faire commerce du bois à hauteur de 50 % de leur revenu. Ils ont des aides de 50 % pour l'achat d'engins agricoles (et par extension sylvicoles) et ont souvent amorti leur matériel. Ils sont parfois propriétaires de forêts, sont bien implantés dans le tissu social local. Ils s'entraident, troquent des services. Ce sont les grands gagnants lorsque la filière bois manque de dynamisme.

Il en résulte un regard critique de la part des ETF et exploitants forestiers pour plusieurs raisons (attention, il s'agit de généralités, glanées lors de conversations privées) : le nombre d'accident d'agriculteurs en forêt est très élevé, ils tirent le prix du bois vers le bas, la vente de bois étant un revenu complémentaire « ils se sont enrichis sur le fonds forestier national », fonds financé par les taxes sur les produits issus de la forêt, « ils n'ont pas la compétence ni l'expérience du forestier », ils ne prennent pas en compte les aménités paysagères, soit l'exploitation est réalisée en taillis, soit beaucoup de dégâts sont causés lors de l'exploitation de grands arbres.

Indices de fréquence (2011)	Salariés	Non-salariés
Production agricole	6,6	6,9
Production forestière	25,1	20,8
ETA	11,6	9,4
Espaces verts	28,4	11,7
Global	9,6	7,3

Indice de fréquence des accidents de machine des exploitants agricoles, source MSA, 2011.



Quoi qu'il en soit, les exploitants agricoles sont des acteurs non négligeables de la forêt privée. Il est important de les intégrer dans la réflexion territoriale, et de restaurer la collaboration entre l'agriculteur et le forestier.

### 5.4.3 Les particuliers et les affouagistes

En forêt publique, de nombreuses communes, pratiquent l'affouage. Il est conseillé aux affouagistes de s'inspirer des règles de sécurité qui s'imposent aux professionnels, et les règlements d'affouage sur pied définissent clairement les responsabilités de l'affouagiste. Sur un modèle similaire, l'ONF pratique la cession de bois en forêt domaniale. Ces pratiques sont bien encadrées, le forestier public prépare les dessertes et oriente la coupe grâce à des consignes et son martelage avisé. Ces systèmes issus des droits d'usages sont bénéfiques pour la forêt publique et pour les habitants locaux qui ont l'énergie et les moyens pour le pratiquer.

Cependant, dans les trois quarts des forêts, dans le domaine privé, les coupes de bois sont insuffisamment encadrées. Les propriétaires forestiers qui n'ont pas le budget, ou les moyens matériels, ou dont la forêt n'intéresse pas les professionnels, peuvent vendre du bois de feu aux particuliers. Ceux-ci travaillent sous leur propre responsabilité civile de la vie privée, avec du matériel qui n'est pas toujours adapté et souvent sans compétence forestière. Outre la proximité de la ressource, l'effort fourni, rapporté au stère de bois produit dépasse largement celui du professionnel. Souvent la responsabilité du propriétaire est engagée, faute de contrat. Les arbres d'avenir risquent d'être endommagés ou la régénération sera compromise et laissera la place aux espèces indésirables mais favorisées par une éclaircie trop brutale.

Le CRPF réalise régulièrement une communication, afin d'alerter sur les risques réels qu'encourt le propriétaire privé dans une vente sur pied non contractualisée avec des particuliers.

### 5.4.4 La demande locale en bois

Dans la première transformation, on recense en 2010 : 13 entreprises pour un effectif de 85 personnes et un chiffre d'affaires de 6 millions d'euros. Malgré la qualité du bois d'œuvre provenant du Vercors drômois, plus de 40% des approvisionnements des scieries viennent d'en dehors du département, la majorité provenant de Rhône-Alpes.

La seconde transformation est portée par le bâtiment, et en faible part l'ameublement et l'emballage. On recense en 2010 : 558 entreprises pour un effectif de 1 569 personnes et un chiffre d'affaires de 180 millions d'euros. Le déséquilibre avec la première transformation et la filière amont est énorme, et prouve en 3 chiffres que le bois d'œuvre ne provient pas de la filière locale.

#### Le bois bûche :

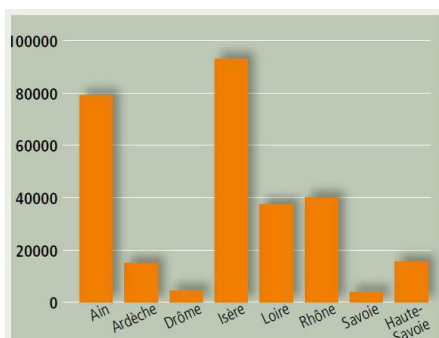
La partie commercialisée en bois bûche est estimée à 36 000 stères (ou 25 000 m<sup>3</sup> de bois ronds). Ce volume correspondrait au quart de la consommation réelle (part d'autoconsommation).

#### Le granulé bois :

Pour la saison de l'hiver 2008-2009, 895 tonnes de granules en vrac ont été livrées dans des chaufferies automatiques. Une grosse part de marché du granulé bois concerne les poêles dans l'habitat individuel (plus de 80 % du marché en sac). Une usine de granulation est située dans la Drôme au Grand Serre.

#### Le bois déchiqueté :

86 chaufferies bois déchiqueté en plaquettes pour des bâtiments publics ou collectifs sont installées en 2010, soit une consommation de 15 000 tonnes/an. Compte tenu des projets en cours d'études de faisabilité, en 2013 la part du bois énergie consommée dans la Drôme devrait augmenter de 18 000 tonnes/an. Ce chiffre datant de 2010 ne tient pas compte du projet de cogénération de la centrale de Pierrelatte, située dans la Drôme, dont la consommation annuelle sera de 154 000 tonnes/an, soit à elle seule, 10 fois plus que la consommation actuelle des 86 centrales drômoises. De plus, une autre grosse centrale est en projet sur Laveyron (Drôme) qui consommera 200 000 tonnes/an.



Production de bois énergie par département. Source : Atlas des filières d'approvisionnement en bois-énergie en Rhône-Alpes, 2008, ADEME

Plusieurs sujets d'inquiétude pour la filière bois et la société civile : D'où viendra ce bois, des forêts de la Drôme et de l'Ardèche ? Il a été prouvé par une simple addition que la somme de la consommation des différents projets dépasse l'accroissement mobilisable des forêts locales. Est-il prévu un approvisionnement complémentaire par la desserte fluviale du Rhône ? Quelle sera la part réelle des déchets industriels et ménagers incorporés dans les chambres de combustion ?

À ce sujet, la fédération Forestiers privés de France rappelle dans une note de 2012 : « ...la gestion forestière a pour objectif principal de produire du bois d'œuvre dont nos industries dépendent également, et le bois énergie comme le bois d'industrie ne peuvent constituer les seuls objectifs de production de la forêt. »

Les différences de point de vue (parcelle, massif, territoire, région, Nation) peuvent mener l'objectif commun « mobiliser la ressource » vers des résultats très différents.

## 6 Le stage dans l'association Dryade

Afin d'élaborer la méthodologie du stage, une synthèse des objectifs de l'association Dryade a été nécessaire. Il sera distingué dans chaque chapitre les objectifs à court terme des objectifs à long terme. Le court terme est en général un moyen pour atteindre les objectifs à long terme.

### 6.1 Les objectifs de l'association

Sur les statuts fondateurs de l'association, déposés en 2011, on peut lire ceci :

L'association se propose de :

- favoriser une organisation économique et sociale qui permette une gestion sylvicole créatrice d'emplois de qualité et bénéfique pour le paysage et le milieu naturel ;
- développer et transmettre les savoir-faire liés à l'arbre, la forêt et la transformation pour pérenniser la diversité des usages et l'autonomie locale des acteurs ;
- créer des liens et des échanges entre les acteurs de la forêt, du bois et du territoire pour tendre vers une gestion participative.

Les moyens d'action de l'association sont notamment :

- l'accompagnement et l'assistance aux porteurs de projets et acteurs locaux,
- la mise en réseau et la diffusion de savoir-faire ;
- la conception, la diffusion et la gestion d'outils d'information et de communication à destination du grand public (publications, site internet, etc.) ;
- l'organisation de réunions, de rencontres, de débats ;
- l'organisation de chantiers pédagogiques ;
- la réalisation de chantiers d'exploitation forestière ;
- l'organisation de manifestations et toute initiative pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association
- la vente permanente ou occasionnelle de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet ou susceptible de contribuer à sa réalisation.

L'association Dryade expérimente des modèles de gestion écologique et solidaire qui soient viables à l'échelle la plus petite possible, grâce à une implication bénévole autour d'un objectif commun.

Le projet « De quel bois je me chauffe ? » a été lancé par l'association pour tester une organisation « type AMAP ». L'AMAP, Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, réunit producteurs et consommateurs de produits agricoles, et propose une solidarité économique, sociale et écologique. L'«AMAP» bois bûche transpose le concept au «paysan-forestier» et intègre un troisième protagoniste, le propriétaire forestier.

Voir l'argumentaire Dryade « De quel bois je me chauffe ? » que j'ai co-rédigé au cours du stage, à l'intention des propriétaires forestiers et des particuliers : ANNEXE 1.

#### 6.1.1 Améliorer les forêts locales, diffuser la coupe à couvert continu

À court terme : Utiliser le prélèvement de bois bûche pour augmenter dans la valeur (au sens large) des forêts locales. Définir un cahier des charges d'exploitation en abattage manuel, en accord avec les exploitants et entrepreneurs de travaux forestiers impliqués dans le projet. Faire connaître ces pratiques. Permettre aux propriétaires qui le souhaitent d'améliorer leurs forêts en valorisant localement leur bois.

À long terme : Une reconnaissance de l'amélioration du peuplement suite aux chantiers réalisés suivant ces cahiers des charges. Valider le modèle économique en réalisant le bilan de chaque chantier, capitaliser et mettre en œuvre les actions nécessaires pour garantir sa pérennité. Fidéliser quelques propriétaires afin de réduire à long terme les coûts de la préparation du chantier. Réaliser une seconde coupe sélective sur la même parcelle 5 à 10 ans après, en valorisant localement le bois d'œuvre.

Voir le cahier des charges Dryade : ANNEXE 2

NOTA : Dans la vallée de la Drôme, certaines forêts ne sont pas compatibles avec l'ensemble des objectifs que souhaite atteindre Dryade. Dans ce cas, il est proposé de ne pas y intervenir.

Par exemple : sur un taillis de chêne pubescent sur coteau plein sud, avec un sol superficiel, pentu et mal desservi, les coûts fixes du chantier seront trop élevés par rapport au nombre de stères prélevées. Si la hauteur dominante est inférieure à 10 m pour un peuplement d'environ 90 ans, les modes de valorisation de ce type de station seront le pâturage, la trufficulture ou la création d'un îlot de vieillissement qui permettra une fixation de l'humus forestier. En tout cas, améliorer pour du bois d'œuvre ne mènera pas aux résultats escomptés. La transformation en futaie en enlevant 15 à 20 % du couvert risque de provoquer une descente de cimes (source CEMAGREF, fiches forêt méditerranée).

### 6.1.2 L'autonomie locale en bois

À court terme : Création d'un réseau local de particuliers consommateurs de bois bûche provenant exclusivement des forêts situées dans un rayon d'environ 30 km correspondant à un volume d'environ 120 stères par an, soit l'approvisionnement moyen de 24 foyers.

À long terme : Valoriser localement pour la construction le bois d'œuvre produit de l'amélioration en prélevant le bois bûche.

NOTA : Le bois bûche de pin noir intéresse moins les consommateurs que le bois bûche de feuillu. Ceci est historique et spécifique à la France, les peuples du Nord se chauffant fréquemment au résineux. Autours de Die, le pin étant majoritaire, une campagne de sensibilisation au chauffage au pin a été réalisée, ainsi qu'un chantier de récolte et de vente. Pour les personnes disposant de poêles suffisamment performants (poêle de masse, double combustion), ce bois peut être plus efficace que les feuillus en termes de montée en température, de qualité de l'air, etc...

### 6.1.3 Revaloriser les métiers de la forêt

À court terme : Revaloriser économiquement le travail, à travers le prix du bois bûche en rapport à un cahier des charges. Permettre aux professionnels locaux de gagner en trésorerie et en marge par stère produit. Leur donner l'occasion de présenter leur métier, la qualité de leur travail et leur passion de la forêt. Favoriser l'installation des jeunes professionnels dans la filière bois locale. Susciter des vocations aux métiers de la forêt.

À long terme : Participer à faire valoir la dignité du métier de bûcheron. Permettre des partenariats pérennes entre professionnels sur les compétences et le matériel.

### 6.1.4 L'implication citoyenne

L'implication citoyenne est le moteur de l'éducation populaire et du changement de société. Par l'implication dans un projet concret, par le contact avec des personnes issues de milieux différents, par la création collective, les individus acquièrent des connaissances et élargissent leur vision des choses. Dans le cadre de Dryade, les citoyens sont impliqués par leur contribution financière mais surtout par la découverte de l'univers forestier et la participation à la production de bois. L'implication peut se mettre en œuvre via l'animation du collectif, la communication auprès du public et les activités autour du chantier. Dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, cette notion est décrite sous le terme de « microfiliales participatives ». L'analogie avec les AMAP agricoles a été proposée par l'association Dryade pour décrire cet objectif aux citoyens locaux, qui sont pour la plupart déjà sensibilisés à ce type de relation producteur-consommateur.

À court terme : Participation des particuliers aux activités en forêt, ouverture à la gestion forestière. Formation et animation du collectif. Avance de trésorerie des particuliers aux professionnels avant le chantier. Rencontre des particuliers avec les professionnels.

À long terme : Collectif stabilisé en volume. Répartition des rôles pour l'animation. Animation complètement gérée par le collectif de particuliers. Formation des membres actifs à l'animation d'un collectif. Création de nouveaux collectifs avec l'accompagnement de Dryade.

#### 6.1.5 La transmission du savoir-faire

À court terme : Identifier les formateurs potentiels. Tester et réaliser différentes formes de sensibilisation et de formations adaptées à des participants dont les objectifs sont différents. Tester la transmission de savoir faire sur le site de chantiers professionnels.

À long terme : Valider l'organisation et le contenu des différents modules de formation. Avoir des partenariats durables avec d'autres organismes de formation. Obtenir de fonds pour la formation des professionnels, des agriculteurs, des bénévoles. Être reconnu par les institutions des compétences de l'association en transmission de savoir-faire. Autonomie locale d'un réseau composé de professionnels, d'agriculteurs et de particuliers grâce à la transmission de savoir-faire.

#### 6.1.6 Travailler avec les acteurs locaux

À court terme : Identifier les acteurs qui sont en accord avec les objectifs de l'association, et ceux qui souhaitent y participer. Initier des partenariats avec les membres de la filière bois, ceux du développement territorial et de l'économie sociale et solidaire.

À long terme : Développer ces partenariats. Être reconnu par la filière locale, suite à la réussite d'expérimentations et de modèles organisationnels qui sont favorables à l'emploi et à la revalorisation des métiers de la forêt.

Voir l'argumentaire Dryade « De quel bois je me chauffe ? » : ANNEXE 1.

L'association adhère à la charte du Réseau pour les Alternatives Forestières (RAF) et approuve les cahiers des charges d'exploitation Pro Silva. Beaucoup d'objectifs sont communs avec ceux des autres acteurs de la filière bois locale. Ils œuvrent presque tous, de façon plus ou moins partenariale pour homogénéiser l'accessibilité à la ressource, pour une exploitation durable de la forêt française, pour préserver le patrimoine paysager, pour le développement de la filière aval locale et pour améliorer les conditions de travail des professionnels des métiers de la forêt. L'association met l'accent sur les aspects écologiques et sociaux.

Dans le plan partenarial pour la filière bois drômoise 2010-2013, rédigé par les acteurs de la filière bois du département, l'association situerait ses objectifs dans les actions suivantes :

- Action 3 : Améliorer les peuplements.
- Action 4 : Forêt et risques naturels.
- Action 6 : Renforcer les professionnels de l'exploitation forestière.
- Action 9 : Développer le bois construction et l'utilisation des essences locales.
- Action 14 : Sensibiliser à l'intérêt économique, à l'importance environnementale et à la cohérence sociétale de la filière bois.

## 6.2 Le stage, la méthodologie

### 6.2.1 L'organigramme prévisionnel du stage

Dès les premiers jours, suivant les conseils du président de l'association, une trame chronologique des sujets à aborder a été établie. Celle-ci a été actualisée à mi-stage, a été un support pour l'organisation du temps, et pour recadrer les orientations de recherche au cours du stage. Certains sujets ne faisaient pas partie des objectifs du stage, mais devaient cependant être étudiés pour une bonne compréhension de la problématique. Ils n'apparaissent donc pas tous directement dans ce mémoire, mais y ont tous contribué.

Sujet à étudier	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	commentaires en fin de stage.
<b>DRYADE</b>							
Résumé des fondamentaux et des principes fondateurs de DRYADE							Réalisé. Priorité bois buche et autonomie locale
Description de la problématique actuelle							Dryade porte ou ne porte pas les chantiers et la vente du bois
Résumé de la stratégie et des objectifs de DRYADE à 6 mois, 2 ans, 5 ans							Hors stage
Résumé du modèle économique actuel de DRYADE							Hors stage
Compatibilité structure associative-organisme de formation							Déclarer Dryade comme organisme de formation : hors stage
Réflexions sur la Charte DRYADE							Orientation vers un CDC intégré à la com + charte du RAF
Calendrier de demandes de subventions							Hors stage
Identification des outils : cartes, listings, carnets d'adresse							Géoportail. Listing et carnet d'adresse à jour
<b>AG DRYADE : approbation de la méthodologie et présentation fiches</b>							Anticipée par rapport aux autres objectifs de l'AG
<b>PROPRIETAIRES</b>							
Typologie des propriétaires potentiels, privé ou régime forestier							Réalisé
Typologie des propriétaires à approcher							Tous. Pour travailler avec l'ONF, affiliation à la MSA
Argumentaire auprès des propriétaires à approcher							Réalisé et validé
<b>Etude du listing des propriétaires</b>							Identification des propriétaires à contacter
Trame de l'entretien avec les propriétaires sélectionnés							Voir argumentaire + Outils diagnostic parcelle
Prise de contact avec les propriétaires sélectionnés							12 propriétaires rencontrés , 4 pistes sérieuses
Entretiens avec les propriétaires sélectionnés							Réalisé
Synthèse des attentes, des compétences et limites des propriétaires							Pris en compte dans le mémoire de stage
Identification et relance des propriétaires motivés à court terme							Fichier de relance à jour
<b>PROFESSIONNELS</b>							
Identification des professionnels potentiels							En cours, contacter ceux de Naturascop
Typologie des professionnels à approcher							Tous en vallée de la Drome sauf marchands de bois
Identifier les possibilités de collaboration avec un centre de formation							Collaboration avec Digne Carmejanne, voir Montélimar
Argumentaire auprès des professionnels sélectionnés							Argumentaire type + CDC
Trame de l'entretien avec les professionnels sélectionnés							Présentation de Dryade + écoute des professionnels
Prise de contact avec les professionnels sélectionnés							Réalisé
Réalisation des entretiens avec les professionnels sélectionnés							Réalisé
Synthèse des attentes, des compétences et limites des professionnels							Pris en compte dans le mémoire de stage
Responsabilité lors des temps de formations/démonstrations/sensibilisation							Responsabilité de l'organisme de formation
Responsabilité lors des chantiers de coupe sélective							Responsable du chantier
Identification des professionnels motivés pour les collectifs à court terme							3 professionnels locaux et 1 professionnel expérimenté
<b>COLLECTIF</b>							
Identification des différentes formes de collectifs, existant ou à créer							Pris en compte dans le mémoire de stage
Argumentaire auprès des consommateurs à approcher							Site internet de l'association
Motivations des bénévoles, animation du collectif							Identification des tâches possibles et du temps nécessaire
Trame de l'entretien avec les consommateurs sélectionnés							Nombre de stères, motivation, implication possible
Entretiens avec les consommateurs potentiels, utilisateurs de bois buche							Présentation Dryade + écoute
Synthèse des attentes, des compétences et limites d'un collectif type							Pris en compte dans le mémoire de stage
Notion d'assurance incluse dans l'adhésion							Assurance responsabilité civile asso + resp. civile individuelle
Recherche de personnes leader pour créer un nouveau collectif							Collectif de Crest et professionnel local
Identification des membres leader potentiels							Parmi le collectif de Crest
<b>MODE DE VENTE ET CONTRACTUALISATION</b>							
Liste des mode de vente possibles							Vente sur pied , cession ou éventuellement don bois sur pied
Type de contrat possible avec le professionnel, suivant son statut							Selon le type d'organisation. 1 responsable de chantier
Mode de vente du bois par le propriétaire							Vente sur pied , cession ou éventuellement don bois sur pied
Comparaison du don avec la vente sur pied							Question juridique en cours
Modèles possibles de circulation de l'argent, statut juridique							Pris en compte dans le mémoire de stage
Contrat d'achat par le consommateur (cf France bois buche)							Voir bon de commande actualisé

Sujet à étudier	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	commentaires en fin de stage.
ANALYSE ASCENDANTE							
Elaboration de modèles organisationnels des chantiers							Chantier participatif hors abattage, sur 1 à 3 semaines
Elaboration de modèles organisationnels des collectifs							Présentation à l'AG
Description précise des rôles et responsabilités des acteurs							Pris en compte dans le mémoire de stage
Etude des statuts juridiques							Pris en compte dans le mémoire de stage
Etude économique par modèle							Etude économique centrée sur le chantier sans subvention
Vérification des statuts juridiques compatibles avec les modèles							En cours, attente réponse MSA
Rédaction des contrats type							Réalisé
ANALYSE DESCENDANTE							
Description des objectifs et des actions portées par l'association							Dossier de communication + définition de l'intérêt général
vérification de la compatibilité avec les valeurs de DRYADE							Valeurs du RAF + statuts Dryade
Identification des subventions possibles 2014-2015							Hors stage
<b>Rencontre avec les référents juridiques</b>							Contacts téléphoniques et mails
Etude des statuts juridiques compatibles avec les subventions							Dryade : intérêt général à mettre en avant
Etude des flux monétaires							Pris en compte dans le mémoire de stage
Elaboration des modèles organisationnels							Pris en compte dans le mémoire de stage
<b>Validation de modèles à tester</b>							Réalisé : vente sur pied à un professionnel
CHANTIER PARCELLE							
Identification de la durée optimale d'un chantier							Selon l'organisation de l'équipe et la météo
Identification du nombre de stères optimal pour un chantier							Environ 120 pour un collectif
Typologie des peuplements locaux							Pris en compte dans le mémoire de stage
Typologie des parcelles idéales pour les chantiers à court terme							Voir outils fiche de visite parcelle
Modes de débardage suivant la typologie des parcelles et accès							Hors stage. Selon l'analyse et le matériel des professionnels.
Calcul de surfaces terrières cible suivant la typologie du peuplement							Non réalisé. Beaucoup de bois mort sur pied
Estimation du % cible d'éclaircie en surface terrière							Environ un quart
CHANTIER ET COLLECTIF TEST							
Typologie de la parcelle cible pour le chantier de septembre							Voir la fiche de visite parcelle.
Recherche des parcelles pour le chantier de septembre							Réalisé
<b>Identification du chantier de septembre</b>							La Répara-Auriples
Etude de la parcelle avec le bucheron (débardage, matériel, stockage...)							Réalisé lors des pré-visites
Estimation du nombre de stères qui seront produites							Estimation 120 stères / chantier
<b>Identification des professionnels référents pour le chantier</b>							Réalisé, responsable de chantier identifié
<b>Identification de membres actifs pour le chantier de septembre</b>							Est-ce que le salarié organise tout ou délègue certaines tâches
<b>Validation des tarifs actualisés et options</b>							MAJ tarifs actuels et étude économique chantier
Constitution du collectif pour le chantier de septembre							Collectif de Crest
Rédaction des contrats avec les professionnels							Réalisé
<b>Contractualisation avec le(s) professionnel(s)</b>							Contrat tripartite : Propriétaire/ Dryade/ professionnel
Rédaction des statuts du collectif test							Collectif de Crest porté par Dryade en 2013
<b>Validation des statuts du collectif test</b>							Collectif de Crest porté par Dryade en 2013
Dépôt des statuts du collectif test							Hors stage
Liste du matériel disponible pour le chantier et du nombre de participants							Non réalisé à la fin du stage
Préparation du matériel innovant à tester							Pas de matériel innovant pour ce chantier
STAGE							
Bibliographie							Réalisé
Rencontre tuteur/stagiaire/maître de stage							Réalisé
Point d'avancement à mi-stage							Réalisé
<b>Soutenance de stage</b>							Plannifiée

## 6.2.2 L'étude de modèles organisationnels, économiques et juridiques

On peut définir le modèle d'organisation comme la relation contractuelle entre le propriétaire, les professionnels et les consommateurs de bois bûche, ainsi que la position de Dryade (ou du collectif) dans cette relation.

Les contrats et les statuts décrivent la responsabilité des participants concernant les personnes et les biens. Même dans le cas d'une expérimentation, le fait de définir la responsabilité des acteurs engage une responsabilisation des actes, vis-à-vis de soi-même, des autres et des biens, donc les conséquences juridiques.

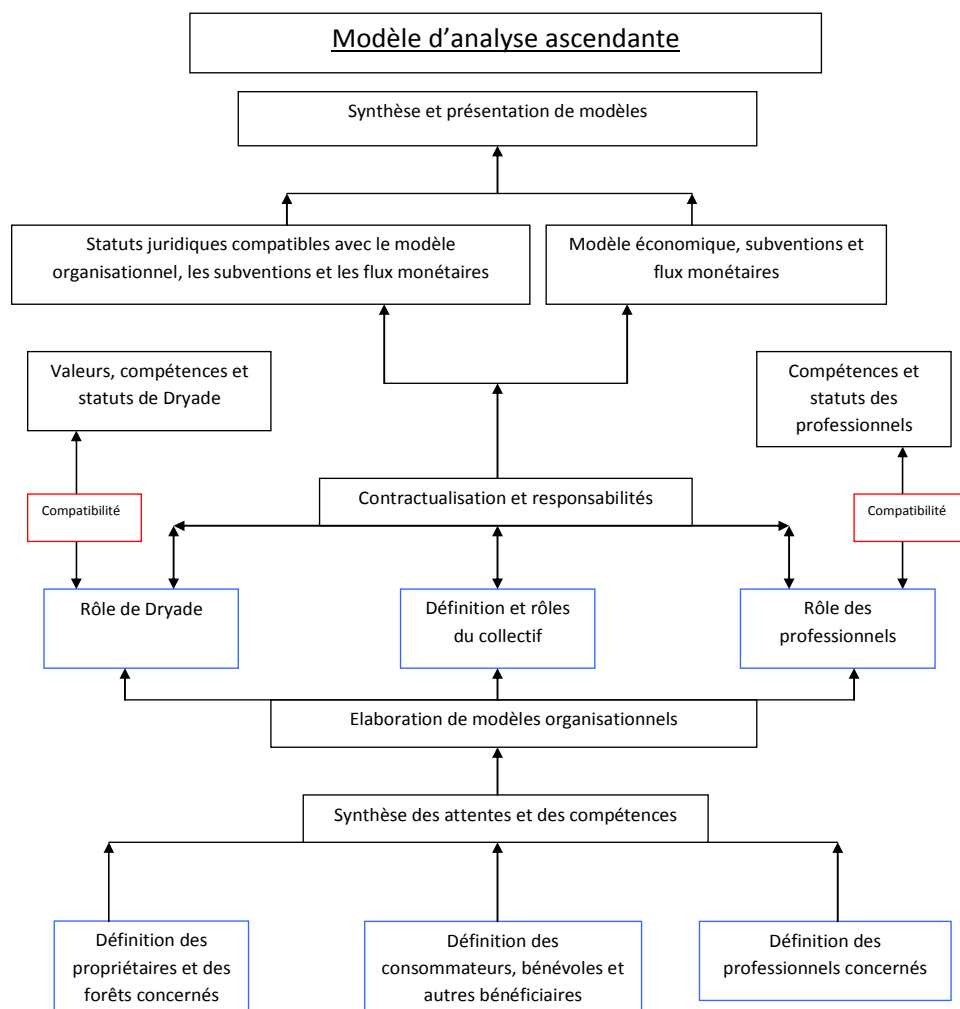
L'organisation influence beaucoup la rentabilité du chantier, donc la rémunération des professionnels ou la pérennité du collectif. Il faut anticiper l'emploi du temps, la logistique du matériel, et bien préparer les visites de parcelle. Donc si le coordinateur du chantier est bénévole, il doit être conscient de cette lourde responsabilité.

Il est à noter que le contexte local, le type d'animateur et les objectifs multiples énoncés par l'association influencent les choix des modèles. En effet, le fait de réduire le nombre d'objectifs augmente considérablement le champ des possibilités, tout comme le choix d'une dimension de structure plus petite ou plus grande.

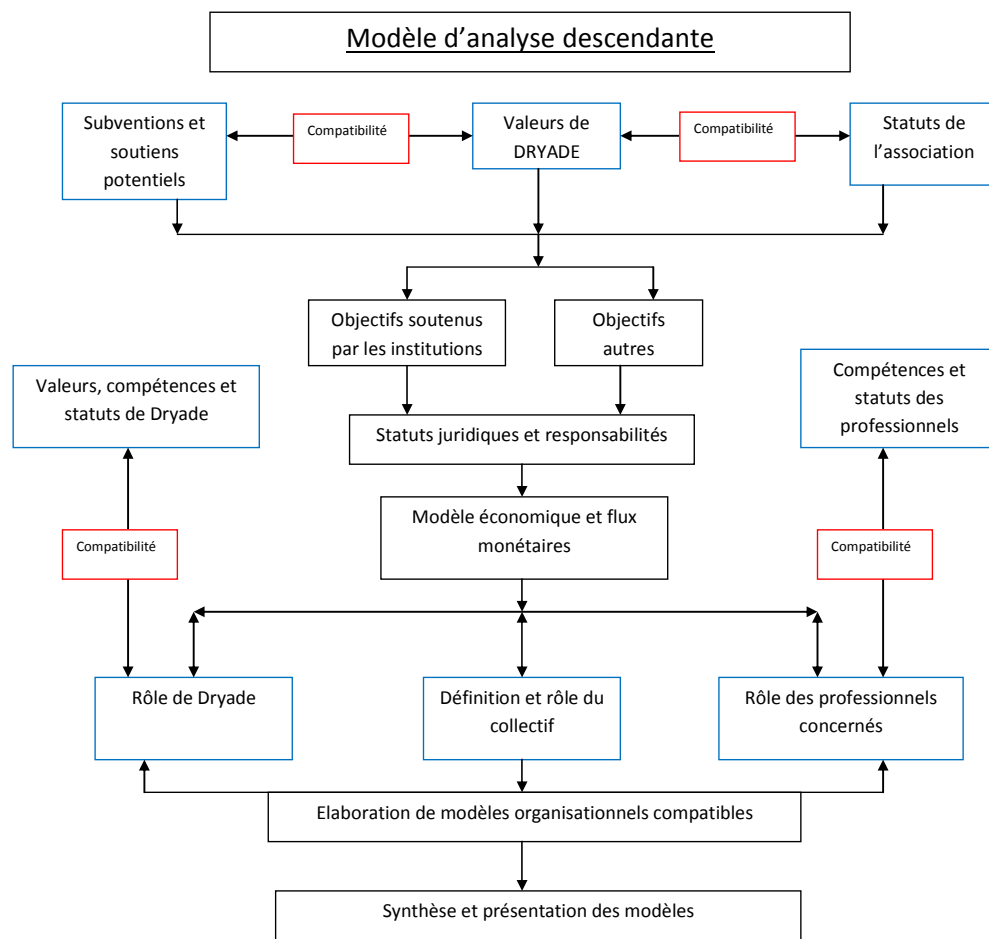
Avant d'approfondir le sujet, j'ai envisagé en début de stage ces deux modes d'analyse :

- Une analyse ascendante : partir des besoins de la filière et du contexte local pour remonter vers le type de structure et un type d'animation adapté.
- Une analyse descendante : partir des objectifs prédéfinis, assurer la pérennité de la structure et redescendre vers les conséquences sur les organisations concrètes, sur le terrain.

Ces deux façons d'aborder la problématique sont deux démarches intellectuelles très différentes, mais complémentaires. L'analyse ascendante serait préliminaire à la création d'une structure, et l'analyse descendante permet d'en vérifier la cohérence. Lors de ce stage de cinq mois, elles ont été abordées en parallèle car : il a été nécessaire de vérifier l'adéquation avec le terrain; il est nécessaire de tenir compte des objectifs existant.







### 6.2.3 Rencontrer des propriétaires locaux

Grâce au réseau de sympathisants et à la demande de propriétaires connaissant l'association, plusieurs rencontres sur le terrain ont été organisées, afin de préparer une éventuelle intervention. Il n'a pas été nécessaire de réaliser de mailing ou de nombreux appels téléphoniques. En effet, un document de synthèse (voir ANNEXE 1) a été envoyé par mail à une quinzaine de propriétaires. Cela a permis de gagner du temps lors des visites. Un outil de « diagnostic » de parcelle a pu être testé dans ce cadre. L'étape suivante est la présentation des contrats types et des professionnels qui interviendront. Il faut prévoir plusieurs visites pour convaincre, organiser et signer un contrat.

### 6.2.4 Rencontrer des professionnels locaux

Les rencontres ont été organisées, en tête-à-tête. Cela était l'occasion d'écouter les attentes des professionnels, identifier leurs compétences principales et leurs moyens. L'étape suivante est la rencontre collective de professionnels qui ont des compétences complémentaires et pourraient travailler ensemble.

### 6.2.5 Élaborer des outils pour faciliter la création de filières participatives.

Les outils sont de plusieurs niveaux : Les outils permettant d'appréhender les étapes de création d'un collectif local, et son animation. Les outils liés au diagnostic, les outils de calcul du coût du chantier, et enfin les contrats et cahiers des charges. L'étape suivante est l'amélioration continue des outils au fur et à mesure de leur utilisation.

### 6.2.6 Un stage intégré dans le programme Starter

Ce stage est intégré dans la démarche STaRTER, soit STAgés professionnalisants, Ressource TERritoriale, intégré dans le « Grand Projet Rhône Alpes Biovallée® ». Il est porté par le réseau UniTeR-RA (Université/territoires en Réseau Rhône-Alpes). Ce projet répond au besoin de Biovallée®, territoire éloigné des grands centres

universitaires, désireux de développer et de valoriser ses capacités d'innovation, de recherche et de faire découvrir sa richesse à des jeunes diplômés qui pourraient peut-être s'y installer durablement.

Il concerne les étudiants de licence ou de master dans des disciplines susceptibles d'être mobilisées au service de structures d'accueil qui contribuent au projet Biovallée®. Ce projet contribue au développement du lien entre les acteurs de la formation et de la recherche, et les acteurs du développement territorial (collectivités locales, entreprises, associations,...).

Le dispositif apporte une diffusion ciblée de l'offre de stage. Il apporte au stagiaire une participation aux frais de logement et l'organisme d'accueil donne des pistes pour la recherche de logement. Les stagiaires partagent leur réseau, s'engagent à participer à une présentation de Biovallée®, à des réunions de travail en soutien au stage et à la recherche d'emploi, ainsi qu'à une réunion sur le métier de l'agent de développement territorial.

Je souhaite saluer cette initiative car l'accueil est exemplaire et il aide réellement à l'intégration du stagiaire. C'est une expérimentation locale qui représente bien les initiatives de Biovallée® et qui sera étendue prochainement sur d'autres territoires.

## 7 Créer un réseau et un animer un collectif local

Il n'existe pas un seul modèle qui soit adaptable à tous les cas. Il est nécessaire de s'adapter aux « ressources humaines » de la filière locale, de mutualiser les moyens et de fédérer les professionnels locaux intéressés par l'expérimentation, afin que puissent émerger des filières courtes, durables dans le temps. Plusieurs modèles organisationnels sont donc valables, en particulier suivant le statut du responsable de la coupe. L'animation d'une filière courte demande de la méthode, une éthique commune et un engagement humain à travailler ensemble.

### 7.1 Identifier les compétences et les attentes des professionnels des travaux forestiers

#### 7.1.1 Les compétences

On peut distinguer plusieurs groupes de compétences :

- Commerciales :
  - Avoir des compétences commerciales et savoir constituer un réseau, convaincre les propriétaires, négocier.
  - Evaluer le coût réel d'un chantier, suivant la configuration et le matériel adapté.
  - Orienter la gestion dans le but d'obtenir des subventions.
  - Valoriser au mieux la vente du bois suivant sa qualité.
- Compétences administratives, matérielles et physiques pour les travaux forestiers :
  - Disposer de matériel professionnel, en bon état, performant.
  - Disposer des assurances, habilitations, levées de présomption de salariat, inscription au registre du commerce...
  - Savoir ménager son corps et être capable de réaliser de l'abattage manuel avec une cadence normale et du discernement.
- Compétences techniques :
  - Travailler en évitant au maximum les risques humains, et donner un bon exemple par ses bonnes pratiques en cas de chantier collectif.
  - Avoir des compétences en dynamique forestière, en écologie, en diagnostic de la santé des arbres, en sélection des arbres.
  - Maîtriser la direction de chute des arbres, savoir évaluer les tensions internes à l'arbre.
  - Avoir des compétence en débardage, et avec différents type d'engins adaptés au terrain.
- Compétences managériales :
  - Savoir évaluer et prendre en compte la compétence et les attentes de chacun
  - Organiser le chantier collectivement afin de permettre à chacun d'adhérer aux choix, et travailler à hauteur de ses compétences, sans frustration.
  - Savoir intervenir avec respect en cas de pratique dangereuse.
  - Communiquer sa passion et le bonheur de travailler ensemble sur un objectif commun.
- Compétences pédagogiques :
  - Savoir transmettre un savoir-faire et convaincre ses pairs, et écouter leurs arguments.

- Savoir vulgariser et expliquer simplement à un public peu averti des concepts complexes.
- Savoir préparer et respecter un programme de formation, dans sa durée et son contenu.

Le professionnel qui possède toutes ces compétences est plutôt rare, même à l'échelle nationale ! Pour cette simple raison, il est plus logique de constituer une équipe avec des compétences complémentaires.

Chacun possède plusieurs des compétences ci-dessus. Aussi, elles évoluent au fil de l'acquisition d'expérience et de responsabilités.

On peut donc distinguer plusieurs profils complémentaires qui pourraient composer une équipe, sous réserve de leur volonté commune de se rencontrer puis de travailler ensemble :

- Le responsable du chantier : Il porte le chantier sous sa responsabilité, le contrat de vente sur pied ou le contrat de coupe est à son nom. Il doit avoir le statut juridique adéquat. Il veille aux obligations légales. Ses responsabilités lui imposent d'être respecté et vigilant auprès des plus inexpérimentés, et de surveiller les pratiques à risques.
- Le référent technique : Il a autorité dans la gestion à couvert continu, notamment pour l'analyse de la dynamique forestière et l'abattage sélectif. Il peut aussi accompagner le responsable du chantier pour l'organisation préalable des travaux et les choix stratégiques qui influenceront sur l'équilibre économique.
- Le technicien forestier : Son expertise le rapproche du profil du référent technique et du responsable du chantier, en ajoutant des compétences commerciales, de conseils et de gestion et pour le montage de dossiers de subventions. En général, il ne réalise pas de travaux forestiers de sa main, sauf le martelage.
- Le formateur : Capable de respecter un programme de formation, d'être à l'aise face à un groupe, de s'adapter à son auditoire.
- L'exploitant local, avec son matériel et éventuellement son équipe : Connaît parfaitement le territoire, possède le matériel adapté et est expérimenté sur la plupart des phases de l'exploitation forestière. Il peut être le responsable du chantier.
- Le débardeur : Maîtrise une ou plusieurs techniques, possède son matériel et sait orienter ou s'adapter à l'avancement de l'abattage.
- L'écogestionnaire en polyvalence : Adapte ses prestations en fonction de la demande et de la saison. Il intervient sur plusieurs secteurs : l'élagage, l'entretien d'espaces verts, la ripisylve (entretien des rivières), l'agroforesterie, la forêt...Sa polyvalence est un atout mais suppose une grande faculté d'adaptation au contexte.
- Le jeune bûcheron, apprenti ou en création d'activité : Nécessite de l'expérience, l'appui technique des professionnels expérimentés lui sera précieuse et développera d'autres collaborations.
- L'exploitant agricole : Souhaite collaborer avec les forestiers pour des valeurs communes, acquérir un savoir faire et mettre à disposition si besoin son matériel agricole.
- Dans certains modèles d'organisation : les particuliers qui souhaitent participer aux travaux auxquels ils sont habilités.

### 7.1.2 Les attentes

Les professionnels des travaux forestiers locaux que j'ai sollicités et rencontrés sont tous intéressés par les objectifs de l'association Dryade. Donner les moyens pour le maintien d'un couvert continu en forêt privée est fort apprécié.

L'apport de trésorerie avant le chantier est toujours le bienvenu, quel que soit le corps de métier. Ils apprécient l'existence de consommateurs qui sont prêts à payer les bûches à un prix qui prenne en compte l'amélioration des forêts locales. Ceux qui ont choisi ce métier par amour de la forêt sont très sensibles à l'intérêt que peut avoir la société civile pour ce milieu naturel et pour leur engagement professionnel. La reconnaissance de la qualité de leur travail, de leur choix écologiques (souvent au détriment de la rémunération) est importante pour eux. Elle peut permettre une meilleure intégration sociale, gagner en dignité et rompre l'isolement du à un métier éloigné des agglomérations.

Certains professionnels compétents, qui partagent les valeurs de l'association, préfèrent travailler seuls en forêt. Ceci pour plusieurs raisons : flexibilité vis-à-vis des autres engagements, éviter les polémiques collectives, et la comparaison des compétences et du matériel. En effet, le fait de travailler sous le regard des autres peut être déstabilisant pour certains, donc dangereux... D'autres préféreront travailler suite à la préparation du chantier par un marquage préalable réalisé par le maître d'œuvre, bien qu'ils en aient les compétences.

Certains professionnels sont sceptiques sur la pérennité du modèle économique de l'association, ainsi que sur des modèles « alternatifs » qui ne sont pas encore reconnus par l'ensemble de la filière. Ceux-là « attendent de voir où cela va nous mener ».

L'ensemble des professionnels en travaux forestiers s'accordent sur le fait que c'est un métier risqué et qui rapporte peu, qui demande beaucoup d'engagement physique et qui pourrait être revalorisé.

## 7.2 Le rôle actuel de Dryade dans l'animation

L'action d'expérimentation de Dryade est nécessaire pour tester de nouveaux modèles d'organisation, et démontrer les bénéfices sur la filière amont et sur les forêts locales. Chaque nouvelle expérimentation permet d'affiner la conformité avec la législation, l'organisation et la pérennité du modèle. Le temps nécessaire pour présenter, développer et animer un nouveau modèle d'organisation est considérable.

Nous utiliserons dans la suite du mémoire le terme de « collectif ». Il intègre l'ensemble des adhérents et des professionnels qui participent, chacun avec ses moyens, à la réalisation du chantier sur un périmètre ayant un rayon de 30 km environ.

Le collectif se distingue de l'association Dryade dont le rôle est d'héberger ces expérimentations à leur lancement, le temps de tester les modèles avant que le collectif ne prenne un statut autonome. À terme, un collectif local doit fonctionner avec les professionnels de la filière, les propriétaires et les particuliers locaux sans besoin de l'animation de Dryade.

Une association loi de 1901 est par définition à but non lucratif, sa gestion est désintéressée, et elle peut être déclarée d'intérêt général, après examen selon l'avis de l'administration des impôts. Par contre, le fait de concurrencer le secteur commercial est une raison suffisante (selon le Code des impôts) pour que l'association ne soit pas déclarée d'intérêt général.

Les experts forestiers, les négociants et les exploitants pourraient se sentir visés par une concurrence déloyale d'un organisme qui n'est pas soumis à la TVA, et qui encourage une participation bénévole dans l'animation.

Aucun frais n'est prélevé pour le temps passé à organiser des chantiers et animer l'association. C'est un fonctionnement participatif, qui permet aux adhérents d'exprimer leurs points de vue. Les orientations et décisions importantes sont votées lors des assemblées des membres du conseil d'administration, tous bénévoles. La participation de mécènes privés a permis l'emploi d'un salarié pour faciliter la réalisation des objectifs à court terme. L'expérience acquise lors des expérimentations peut bénéficier à l'ensemble de la filière bois.

L'action à plus long terme est d'accompagner la création de collectifs locaux et diffuser des outils et des moyens à l'intention de ceux qui souhaitent tenter l'expérience.

### 7.3 L'animation bénévole et les moteurs de l'action

L'animation concerne toutes les actions autres que les travaux forestiers, le conditionnement et la livraison. Par extension, nous la définirons dans ce rapport comme toutes les actions qui ne sont pas liées à une activité physique, y compris les adhésions et la comptabilité si elle est prise en charge par le collectif.

Nous utiliserons le terme de « membre actif » pour tous les particuliers et professionnels qui prennent une part dans l'animation.

Certaines tâches ne peuvent être déléguées qu'aux membres qui ont acquis une bonne connaissance des métiers de la forêt. L'animation peut être divisée en plusieurs tâches qui sont réparties entre les membres actifs et les professionnels, suivant leur engagement. Le tableau ci-après donne une estimation du temps d'animation. Certaines tâches d'animation sont propres à la création du collectif ou à la réalisation du chantier sur une nouvelle parcelle. Elles ont donc été identifiées dans ce tableau.

Liste des actions	Création du collectif	Nouvelle parcelle	Répartition des actions	estimation du temps d'animation/homme					
				membre actifs	adhérents	professionnels	selon modèle		
Constitution informelle du noyau du collectif (4 membres actifs)	X			8					
Diffuser l'information : création d'un collectif local	X			4					
Réunion ouverte pour initialiser le collectif (26 participants)	X			8	40				
Rédaction et dépôt des statuts (si association)	X			5					
Prise de contact avec professionnels locaux	X			4		4			
Pré-visite de parcelles		X					20		
Diagnostic de la parcelle par un professionnel		X				4			
Négociation vente avec le propriétaire		X					4		
Rédaction et signature contrat avec propriétaire							2		
Identification du matériel nécessaire		X					2		
Réunion de préparation entre 3 ou 4 professionnels		X				8			
Signature des contrats entre professionnels						4			
Répartition des tâches d'animation				4					
Communiquer les informations sur le chantier				4					
Mise en place des outils comptables	X						4		
Adhésions et encaissement des commandes				8	8				
Versement des acomptes aux professionnels				2					
Préparation du programme de sensibilisation/formation	X						4		
Réalisation du chantier d'abatage et débardage									
Prise en charge du bois par le collectif									
Réception contradictoire									
Livraison du bois vert									
Refente et rangement									
Livraison du bois sec									
Evaluation avec le propriétaire				2					
Evaluation qualité chantier et bilan général				8					
				total 1er chantier nouveau collectif	57	48	20	36	Nombre d'heures total : <b>161</b>
				total 2eme chantier sur parcelle connue	28	8	4	10	
Action bénévole :									
Action professionnel ou bénévole :									
Action professionnel :									

Il est envisageable qu'un professionnel des métiers de la forêt, ou un technicien forestier, coordonne l'animation d'un collectif local, ou prenne la responsabilité des tâches qu'il maîtrise parfaitement. S'il souhaite être rémunéré pour ses services, le coût de cette prestation doit être intégré dans le modèle économique, en plus de la rémunération des professionnels des travaux forestiers.

La participation active d'un particulier à un collectif local, de type association loi de 1901, répond avant tout à un besoin de s'impliquer, de se rendre disponible pour permettre la réalisation d'activités qui ont une importance dans sa représentation de la société. La plupart des associations ont pour objet l'organisation d'activités sportives, sociales ou d'événements culturels. En général, la participation à des activités associatives crée des liens avec d'autres personnes qui ont le même centre d'intérêt. La création d'un collectif autour d'une activité de travaux forestiers est indissociable de l'importance que les personnes attachent à la forêt qui les entoure ou d'une recherche de consommation responsable.

S'il a le sentiment que les choix de gestion forestière appartiennent à des enjeux qui lui échappent, un particulier qui aime la forêt aura souvent une participation passive : profiter de son environnement forestier lorsqu'il convient à ses loisirs et éviter les forêts dans lesquels le mode de gestion ne lui convient pas. Il pourra toujours participer activement à des associations qui dénoncent certaines pratiques, et freiner les activités qui ne lui conviennent pas. Intégrer un collectif composé de propriétaires, de forestiers et de consommateurs de bois qui ont une représentation commune de la gestion forestière permet d'avoir une participation plus active, positive et qui apporte une richesse au bien commun que sont les forêts locales.

La forme de l'action est propre aux motivations et aux compétences de chacun. Lors de son adhésion, il est nécessaire de prendre le temps d'une discussion pour comprendre les motivations de l'adhérent, surtout s'il propose de participer activement en plus de sa participation en temps que consommateur. Ensuite, de lui présenter le fonctionnement et les différents moyens de participer activement, car toute participation active engage la responsabilité de ses actions. Proposer une participation active aux adhérents d'un collectif engage donc aussi le collectif dans le pilotage des actions qui peuvent être déléguées, suivant les compétences de chacun, et de donner les moyens de les réaliser en valorisant son action pour l'intérêt général.

L'encadrement du bénévolat dans la vie associative est un vaste sujet, qui ne peut pas être plus développé dans ce mémoire. Le Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA) favorise l'accès à la formation de ceux qui prennent des responsabilités bénévoles.

Une autre forme de participation active consiste à échanger avec son entourage sur les activités de l'association, proposer un hébergement pour les professionnels qui viennent de loin, organiser des repas en commun ...

## 8 Une représentation commune pour réussir un projet collectif

### 8.1 La sensibilisation : une représentation commune de la gestion forestière

Représenter vient du latin *repraesentare*, rendre présent. Le dictionnaire Larousse précise qu'en philosophie, " la représentation est ce par quoi un objet est présent à l'esprit " et qu'en psychologie, " c'est une perception, une image mentale dont le contenu se rapporte à un objet, à une situation, à une scène (etc.) du monde dans lequel vit le sujet. ". La représentation que chacun se fait du monde découle de son éducation, de son expérience, de sa position dans la société et de sa personnalité.

Il est donc important que le collectif ait une représentation commune de la forêt (celle dans laquelle sera réalisée la coupe), de sa dynamique, du mode de gestion et de l'organisation qui permettront d'atteindre les objectifs fixés.

Particuliers, professionnels et propriétaires ont un point de vue différent vis-à-vis de la forêt, donc initialement une représentation qui leur est propre. De plus, les forêts sont toutes différentes. Un ETF (entrepreneur de travaux forestiers) d'Alsace aura une représentation différente de son métier et des arbres qu'un ETF de la région PACA. Un naturaliste aura un point de vue différent de la gestion forestière qu'un exploitant forestier. La sensibilisation, les rencontres et les événements autour de la forêt permettent de créer une représentation commune par l'échange des points de vue, l'exposition des différences. C'est bien dans l'expression des divergences que chacun pourra dépasser son cadre référentiel et s'ouvrir à une vision plus large. Le respect de la parole et de la vision de l'autre est primordial dans ce type de réunion.

Le rôle du formateur ou du référent technique est donc de transmettre, en tant que professionnel, sa propre représentation de la forêt, du métier et du contexte de la filière. Pour Dryade, il devra être en accord avec la charte du RAF.

### 8.2 Sensibiliser le propriétaire à améliorer sa forêt, par une gestion douce

Le propriétaire privé a de multiples raisons d'entretenir sa forêt ou de ne pas s'en occuper. Il a des obligations moins contraignantes que le propriétaire public, et bénéficie de plus de tolérances vis-à-vis du droit forestier et de ses engagements. Par contre, le propriétaire privé ne bénéficie pas des services et des conseils de l'agent de l'ONF, comme l'aménagement forestier, les martelages ou les diagnostics. Les propriétaires de domaines dont la valeur sur pied est significative intéressent les experts forestiers. Ceux-ci peuvent amortir leurs services sur la vente de bois, qu'ils réalisent souvent en leur nom. Dans les autres cas, le propriétaire devra consentir à payer pour leurs services.

En moyenne, dans la vallée de la Drôme, la vente du bois est d'un revenu faible par rapport à la valeur vénale d'une forêt. Le processus d'amélioration augmente la valeur à long terme, mais nécessite un investissement...

Pour utiliser un vocabulaire commun, voici deux définitions proposées par le CRPF :

« Amélioration : Ensemble des opérations sylvicoles destinées à améliorer la qualité des peuplements selon l'objectif fixé. »

« Coupe d'amélioration : Toute coupe qui ne vise pas à la régénération, mais seulement à la meilleure venue et à la croissance des peuplements par élimination des arbres de moindre valeur. »

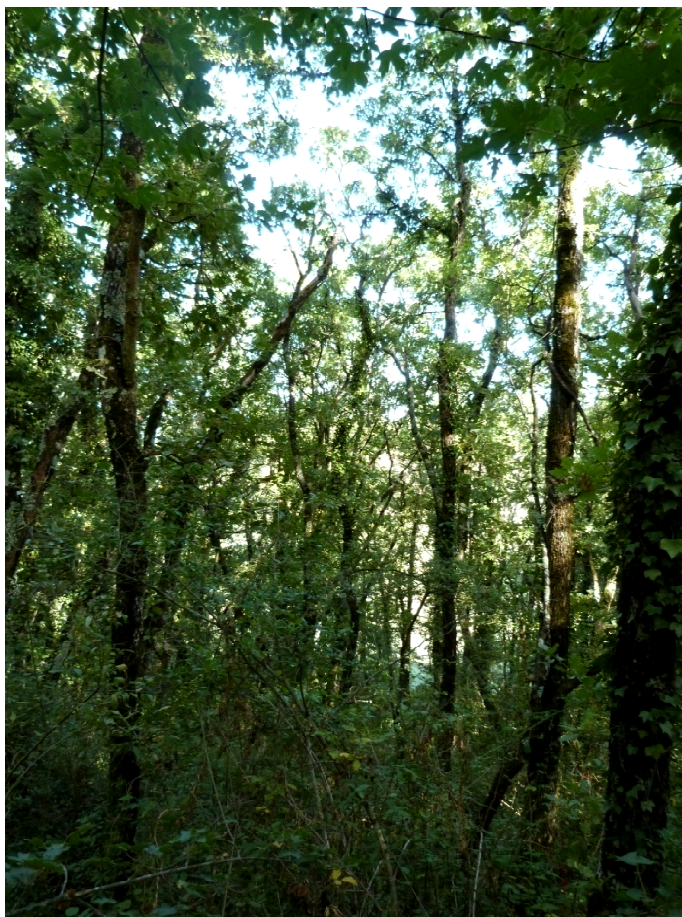


Voici quelques éléments qui peuvent inciter le propriétaire à investir dans des travaux d'amélioration, avec maintien du couvert forestier :

- Volonté de s'impliquer dans sa forêt.
- Sensibilité paysagère forte.
- Proximité avec son habitation principale.
- Loisirs en forêt, chasse, accueil du public.
- Espèce envahissante ou dépérissements nécessitant une intervention sélective.
- Besoin d'un dépressage dans un peuplement de résineux.
- Essences recherchées par la filière bois dont les tiges doivent être améliorées avant sciage.
- Dégâts causés par une pression trop forte des grands herbivores.
- Volonté de diversifier le peuplement et de faire des plantations, si besoin forte éclaircies.
- Possibilité d'obtenir une subvention pour l'exploitation ou pour le maintien d'un écosystème.

Dans les cas suivants, le propriétaire aura moins intérêt à l'amélioration du peuplement de sa forêt :

- Eloignement de la parcelle, difficulté d'accès.
- Fortes pentes.
- Peuplement trop jeune ou clairsemé.
- Station particulièrement défavorable aux essences forestières.
- Propriété en indivision, codécision difficile.
- Gestion traditionnelle en taillis, qu'il souhaite faire perdurer.
- Pas de possibilité de subvention.



Taillis de chênes de 80 ans, érables et merisiers, sous-étage dense, avant la coupe d'amélioration de décembre 2013. Source Arnaud Duprez

Dans le cadre des activités de l'association, la sensibilisation du propriétaire consiste à l'informer de la possibilité d'améliorer sa forêt à long terme, de lui proposer des solutions pour le faire, de faire converger ses intérêts avec ceux du collectif local intéressé par le bois bûche et par le maintien d'un couvert forestier.

### 8.3 La transmission du savoir-faire en gestion douce

Les objectifs de transmission du savoir-faire en gestion douce sur le lieu d'un chantier peuvent prendre plusieurs formes :

- Temps de sensibilisation à l'intention d'un public de particuliers.
- Sensibilisation et formation technique à l'intention des agriculteurs et des forestiers.
- Contrat d'apprentissage d'un jeune forestier en cours de formation.
- Transmission de savoir-faire informelle entre professionnels au cours du chantier.

Les objectifs et les temps dédiés à la formation seront clairement définis avant le démarrage du chantier. L'organisme de formation prend la responsabilité des temps dédiés à celle-ci, en particulier si cette transmission de savoir-faire est financée par des fonds dédiés à la formation professionnelle. En cas de formation incluant des travaux pratiques, la transmission des règles de sécurité est sous la responsabilité du formateur. Les participants sont couverts par leur assurance responsabilité civile de la vie privée, par leur organisme de formation ou leur

assurance responsabilité civile professionnelle, suivant leur statut. Le formateur est aussi responsable de vérifier ou fournir l'équipement adapté, si la formation comprend des modules d'abattage.

La transmission du savoir-faire sur le lieu d'un chantier est un des moyens principaux pour atteindre les objectifs à long terme de l'association. Le formateur doit être expérimenté, et si possible avoir acquis son expérience sur le terrain, ou agir dans le cadre d'un partenariat avec un organisme de formation.

Dans le cas d'une transmission informelle de savoir-faire, pendant un chantier réalisé à plusieurs, le statut de formateur n'est pas nécessaire. L'écogestionnaire (tel qu'il est formé au CFPPA de Digne-Carêmejanne), ou encore l'agriculteur, exercent des métiers polyvalents dans lequel l'auto-formation et les échanges entre professionnels sont nécessaires tout au long de leur carrière.

Une autre forme de compétence doit aussi être envisagée à moyen terme : créer et animer un collectif bois bûche, cela ne s'improvise pas. Cela concerne les membres actifs et bénévoles qui souhaitent s'inspirer de l'exemple de Dryade, et de porter un nouveau collectif sur d'autres territoires. Le Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA) peut y contribuer, dans le cas où une action de formation s'organise à ce sujet.

## 8.4 L'adhésion des professionnels locaux à un cahier des charges

Le cahier des charges est le support de la représentation du chantier. Il décrit les objectifs concrets avec autant de précision que possible. Il permet à un professionnel qui découvre ce mode de gestion de mieux représenter les contraintes de la gestion douce. Aussi, c'est un support de dialogue entre les professionnels, à adapter aux particularités de la parcelle, après visite. Enfin, le cahier des charges est une garantie contractuelle pour le propriétaire et pour le consommateur. Le propriétaire peut ajouter des clauses sous la forme d'avenants au cahier des charges, au titre d'un service complémentaire.

Le cahier des charges proposé par l'association Dryade est en ANNEXE 2. Il a pour objectif supplémentaire d'être compréhensible par un lecteur sans compétences forestières.

## 8.5 L'adhésion des consommateurs locaux

L'adhésion des consommateurs locaux aux tarifs et aux modalités de paiement, ainsi que la participation active à l'animation sont les leviers qui donnent aux professionnels la marge de manœuvre pour le choix des techniques de sylviculture douce.

L'avance de trésorerie (ou l'achat de bois vert) est une action citoyenne qui est bien acceptée, tout comme le tarif du stère réévalué à la hausse en rapport à un cahier des charges plus contraignant que la coupe rase.

L'estimation du nombre de commande est cruciale. Elle permet de dimensionner le nombre de stère à produire, donc de dimensionner aussi l'ampleur du chantier. Sous-estimer le nombre de stères réduira la marge globale du chantier, la surestimer causera un déficit de trésorerie.

Par exemple, autour de Crest et Die, les chantiers réalisés ont produits une centaine de stères chacun.

L'objectif à long terme de l'association Dryade est de promouvoir la création de collectifs locaux, en s'appuyant dans un premier temps sur le besoin en bois bûche des particuliers et sur leur intérêt pour la forêt qui est une composante importante de leur environnement.

La participation à la trésorerie du chantier avant livraison est la base de tous les modèles organisationnels proposés dans le cadre de ce mémoire. Elle permet de résoudre une des difficultés principale de l'installation d'un exploitant forestier. Lorsque le bois est vendu sec, cela demande une avance de trésorerie d'environ un an et demi après la réalisation des travaux forestiers. L'équilibre est donc plus difficile à atteindre que pour les professionnels qui sont payés sur facture, pour une prestation.

Les membres actifs s'assurent donc que le nombre de consommateurs locaux qui s'engagent à acheter le bois avant la réalisation du chantier sera suffisant pour payer la prestation des professionnels. Sinon, le collectif doit être en mesure d'assurer la trésorerie.

La participation aux tâches d'animation (voir chapitre 7.3) permet de réduire des coûts masqués et contribuer à la vie associative. Cela ne rentre pas dans le calcul du budget global d'un chantier, mais favorisera sa réussite, en particulier s'il n'est pas possible d'obtenir des subventions d'exploitation.

Le chauffage au bois bûche avec une installation thermiquement efficiente reste selon l'ADEME le mode de chauffage le plus économique, même en réévaluant à la hausse le prix du bois par rapport au marché actuel. L'investissement matériel pour un poêle à bois ou un insert est faible par rapport aux autres modes de chauffage à énergie fossile ou à l'utilisation de bois fragmenté.

## 9 Différents types d'organisation et leurs conséquences juridiques

### 9.1 Les types de contrats

L'ensemble des contrats et mandats forment le cadre juridique de chaque modèle d'organisation. Ils ont en commun un même cahier des charges (voir ANNEXE 2), qui est aussi contractuel, en tant que consignes à respecter par les professionnels.

Chaque modèle organisationnel se définit par plusieurs acteurs et les liens contractuels qui les unissent. En général : le propriétaire, le particulier, le professionnel et la structure (association ou coopérative). Chacun a son propre statut juridique, et les contrats définissent leurs engagements et responsabilités mutuelles.

Ces textes sont interdépendants, présentés sous forme d'un jeu de contrats propre à chaque organisation. Leur rédaction est amenée à être améliorée et simplifiée à l'usage.

Voici l'objet de chacun de ces documents :

#### Le contrat de vente sur pied

Le contrat de vente sur pied transfère la propriété, la responsabilité du bois sur pied identifié dans le contrat, ainsi que celle de son exploitation. Le bois peut être identifié physiquement par un marquage en réserve (les arbres marqués ne font pas partie du lot vendu), ou en abandon (les arbres marqués sont les seuls à faire partie du lot, les autres doivent être protégés). Ce transfert de propriété s'effectue du propriétaire d'une parcelle à un particulier, un exploitant ou une personne morale habilitée. Dans notre cas, il démarre lors de la signature du document entre les 2 parties, dans le respect des clauses.

#### Le contrat de vente de bois bûche aux particuliers ou à un collectif de particuliers

Ce contrat fixe les modalités d'une vente d'un produit bien défini et livré, ou d'un produit bien défini à emporter à une date et un lieu précis. Dans notre cas, il s'agit de stères de bois bûche. Le transfert de responsabilité est logiquement à la livraison ou à la date de mise à disposition. La confiance régnant dans le milieu associatif ne doit pas entraîner l'imprécision des informations : nombre de stères, dimension, qualité, tarif et modalités de paiement. La marque France Bois Bûche a édité un cahier des charges précisant toutes les qualités d'une bûche, mais nous ne rentrerons pas dans tant de précisions.

Les contrats sont nominatifs pour chaque particulier, et sont accompagnés d'un chèque avant le démarrage du chantier, en avance de trésorerie. En effet, le particulier s'engage avec sa participation financière et son accord sur les modalités du contrat. Ils peuvent être centralisés par le collectif, pour faciliter la comptabilité du professionnel.

Un désengagement est possible, avec remboursement, pour toute raison acceptable par le collectif, mais un désengagement massif serait signe d'un dysfonctionnement du collectif, par exemple si l'adhérent apprend qu'il va recevoir uniquement des bûches de conifère au lieu du mélange feuillu/conifère qui lui a été annoncé lors de son engagement. J'attire ici l'attention sur l'importance d'une répartition aléatoire des essences lors du façonnage des stères. Par ailleurs, la notion de bois sec sous-entend au minimum un an et demi de séchage en stères, fendu, à l'air libre.

L'adhésion d'un particulier à une association loi de 1901 est bien distincte d'un contrat de vente, et ne doit en aucun cas être confondue.

#### Le mandat

Un collectif associatif (personne morale) ou une personne physique peut être mandatée « au nom et pour le compte » d'une personne physique ou morale pour exécuter gratuitement (ou moyennant une rémunération) une

tâche en son nom. Le mandat délègue du mandant au mandataire la responsabilité de la bonne exécution d'une liste de tâches, par exemple, signer des dossiers de demande de subvention, signer des contrats d'entreprise, payer un prestataire.... Le mandat peut aussi préciser des clauses déchargeant le mandataire de sa responsabilité sur des points délicats.

C'est une opération courante dans le milieu de la forêt, lorsque des propriétaires de petites parcelles boisées ne peuvent commercialiser individuellement leur coupe de bois du fait des trop faibles quantités récoltables. Ils peuvent mandater une coopérative forestière, une ASLGF (association syndicale libre de gestion forestière), un gestionnaire privé ou un de leurs voisins. Le mandataire est responsable à l'égard du mandant en cas de mauvaise exécution de la tâche qui lui a été confiée.

Dans le cadre des modèles étudiés dans ce mémoire, nous considérons 2 types de mandats gratuits, donc bénévoles :

- un propriétaire mandate une association pour réaliser des contrats de vente sur pied à des particuliers en son nom.
- Des particuliers, qui ont chacun achetés à un propriétaire du bois sur pied pour une utilisation personnelle (le contrat standard de vente de bois de feu sur pied), mandatent chacun une association ou une coopérative (dont ils sont adhérents) pour réaliser des contrats d'entreprise avec des professionnels, en leur nom et pour leur compte.

La confiance du propriétaire envers l'association qui est son mandataire ne doit pas masquer les responsabilités de chacun en cas d'abandon du chantier, de dégradations ou de non-respect du cahier des charges, d'où l'importance de mandats précis.

La confiance entre les membres dirigeants et les adhérents d'une association peut s'avérer insuffisante par exemple dans le cas d'un vol de bois laissé sans surveillance, ce qui privera les adhérents du bois qu'ils ont acheté d'avance. Cette éventualité est à prévoir et les risques sont à minimiser.

La question de minimiser la responsabilité du mandataire bénévole (l'association) n'a pas encore été évoquée lors du stage, car ce modèle a été défini récemment. Une discussion collective à ce sujet est à prévoir.

### Le contrat d'entreprise

Le contrat d'entreprise concerne une prestation réalisée pour le compte d'une autre personne, physique ou morale. La responsabilité concerne l'exécution de travaux clairement décrits suivant les modalités d'un contrat et d'un cahier des charges. Elle ne fait pas l'objet d'un transfert de propriété.

Ce type de contrat est toujours signé avec un professionnel qui y est habilité. L'autre partie peut être un propriétaire, un particulier, un autre professionnel ou une personne morale, association ou coopérative.

### Le contrat entre professionnels

Il se rapproche du contrat d'entreprise ci-dessus, mais peut prendre la forme d'une sous-traitance d'un professionnel à l'autre, pour une prestation dont le premier demeure responsable de sa bonne exécution. La sous-traitance se distingue du salariat. C'est le cas lorsque le responsable du chantier contracte avec d'autres professionnels pour l'aider dans la réalisation des travaux. Le responsable du chantier est alors maître d'œuvre. Il a la responsabilité de clairement définir les modalités du contrat et les informations nécessaires à sa bonne exécution, et d'attendre l'acceptation de son confrère sur les points suivants :

- Le cahier des charges du maître d'ouvrage,
- Les dates du chantier,
- Les contraintes d'exploitation (la fiche de chantier),
- Les contraintes liées à la transmission de savoir-faire sur le lieu du chantier,
- La description précise de la prestation qui lui est demandée.

### Le contrat tripartite

Ce type de contrat expose des engagements mutuels entre trois parties. Par exemple, un contrat de vente sur pied peut être complété par la responsabilité d'une association pour l'exécution de certaines tâches, à réaliser ou à

coordonner. Un contrat tripartite peut aussi rassurer deux personnes qui n'ont jamais travaillé ensemble, à savoir que le troisième mentionne qu'il se porte moralement garant de la fiabilité et des valeurs des autres ; cela reste à vérifier lors d'un travail réalisé en commun.

## 9.2 Une organisation centrée autour d'un exploitant local

Ce modèle est le plus simple à mettre en œuvre, car il se base sur une organisation classique dans la filière bois bûche. L'exploitant achète du bois sur pied et le revend à des particuliers. Il s'inspire du fonctionnement des AMAP agricoles, entre des consommateurs en association avec un agriculteur.

L'exploitant s'engage à :

- Respecter un cahier des charges de gestion douce, comme celui de Dryade.
- Revendre au collectif de particuliers uniquement le bois issu des parcelles gérées suivant ce cahier des charges.
- Inviter les particuliers à des temps de sensibilisation sur un chantier.
- Transmettre son savoir-faire par l'apprentissage, ou d'autres formes.
- Accepter une flexibilité : mise à disposition du bois façonné, livraison vert ou sec.

Les particuliers s'engagent à :

- Payer un acompte avant la réalisation du chantier pour faciliter la trésorerie de l'exploitant.
- Accepter un surcoût par stère (par rapport au prix local du marché) lié au respect du cahier des charges.

Les propriétaires s'engagent à :

- Accepter de vendre le bois sur pied moins cher que dans le cas d'une coupe rase.
- Accepter que des temps de sensibilisation soient organisés dans le cadre d'un chantier.
- Si nécessaire, accepter de stocker les stères de bois sur leur parcelle le temps du séchage.

Ce modèle demande que les particuliers aient confiance en l'éthique de l'exploitant, même si ses autres engagements professionnels lui imposent de travailler suivant d'autres cahiers des charges, pour d'autres clients.

Ce modèle ne nécessite pas la création d'une structure associative. Le réseau de particuliers et de propriétaires peut l'aider à réduire son temps de démarche commerciale, en plus de l'animation.

Voir le contrat tripartite propriétaire-Dryade-exploitant : ANNEXE 3

## 9.3 Une organisation centrée sur une association de consommateurs

### 9.3.1 Une association maître d'œuvre affiliée en temps qu'entrepreneur ou exploitant

Dans ce modèle, l'association achète le bois sur pied en tant que personne morale et prend une responsabilité en tant que maître d'ouvrage ou encore entreprise. Elle achète du bois sur pied à un propriétaire forestier, signe des contrats d'entreprise avec des entrepreneurs de travaux forestiers, et des contrats de vente avec des particuliers. Actuellement, la possibilité pour une association loi de 1901 de réaliser des travaux forestiers, d'acheter et vendre du bois en son nom, n'a pas encore été validée ni invalidée juridiquement.

L'affiliation d'une association loi de 1901 à la Mutualité sociale agricole (MSA) est possible (attention : elle ne peut pas être inscrite au registre du commerce). Ce type d'affiliation est marginal pour la MSA et il a un coût qui diffère suivant l'interlocuteur, suivant la région. Cela est sûrement lié à des interprétations différentes du statut de l'association, et le sujet n'est pas encore éclairci au moment de la rédaction du mémoire. Plusieurs associations loi de 1901 achètent et revendent légalement du bois sur pied à l'ONF et à des propriétaires privés dans le cadre de



cette affiliation. C'est le cas d'associations portant des chantiers d'insertion en travaux forestiers. Les Associations Syndicales Libres de Gestion Forestière peuvent vendre du bois en leur nom, en temps que personne morale.

Ce modèle appliqué aux objectifs de Dryade est en attente de conseils juridiques et ne sera donc pas plus développé dans ce mémoire, il pourra faire l'objet d'une mise à jour ultérieure.

### 9.3.2 Une association couplée avec un ou plusieurs auto-entrepreneurs

Dans le cas où une association loi de 1901 gère l'achat et la vente de bois à ses adhérents, en temps qu'exploitant ou assimilé, elle peut rédiger un contrat avec des auto-entrepreneurs qui factureront leurs prestations à l'association, sans TVA. L'auto-entrepreneur peut réaliser en parallèle des prestations pour d'autres organismes.

Une association peut aussi héberger un porteur de projet en création d'activité, dans le cadre d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE). Dans ce cas, l'association s'engage à accompagner le porteur de projet pour la création de son activité. Celui-ci peut continuer à bénéficier des minima sociaux et de l'assurance chômage durant une période de 12 mois renouvelable 2 fois.

Ces 2 possibilités sont liées à la possibilité pour l'association d'acheter et vendre du bois en son nom. Ce modèle est donc en attente de conseils juridiques et ne sera donc pas plus développé dans ce mémoire, il pourra faire l'objet d'une mise à jour ultérieure.

### 9.3.3 L'achat collectif de bois de feu sur pied par des particuliers à un propriétaire

Un particulier peut acheter du bois sur pied à un propriétaire pour son usage personnel. Il en devient propriétaire et assume les responsabilités de son exploitation. Dans ce cas, il peut réaliser les travaux lui-même sous son assurance responsabilité civile de la vie privée, ou faire réaliser les travaux forestiers par un professionnel, pour son propre compte. Afin d'éviter au propriétaire de la parcelle de signer autant de contrats qu'il y a de particuliers acquéreurs, celui-ci peut mandater l'association, pour une délégation de la signature des contrats, en son nom. Dans le cas d'un achat collectif par plusieurs particuliers à un même propriétaire, leur association permet de mutualiser la prestation d'un professionnel, au même titre que le ferait une ASLGF pour une association de propriétaires. On peut donc envisager une délégation de maîtrise d'ouvrage des particuliers à l'association, dans le cadre d'un mandat gratuit pour gérer le contrat d'entreprise en leur nom.

Voir la description contractuelle de l'achat collectif : ANNEXE 4

Voir le mandat de délégation du propriétaire à l'association : ANNEXE 5

Voir le contrat de vente sur pied + mandat de délégation du particulier à l'association : ANNEXE 6

Voir le contrat d'entreprise du collectif au chef de chantier : ANNEXE 7

**NOTA : ces essais de contrats sont présentés à titre d'illustration, et dans le cadre de cette recherche.**

Cette organisation semble être la plus complexe juridiquement. Cependant, elle présente plusieurs avantages :

- Le propriétaire délègue sa maîtrise d'ouvrage aux particuliers, il a confiance dans l'association qui veille au respect du cahier des charges, afin de prélever du bois en améliorant la valeur de sa forêt.
- Le bois sur pied appartient au particulier qui l'utilisera pour son usage personnel et non à l'association.
- Il n'y a qu'un seul transfert de propriété dans ce modèle, le particulier étant maître d'ouvrage et utilisateur final du bois.
- L'association aide les particuliers à mutualiser une prestation réalisée par des professionnels, pour leur compte.
- Hors des travaux forestiers réalisés par les professionnels habilités, le particulier est couvert par son assurance responsabilité civile de la vie privée dans le cadre des activités autour du chantier.
- L'assurance responsabilité civile de l'association peut compléter celle du particulier.
- Le rôle de l'association étant de faciliter une prestation collective, gratuitement et dans un but d'intérêt général, elle ne réalise pas d'activités commerciales.

Il reste à vérifier auprès d'un fiscaliste si l'association paye un impôt sur les sociétés, lorsque l'argent transite par sa comptabilité, dans le cadre d'un mandat gratuit.

L'éligibilité aux subventions d'exploitation est accordée aux associations de propriétaires qui ont ce même statut juridique (loi de 1901) et qui sont aussi en délégation de maîtrise d'ouvrage.

Dans ce modèle, le collectif pourrait être assimilable à une association de sylviculteurs. Il convient de faire confirmer par le service de son département ou de sa région si cette association de propriétaires du bois sur pied est effectivement éligible aux aides concernant les travaux d'amélioration de la valeur économique des forêts.

## 9.4 Une organisation centrée sur le propriétaire ou un groupement de propriétaires

Ce modèle est courant dans la filière bois. Il prend la forme d'un Groupement Forestier, d'une Association Syndicale Libre de Gestion Forestière (ASLGF) ou d'une association loi de 1901. Le groupement forestier peut vendre du bois en son nom. L'association loi de 1901 seulement au nom de ses adhérents. L'ASLGF peut vendre du bois en son nom ou au nom des propriétaires. Il est à noter que les statuts d'une ASLGF sont libres, et donc issus d'une réflexion menée collectivement par les propriétaires fondateurs. Plusieurs ASLGF en France ont mentionné dans leurs statuts « l'organisation des interventions sylvicoles en vue d'améliorer la valeur du peuplement », soit une des valeurs soutenue par l'association Dryade.

Le regroupement des propriétaires reste une des priorités de la politique forestière française. Il est important de prendre en compte le fait d'être ou ne pas être appuyé par l'administration locale au titre d'innovation dans la filière forêt-bois. Cette action est portée par le Centre Régional de la Propriété Forestière, organisme qui conseille les propriétaires, et peut apporter de l'animation lors de la constitution d'un groupement. Le CRPF conseille les ASLGF ou autres types de groupement pour l'obtention de subventions, et pour une gestion mutualisée de leurs parcelles.

On peut envisager qu'un propriétaire vende du bois en son nom à un collectif de particuliers rassemblé en association. Le bois peut être vendu façonné en stères et livré ou vendu bord de route, pour une prise en charge par le collectif. Dans ce cas, le propriétaire pourra signer un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage avec l'association. Le mandat est similaire au chapitre 9.3.3, mais directement entre le propriétaire de la parcelle et l'association. Le propriétaire signe en son nom le contrat d'entreprise avec le chef de chantier ou délègue sa signature à l'association. Le contrat de vente au particulier pourra stipuler l'avance de trésorerie, afin de permettre au propriétaire forestier de payer le professionnel.

Voir la description contractuelle de l'achat collectif à un propriétaire : ANNEXE 8

Le mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage du propriétaire à l'association, le contrat de vente de bois bûche du propriétaire au particulier et le contrat d'entreprise avec le chef de chantier seront inspirés des contrats présentés pour le modèle 9.3.3.

À mesure que le collectif de consommateurs s'agrandit (ou qu'il faille attendre quelques années avant de prélever à nouveau du bois sur la parcelle du 1<sup>er</sup> propriétaire), celui-ci peut s'associer avec un ou plusieurs autres propriétaires afin d'alimenter le collectif déjà constitué. Le fonctionnement en association loi de 1901 convient lorsque chaque propriétaire vend en son nom. Par exemple, on peut envisager une rotation des coupes chaque année, entre plusieurs propriétaires. Les adhérents de l'association loi de 1901 pourront aussi être les particuliers. L'association aura donc un rôle de maître d'ouvrage délégué.

La vente au nom d'une ASLGF devient utile lorsque le bois vendu devra provenir en même temps de plusieurs parcelles appartenant à plusieurs propriétaires. Dans ce cas, l'ASLGF est alors soumise à l'impôt sur les sociétés.

L'impôt sur les sociétés n'est pas dû si les propriétaires créent un Groupement Forestier, mais cette organisation implique un transfert au groupement du droit de propriété sur leur parcelle, ce que de nombreux propriétaires ne sont pas prêts à accepter.



Un groupement de propriétaires (informel ou associatif) qui serait à l'initiative de la constitution d'un réseau de consommateur de bois bûche intéressera particulièrement les professionnels des travaux forestiers, car un tel groupement peut potentiellement apporter un nombre important de chantiers.

## 9.5 Une organisation en coopérative de professionnels

**Une société coopérative agricole ou forestière** est habilitée à acheter le bois sur pied et le revendre. L'activité bois bûche prélevé peut être une partie de ses activités. Le fonctionnement de cette organisation se rapproche du chapitre 7.1 « une organisation centrée autour d'un exploitant local. »

Il serait disproportionné de créer une coopérative dans le but d'alimenter un collectif restreint de consommateurs avec un chantier par an. En effet, le statut de coopérative suppose l'emploi à temps plein de salariés. Ce modèle n'est cependant pas à écarter à long terme, sous la forme d'une fusion de collectif locaux, afin de mutualiser un ou des salariés. Une coopérative déjà existante peut correspondre aux attentes d'un ou plusieurs collectifs de consommateurs de bois bûche, si elle accepte leur cahier des charges d'exploitation.

**Une Coopérative d'Activité et d'Emploi (CAE)** a un fonctionnement différent. En général, elle est spécialisée par secteur d'activité. La CAE NATURA SCOP, par exemple héberge plusieurs professionnels des travaux forestiers sous son statut.

Les professionnels hébergés par la coopérative sont soit en cours de création d'activité (CAPE) soit salariés à leur nom. Ils peuvent contractualiser des prestations pour des entreprises ou des particuliers, mais aussi entre eux à l'intérieur de la coopérative. L'un des professionnels achète le bois sur pied, prend la responsabilité du chantier, signe des contrats d'entreprise avec d'autres professionnels. Les stères de bois peuvent être vendus aux particuliers au nom de la coopérative ou au nom d'un des professionnels immatriculé au registre du commerce.

L'avantage de la CAE est qu'elle peut réunir des professionnels du même secteur d'activité, sur un plus grand territoire. L'accompagnement du professionnel en création d'activité permet de transmettre facilement un savoir-faire, un réseau, et une représentation commune de la gestion forestière. Etre hébergé par une même structure facilite les contacts, la réalisation de chantiers en commun et éventuellement la mutualisation du matériel de débusquage, débardage et transport.

Dans ce cas, la contractualisation est identique avec l'organisation centrée autour d'un exploitant local. Le contrat tripartite serait adéquat. Ce sont les contrats entre professionnels qui seront différents, car au sein de la coopérative.

## 9.6 Une organisation coopérative d'intérêt collectif incluant propriétaires, bûcherons et consommateurs (SCIC)

Il s'agit d'une « association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement. La SCIC a pour objet la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale ».

La notion d'intérêt collectif est différente de celle d'intérêt général, mais les statuts d'une SCIC se rapprochent des principes fondateurs d'une association loi de 1901, chaque adhérent dispose d'une voix, et les résultats ne sont pas distribués, ils sont réinvestis dans la SCIC.

On peut envisager qu'à long terme, un collectif de consommateurs de bois bûche sous forme associative évolue vers une SCIC, si le volume d'activité est suffisant pour permettre l'emploi de salariés. Dans ce cas, des activités complémentaires au bois bûche seront nécessaires pour justifier l'étape de création (lourde) de cette structure multipartenariale.

Voir la description schématique du fonctionnement en SCIC : ANNEXE 9

**En conclusion au chapitre 9, une synthèse des avantages et inconvénients de chaque type d'organisation est présentée sous la forme du tableau page suivante :**

Référence du chapitre	9.1	9.2.1	9.2.3
Caractéristiques du modèle	Exploitant local	association maître d'œuvre	achat collectif de bois sur pied
Concurrence de la filière bois locale			
Echelle adaptée	NON : exploitant déjà en lien avec les propriétaires	OUI, sauf emploi bucherons locaux	OUI, sauf emploi bucherons locaux
Capacité maximale (en stère/an)	de locale à départementale.	locale, Rayon 30 km pour livraison	locale, Rayon 30 km pour livraison
Seuil minimal de viabilité (en stère/an)	480 stères (4 chantiers/an)	160 stères (1 gros chantier/an)	160 stères (1 gros chantier/an)
maxi de collectifs hébergés	120 stères (1 chantier/an)	80 stères (1 petit chantier/an)	80 stères (1 petit chantier/an)
propriétaire du bois sur pied	4	1	1
délégation de maîtrise d'ouvrage	exploitant	association	particuliers
vente aux particuliers	NON	NON	OUI, à l'association
Avantages spécifiques	par l'exploitant	par l'association	par le propriétaire
avantages juridiques	les consommateurs favorisent l'exploitant	L'association achète et vend en son nom	Implication citoyenne
Inconvénients spécifiques	schéma classique	légalité ?	responsabilité civile vie privé
inconvénient juridique	Vérification de l'éthique de l'exploitant	responsabilité du président de l'asso	un particulier qui sort de l'action collective
responsable en cas de vol de stères	animation requalifiée en salariat	légalité ?	modèle plus complexe
Facilité de mise en œuvre	exploitant	association	chaque particulier
fiscalité	facile : création d'une asso type AMAP	légalité ?	Création d'une association
porteur de la formation	pas de changement pour l'exploitant	activité commerciale association	sans TVA (à confirmer)
subventions d'exploitation	Dryade	Dryade	Dryade
	pour le propriétaire	association	association

Référence du chapitre	9.3	9.4	9.5
Caractéristiques du modèle	Propriétaire sans vente sur pied	Coopérative de professionnels CAE	Société Coopérative d'intérêt collectif
Concurrence de la filière bois locale			
Echelle adaptée	OUI, concurrent des coopératives forestières, ASLGF et GF	NON : si structure préexistante	OUI, concurrent des ccopératives forestières
Capacité maximale (en stère/an)	de locale à départementale.	départementale à régionale	départementale à régionale
Seuil minimal de viabilité (en stère/an)	480 stères (4 chantiers/an)	1200 stères (10 chantiers/an)	1200 stères (10 chantiers/an)
maxi de collectifs hébergés	80 stères (1 petit chantier/an)	120 stères (1 chantier/an)	480 stères (4 chantiers/an)
propriétaire du bois sur pied	4	10	10
délégation de maîtrise d'ouvrage	propriétaire	coopérative ou propriétaire	SCIC ou propriétaire
vente aux particuliers	OUI, à l'association	éventuellement à la coop	OUI, à la SCIC
Avantages spécifiques	par le propriétaire	par la coopérative	au sein de la SCIC
avantages juridiques	regroupement de propriétaires	coopération, formation	activités complémentaires
Inconvénients spécifiques	un seul transfert de propriété	contrats pro au sein de la CAE	transactions dans la SCIC
inconvénient juridique	vérification de l'éthique du groupement	place de l'animation bénévole	phase de création fastidieuse
responsable en cas de vol de stères	responsabilité du propriétaire	frais de structure de la CAE	dépend de l'organisation interne
Facilité de mise en œuvre	propriétaire	le pro exploitant ou la CAE	La SCIC
fiscalité	Création d'une association	pas de création d'asso si structure existante	Complexe à installer, possibilité de se greffer à une SCOP
porteur de la formation	impôts sur les revenus du propriétaire	pas de fiscalité entre les pros	pas de fiscalité au sein de la SCIC
subventions d'exploitation	Dryade	Dryade ou la CAE	La SCIC
	propriétaire	CAE	SCIC ou propriétaire

## 10 La mise en œuvre pratique d'un chantier

### 10.1 La préparation

La préparation commence suite à l'adhésion d'un propriétaire au projet, à un premier diagnostic favorable de sa parcelle, et avant toute forme de contractualisation. Il est préférable d'impliquer, le plus en amont possible, un professionnel référent, proche du collectif. Si possible celui qui est pressenti comme futur responsable du chantier. Ce sera l'occasion d'identifier tous les moyens à mettre en œuvre pour atteindre l'équilibre entre les contraintes économiques et écologiques du chantier, et satisfaire les attentes du propriétaire.

#### 10.1.1 Etudier les attentes du propriétaire et les particularités de la parcelle

Un des outils proposé est la fiche « visite de parcelle ». Il s'agit de permettre à un membre du collectif ayant quelques compétences forestières de réaliser une pré-visite et de rencontrer un propriétaire, afin de réduire le nombre de visites pour les professionnels. Il permettra de prendre en compte les attentes du propriétaire, d'évaluer les contraintes principales et de transmettre ces informations. Le technicien ou le responsable du chantier sera plus expérimenté pour évaluer l'ensemble des contraintes d'exploitation, et établir un budget, mais cette pré-visite lui fera gagner du temps.

On peut estimer que les attentes du propriétaire augmentent lorsque la distance entre le chantier et son habitation est réduite, si la parcelle est facilement accessible, s'il la fréquente régulièrement pour ses loisirs ou si elle a selon lui une valeur potentiellement plus importante que la production de bois bûche. Connaître la fréquence et la nature de ses passages en forêt (ou celle de ses proches) est une estimation de la valeur d'usage qu'il y accorde personnellement.


Les attentes du propriétaire peuvent être de différentes natures :

- Rétablir l'accessibilité dans le sous-bois, et donc l'accessibilité aux sous-produits : champignons, fruits, flore forestière...
- Favoriser les loisirs tels que la chasse, l'observation de la faune ou les promenades, pour son compte ou celui des usagers locaux.
- Réduire les risques de propagation du feu lorsque le sous-bois est dense, avec une grande proportion de bois mort.
- Restaurer les anciens chemins de débardage et les anciens chemins mentionnés sur le cadastre.
- Favoriser une essence forestière particulière.
- Restaurer une truffière par une forte éclaircie autour des arbres mycorhizés.
- Restaurer une ancienne châtaigneraie.
- Se mettre en règle vis-à-vis de ses engagements en temps que propriétaire forestier.
- Bénéficier de subventions d'exploitation.
- Obtenir une somme d'argent remise lors de la vente de bois sur pied.
- Bénéficier de bois énergie, de piquets, de bois rond pour la construction, de sciage pour l'aménagement ou du mobilier....

Évaluer le coût réel des actions qui répondent aux attentes du propriétaire permet d'affiner le modèle économique du chantier, et amortir certains frais fixes si le propriétaire est prêt à investir pour ces services.

Page suivante, un modèle de fiche de visite de parcelle.

## Fiche de visite parcelle

Date de la visite :		Personnes présentes :	
	<b>Rubriques</b>	<b>Chantier d'amélioration</b>	<b>indications</b>
<b>GENERALITE</b>	Ville, lieu dit		
	N° parcelles, bornes, limites naturelles		
	Nom du propriétaire		
	consignes particulières du propriétaire		
	description et particularité de la forêt (photos du sol, des houppiers, des accès, de l'environnement, de la pente)		classement écologique/ site classé/ paysage/ taillis / futaie / envahi par le buis
	contraintes réglementaires ou autres		
	fonctions de la forêt (loisirs,,)		
	Objectifs du chantier		ex :éclaircir la futaie de pins au profit du chêne et préserver l'aspect paysager
<b>DESCRIPTION</b>	superficie totale de la forêt concernée		
	superficie exploitable		
	superficie proposée pour le 1er chantier		
	description précise des peuplements		essences, âge moyen, taillis, futaie
	diamètre et quantité de bois d'oeuvre		20 pins diamètre 40 pour bois d'œuvre
	problèmes sanitaires		proceSSIONNAIRE, chancres, deperrissement,,
	description de la régénération		tilleuls/ érables/ pins,,
	description de l'humus		15 cm de Mull / Moder / Mor
	exposition principale		Nord-est, Sud,,
	hauteur dominante / fertilité		mini 8 m, indice de fertilité si forêt mature
	volume ou surface terrière à l'hectare		mini 35 m3/ha ou 5 m2/ha
	Stères buches à l'hectare (m3)		mini 50 stères/ha
	% volume à prélever		15 à 30 %
	description des tiges à améliorer		feuillus précieux, diversification
	type de prélèvement		sanitaire, 17,5<PB<27,5, éclaircie bas
<b>DEBARDAGE</b>	pente moyenne		35 % maxi ou 70% sur courte distance
	particularité du sol		rochers, éboulis, buis, ronces
	risques de tassement du sol		OUI/NON
	places de dépôt, retournement		haut/ bas/droite/centre de parcelle
	techniques de débardage éco/sécu		goulotte/cheval de fer/cable,,
	axe principal de débardage		emplacement, sol, pente, largeur
	distance maximale de débuscage		maxi = 50 m
	distance maximale de débardage		maxi suivant le mode de débardage
	Distance dépôt chantier-access camion		suivant le matériel disponible
<b>BORNE</b>	limites et accès du chantier identifiées		à marquer précisément et durablement
	superficie estimée du chantier		maximum 3 ha

Les contraintes d'exploitation peuvent prendre plusieurs formes, dont certaines sont invisibles lors d'une visite de parcelle qui ne serait pas suffisamment documentée. L'analyse du cadastre, des cartes topographiques au 25 000ème et des cartes spécialisées disponibles sur le site internet géoportail sont donc un préalable nécessaire pour optimiser la visite de la parcelle. Cette analyse pourra être réalisée bénévolement, et permettra d'orienter les questions à poser au propriétaire, affiner la connaissance de son patrimoine, et identifier des contraintes qu'il aurait sous-estimé :

- Distance entre le chantier et la desserte routière,
- Fortes pentes ou éboulis,
- Proximité de lignes électriques,
- Ouvrages souterrains, comme les canalisations de gaz,
- Limitation de tonnage sur le trajet des engins,
- Cours d'eau à sec lors de la visite...mais en eau lors du chantier,
- Patrimoine historique,
- Zone d'intérêt écologique.

La visite du professionnel qui sera responsable du chantier est de toute façon nécessaire avant signature de tout contrat ou de tout engagement avec le propriétaire, même si la parcelle semble facile à exploiter. En effet, il s'engage à respecter des obligations légales en plus du cahier des charges. Il doit donc les estimer lui-même ou déléguer cette responsabilité à un professionnel compétent.

Le propriétaire a le devoir de présenter tous les documents fonciers en lien avec sa propriété lors du diagnostic de la parcelle. Son aide sera précieuse pour aider pour le repérage des bornes, signaler les particularités dont il a connaissance. Il est à noter que la connaissance des particularités d'une forêt, ou l'historique de son exploitation n'est pas toujours transmise de génération en génération. Un voisin âgé en connaîtra sûrement plus qu'un jeune propriétaire qui aurait hérité ou acheté une parcelle. Rechercher des informations sur l'historique d'une forêt est passionnant. C'est l'occasion pour le propriétaire de développer des liens locaux en acquérant une meilleure connaissance de son patrimoine.

Toutes les particularités qui ont une conséquence pour la conduite des travaux doivent normalement être mentionnées dans une fiche de chantier, document obligatoire pour les professionnels. Le contenu de la fiche de chantier mentionnée à l'article R. 717-78-1 du code rural et de la pêche maritime est fixé par l'arrêté du 31 mars 2011.

Voir un modèle de fiche de chantier : ANNEXE 10

### **10.1.2 Négocier les services avec le propriétaire**

Le propriétaire peut bénéficier d'aides dans certains cas particuliers, pour des objectifs subventionnés par les collectivités, par l'État ou l'Europe, généralement des financements conjoints. Les objectifs subventionnés étant liés aux politiques d'aménagement du territoire, ils ont des spécificités suivant les régions, et sont limités dans le temps. De plus, elles imposent des engagements auxquels doit adhérer le propriétaire, et être compatibles avec la nature des travaux envisagés, ainsi qu'avec la nature du peuplement.

Une demande de subvention engagera une démarche administrative complexe, et qui doit être conduite avec rigueur. Elle sera initiée plusieurs mois avant la date prévue pour les travaux, devis et description des travaux à l'appui, il est important d'attendre la réponse de l'administration avant d'engager des frais. Lors de l'étude du modèle économique du chantier, même si la subvention semble acquise d'avance, il est donc nécessaire d'envisager un modèle subventionné et un modèle non-subventionné, et d'anticiper les conséquences d'un refus de dossier. Le professionnel ou le collectif aidera au mieux à identifier les aides en vigueur et à indiquer comment les obtenir, si possible avec les conseils d'un expert forestier, du CRPF ou des collectivités.

La valeur ajoutée à long terme d'une opération d'amélioration d'un ancien taillis (cas le plus courant dans la vallée de la Drôme) est difficile à évaluer. Elle dépend du prix de vente futur et de la valorisation possible des tiges qui

ont été améliorées afin de produire du bois d'œuvre, et donc de l'existence de filières locales dans le futur. C'est pour cette raison que des aides ont été mises en place par les collectivités pour inciter les propriétaires à investir aujourd'hui dans des travaux forestiers d'amélioration, et donc donner du travail aujourd'hui aux professionnels de la filière bois. Dans un contexte économique qui privilégie la rentabilité à court terme, ce type de subvention aide les propriétaires qui souhaitent restaurer une gestion à plus long terme.

Voir Notice d'information sur l'éligibilité aux subventions 122 A et 122 B du Plan de Développement Rural Hexagonal: ANNEXE 11

La valeur ajoutée à court terme a déjà été évoquée dans les chapitres précédents. Cette valeur s'accroît si la forêt est proche de l'habitation du propriétaire et s'il fréquente régulièrement sa forêt. Elle a donc un poids plus important dans la négociation que la valeur ajoutée à long terme. On peut rajouter que le maintien d'un couvert continu réduira l'envahissement du sous-bois donc facilitera l'accessibilité pour de futurs travaux.

Lorsque le propriétaire demande des travaux en avenant au cahier des charges et à l'avantage de la mise en valeur de son patrimoine, une rémunération en numéraire, en nature, ou tout autre service réalisé lors des travaux, leurs coûts seront estimés avec les professionnels et intégrés en supplément dans le calcul préalable de la rentabilité du chantier.

#### À l'avantage du propriétaire :

Le débroussaillage préalable du sous-bois et le rétablissement des anciens chemins d'accès inscrits au cadastre sont des services qui bénéficieront au propriétaire à court terme s'il souhaite accéder à sa forêt pour ses loisirs après l'éclaircie. Ils doivent rentrer dans la négociation, au même titre qu'une action préventive à la propagation des incendies, sujet « brûlant » dans la forêt méditerranéenne.

Dans le cas où la desserte n'est pas dimensionnée pour des camions de transport de bois traditionnels ou pour amener un matériel de débardage lourd, le propriétaire aura des difficultés à trouver les professionnels qui acceptent d'intervenir dans ces conditions. L'utilisation obligatoire d'engins de faible emprise pour le transport des bois devient une contrainte pour le chantier, même si les professionnels en lien avec le collectif ont déjà prévu d'utiliser ce type de matériel léger. Le gain pour le propriétaire est considérable s'il est dispensé d'un élargissement de la desserte, ou du renforcement des ouvrages permettant le passage des engins. Identifier une desserte inadaptée aux engins lourds est un point à prendre en compte dans la négociation.

Dans le cas où la qualité de la station est incompatible avec la production de bois d'œuvre, une récolte sélective régulière permettra au moins d'obtenir des troncs de feuillus plus droits et donc plus faciles à transformer en bûches.

#### À l'avantage des coûts du chantier :

Le stockage des stères de bois sur place, à côté d'une habitation et la possibilité d'y faire la refente et de conditionner sur place est un gain en termes de manipulations à prendre en compte. Aussi, le propriétaire peut demander à ses voisins une servitude temporaire si cela facilite la sortie du bois.

Enfin, le propriétaire peut mettre à disposition du matériel agricole ou forestier présent sur place pour réduire le coût de transport du matériel.

Ces services mutuels peuvent être difficiles à évaluer en termes économiques, mais doivent être comptabilisés à leur juste valeur, car l'équilibre économique des travaux d'amélioration ne peut être atteint qu'en prenant la peine de réduire au maximum les coûts hors main d'œuvre, et en optimisant l'organisation. Écouter les besoins du professionnel, en se rappelant constamment que chaque service qui facilite le chantier sera au final toujours bénéfique pour le propriétaire.

### **10.1.3 Le budget global**

Avant d'établir le budget global, et suite au diagnostic de la parcelle, le professionnel qui l'a effectué aura intérêt à présenter au collectif toutes les informations qu'il a identifiées :

- L'estimation du nombre de stères de bois bûche à prélever,
- Le potentiel en bois d'œuvre exploitable (si débouché existant),
- Toutes les contraintes d'exploitation sur la parcelle,
- Les demandes particulières du propriétaire, et la prise en compte du voisinage (chantier pendant le week-end ?, utilisation de servitudes avec des transporteurs ?),
- Les limitations de tonnage pour le transport du bois sur les routes, l'emprise maximale sur les chemins,
- Les distances à parcourir pour le débardage.
- Les particularités qui permettraient d'obtenir des subventions.

Les contraintes identifiées lors du diagnostic ajouteront un surcoût à estimer, ou réduiront le nombre de stères produites par jour.

Aussi, ce sera le moment de vérifier l'éligibilité et d'anticiper les démarches préalables au dépôt d'un dossier de subvention.

Le budget total (main d'œuvre + matériel + consommables) est établi de la façon suivante :

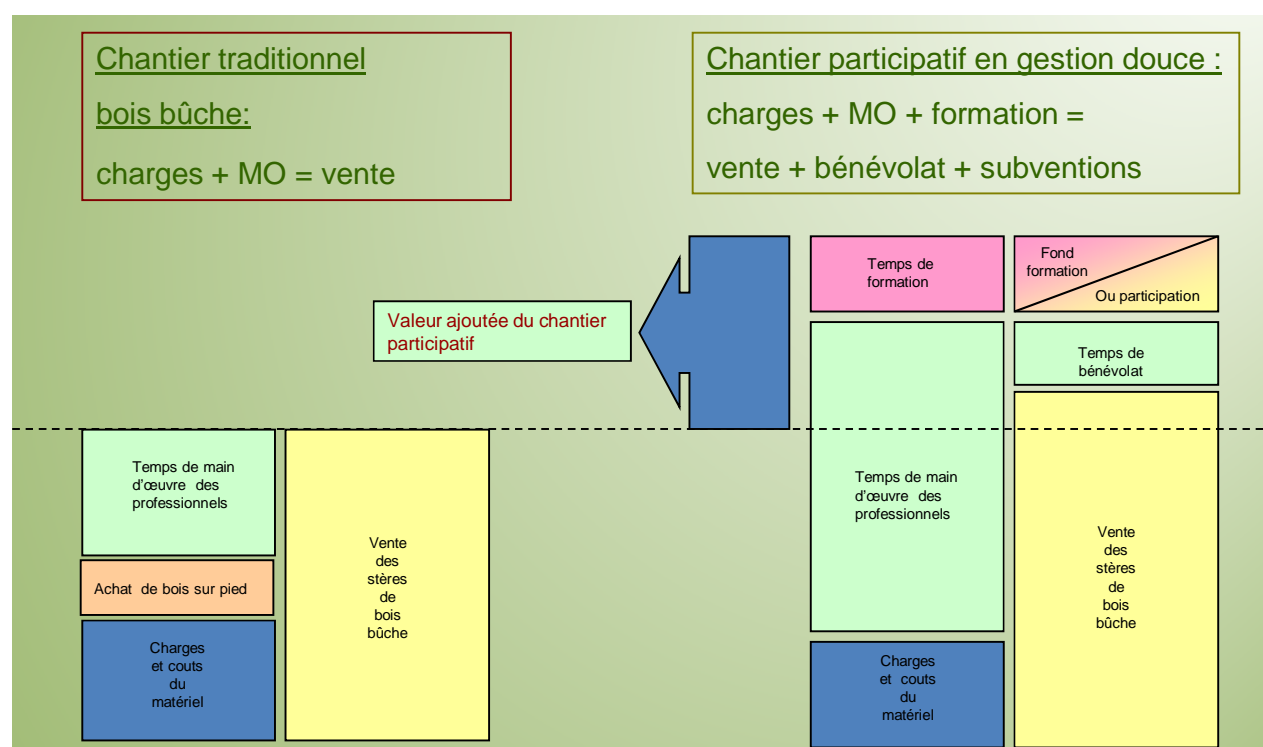
Nombre de stères à produire x prix de vente par type de stères

+ subventions d'exploitation

– rémunération du propriétaire (en nature ou en numéraire)

Le prix de vente des stères doit être aussi constant que possible, par respect pour les consommateurs locaux. Les éventuelles subventions, le bénévolat, la rémunération ou la participation du propriétaire sont des moyens pour compenser le surcoût si le chantier a des contraintes qui en augmentent le coût.

Le tableau ci-dessous présente une comparaison simplifiée de la structure de coût d'un chantier traditionnel avec celui d'un chantier participatif.





#### 10.1.4 Mutualiser le matériel le plus performant

Dans le cas d'une équipe locale expérimentée, déjà équipée avec du matériel adapté au cahier des charges, les questions du choix du matériel auront déjà été résolues. Les points suivants concernent essentiellement la constitution d'une nouvelle équipe de professionnels.

Le matériel utilisé dans la forêt sera « aussi léger que possible », conformément au cahier des charges préconisé par l'association Dryade ou par le Réseau pour les Alternatives Forestières. Il doit être performant et suffisamment réactif pour compenser son faible tonnage, et être adapté au nombre de bûcherons et de débardeurs pour ne pas pénaliser l'avancée du chantier. Si le débusquage ou le débardage est mixte, réalisé en traction animale, complété par des engins mécaniques, la complémentarité devient plus délicate à organiser sur le terrain. Il est à noter que les méthodes de débardage qui traînent le bois en long plutôt que de le porter incrustent de la terre et des cailloux dans l'écorce, donc seront pénalisants pour la recoupe des billons à la tronçonneuse.

Le matériel de transport, sur les chemins et les routes, ainsi que le matériel de refente aura moins de contraintes de dimensionnement que le matériel qui évolue sous couvert forestier, sauf en cas de limitation de tonnage ou d'emprise sur la voirie. Prévoir dans le budget un transporteur équipé d'un grappin forestier permettra de gagner du temps de transport et des efforts humains pour la livraison, au chargement et au déchargement. Cependant, les frais de location et le coût pour l'acheminer pèsent dans l'amortissement d'un petit chantier. Utiliser des engins disponibles localement à faible coût, par exemple du matériel agricole est envisageable, s'il est équipé d'un grappin ou d'un autre moyen de levage adapté au chargement et déchargement de bois.

Toujours dans le cas de la constitution d'une nouvelle équipe, la question de l'efficacité du matériel aura un impact sur l'équilibre économique. Par exemple : une brouette à chenille ou un treuil trop lent, une remorque trop petite ou sans grue forestière, un camion de livraison trop petit. Ces détails augmenteront le temps de travail et l'effort fourni. L'efficacité énergétique du chantier est liée à l'adéquation du matériel avec l'organisation du chantier.

Dans le cas d'un prêt gracieux de matériel par le collectif ou d'une mise à disposition gratuite d'un engin, le choix d'en bénéficier est à l'initiative des professionnels. Le rapport efficacité/coût du matériel de débardage et de transport sera étudié collectivement afin que le budget par stère soit tenu sans compenser par un excès d'efforts ou de temps.

NOTA : à moins que l'équipe ait déjà l'habitude de travailler ensemble avec du matériel approuvé par tous, chaque professionnel aurait intérêt à apporter son propre matériel pour le rentabiliser. La décision du choix du matériel lourd sera clairement définie lors de la constitution de l'équipe afin de ne pas interagir dans les relations humaines pendant le temps du chantier.

Les tronçonneuses (outil personnel, par essence) et les équipements de sécurité ne rentrent pas dans cette négociation. De même, un débardeur en traction animale est le seul meneur de ses chevaux au cours du chantier. Cependant, le cahier des charges préconise l'utilisation d'huiles de chaînes d'origine végétale, cet achat peut être mutualisé pour le chantier. On peut envisager que le matériel de balisage légal du chantier soit prêté.



Utilisation d'une brouette à chenille avec des billons de 1 m. Faible emprise au sol et faible consommation de carburant.

Source : Eléonore Henry de Frahan

## 10.2 Les responsabilités concernant les personnes, les biens et la coordination.

Les responsabilités de chacun sont définies lors de la constitution de l'équipe, puis finalisées lors de l'établissement des contrats, documents qui devront retranscrire ces responsabilités. Il est utile de préciser certains éléments importants pour la bonne conduite du chantier.

### 10.2.1 Responsabilité pendant les temps de formation ou de sensibilisation

Dans le cadre de la formation professionnelle, cette activité est très encadrée et requiert une déclaration en tant qu'organisme de formation. Il y a aussi les obligations légales de publicité, de validation d'un programme de formation et du rendu d'un bilan pédagogique. Ce mémoire ne détaillera pas l'organisation d'une formation. Il est plus simple de faire appel à un organisme déclaré, qui pourra mentionner le nom du formateur sur sa déclaration d'activité. Un sous-traitant qui intervient pour le compte d'un organisme de formation n'aura pas à se déclarer tant que l'action de formation est conduite sous la responsabilité contractuelle de l'organisme de formation. Le sous-traitant établit une facture et doit avoir un numéro de SIRET.

L'organisme de formation doit clairement informer le responsable du chantier du programme de formation ou de sensibilisation, des dates et avoir donné son accord pour que l'action ait lieu sur le site du chantier. Il en informe précisément les autres professionnels qui interviendront sur le chantier, et le mentionner sur la fiche de chantier. Les règles en vigueur liées au périmètre de sécurité s'appliquent en cas de formation en parallèle au chantier.

Suivant le public concerné, cette formation pourra être financée par :

- les fonds pour la formation continue des professionnels, auprès du RSI, de l'URSSAFF ou de la MSA,
- une prestation de sous-traitance pour un Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole,
- les fonds pour la formation des agriculteurs aux travaux forestiers (fonds de l'assurance VIVEA),
- les fonds pour la formation des bénévoles qui vont être membres actifs d'un collectif (Fonds pour le Développement de la Vie Associative). Ceci concerne plus la gestion des responsabilités dans le collectif que les travaux forestiers, mais impose des compétences ou une sensibilisation aux travaux forestiers.

En conséquence, le programme de formation est établi en fonction du profil des stagiaires bénéficiaires. La durée est variable, ainsi que son imbrication avec le chantier, selon le besoin de réaliser des exercices pratiques « en situation ». En tout cas, afin d'obtenir un financement, les objectifs et le programme de formation sont clairement rédigés à l'avance et validés par le financeur, ce qui ne s'improvise pas.

Une sensibilisation ne rentre pas dans ce cadre légal. Celle-ci est donc plus facile à organiser. De plus, il n'est pas envisagé que chaque collectif dispense de la formation professionnelle sur un chantier.

### 10.2.2 Responsabilité du chantier

Dans les modèles organisationnels basés sur une vente de bois sur pied, le propriétaire confie la propriété du bois à l'acheteur. Il confie aussi la responsabilité de l'exploitation des bois et la responsabilité des personnes à l'acheteur pendant le temps des travaux. Si l'acheteur signe un contrat d'entreprise, il fait appel à un prestataire, et transfère la responsabilité de l'exploitation et des personnes au chef de chantier. On entend par « personnes » les participants habilités à travailler sur le chantier. Les autres personnes sont étrangères au chantier, et n'ont rien à y faire.

Seule l'organisation centrée autour d'un propriétaire ou d'un groupement de propriétaires peut engager la responsabilité du propriétaire de la parcelle lors du chantier, s'il reste maître d'ouvrage et fait réaliser les travaux pour son propre compte, et revend le bois en son nom après la réalisation des travaux.

Dans le cas de la participation bénévole d'une personne non habilitée aux travaux forestiers, dans le cadre des activités de l'association, soit pendant une période de sensibilisation, soit pendant une contribution aux travaux de

débardage, la plus extrême prudence s'impose. La participation bénévole n'est possible qu'avec l'équipement de sécurité et dans un environnement sécurisé par les professionnels, entre autres : loin de l'abattage, sans arbres encroués ou branches suspendues. Dans les règles de sécurité que doivent suivre les professionnels, un participant bénévole demeure « une personne étrangère au chantier ». Dans le cadre d'un accident de machine pendant la refente, la responsabilité du professionnel est dégagée s'il a vendu le bois bord de route au collectif. Selon les causes de l'accident, soit la responsabilité de l'association est engagée « tacitement », soit aussi celle des professionnels, soit seulement celle du bénévole. L'extrait ci-dessous provient du site officiel <http://www.associations.gouv.fr/763-le-benevole-victime-d-un-dommage.html>

« Lorsqu'un bénévole participe aux activités d'une association, il se crée une « convention tacite d'assistance » entre l'association et le bénévole. Cette convention (ou contrat) entraîne pour l'association des obligations et notamment celle d'assurer la sécurité du bénévole. À défaut de respecter ses obligations, l'association engage sa responsabilité contractuelle à l'égard du bénévole et doit l'indemniser (Cour de cassation, 1<sup>re</sup> chambre civile, 10 octobre 1995, N° de pourvoi : 93-19142). Il reste toujours possible à l'association de s'exonérer, en tout ou en partie, de son obligation de réparation. Cette exonération peut intervenir dans deux cas :

- l'inexécution de l'obligation de sécurité incluse dans la convention d'assistance résulte d'une cause étrangère (c'est-à-dire d'un cas de force majeure ou du fait d'un tiers),
- le bénévole a lui-même commis une faute à l'origine du dommage. »

Dans le cas de l'achat collectif de bois sur pied, chaque particulier est maître d'ouvrage, donc sa participation au chantier est sous sa propre assurance responsabilité civile de la vie privée.

### 10.2.3 Responsabilité du bois coupé

Si le bois est stocké à proximité d'une habitation, les risques de vol sont minimisés. À moins d'un transfert de cette responsabilité mentionné dans le contrat, la responsabilité incombe à celui qui a acheté le bois sur pied, jusqu'à la livraison, ou celui qui l'a acheté bord de route, jusqu'à la date de mise à disposition à l'acquéreur final.

Dans la plupart des modèles, la responsabilité du bois sur pied ou bord de route est du ressort d'une seule personne physique ou morale, avant la livraison ou la mise à disposition. Accepter ou refuser de stocker le bois sur un terrain qui ne lui appartient pas incombe de droit au propriétaire du bois, en connaissance du lieu et des risques de vol.

Le modèle d'achat collectif de bois de feu sur pied par des particuliers (9.2.3) est le seul qui ait la particularité que l'acquéreur final soit collectif. Donc si on envisage que 1/3 du bois soit volé, chaque particulier perdra 1/3 du bois qu'il a acheté en avance. Chacun peut préférer la sécurité d'une livraison en bois vert en fin de chantier. S'il ne peut pas stocker le bois vert, faute de place, il en est responsable même si celui-ci est stocké sur un terrain qui ne lui appartient pas. C'est de la responsabilité du collectif dont il est adhérent de minimiser les risques en trouvant un lieu de stockage adéquat. En cas de doutes de certains adhérents, il serait logique de faire approuver à l'unanimité l'emplacement du lieu de stockage dans le cadre de l'animation du collectif.



Stère de bois rangé en billons de 1 m, en cours de séchage. Source : Éléonore Henry de Frahan

## 11 Le modèle économique

### 11.1 Évaluer le surcoût « cahier des charges Dryade / coupe rase »

La comparaison du coût du mode d'exploitation rapporté au stère est la méthode la plus simple pour évaluer la différence. Nous retiendrons donc dans le calcul du surcoût seulement les opérations d'abattage, façonnage, vidange en 1 ou 2 m sur la place de dépôt. L'exemple sera donné sur un taillis de chêne pubescent dont la dernière coupe date d'il y a 80 ans, avec des hauteurs dominantes de 10 m, et avec un sous-bois accessible sans gyrobroyage. Nous prendrons l'exemple d'une forêt qui ne peut pas bénéficier de subventions d'exploitation.

Plusieurs éléments du cahier des charges augmentent le coût :

- L'utilisation de moyens de débardage légers comme la brouette à chenilles ou le cheval,
- Le temps d'observation pour identifier les arbres à améliorer et choisir les arbres à abattre.
- L'abattage plus délicat en fonction de l'environnement de l'arbre.
- Le désencrouage plus courant car il sera abattu environ un quart du bois sur pied.
- L'attention à ne pas abîmer les tiges laissées sur pied ou la régénération.

On peut estimer qu'un ETF (entrepreneur de travaux forestiers) produira 2 fois moins de stères de bois par jour que dans le cas d'une coupe rase, donc un chantier nécessitera 2 fois plus d'ETF qu'en coupe rase, pour une même durée et un même nombre de stères. Le coût machine et consommable sera sensiblement égal rapporté au nombre de stères, en utilisant du matériel plus léger, adapté au rythme du chantier.

Il est à noter que le matériel léger est moins cher à l'achat, donc plus rapidement amorti par un professionnel.

En conclusion :

- Coût MO / stère multiplié par 2.
- Coût machine et consommable / stère un peu inférieur pour le débardage.

### 11.2 Le surcoût de la transmission du savoir-faire

Si un professionnel expérimenté accepte de prendre le temps, hors du cadre d'une prestation de formation, pour transmettre des compétences particulières à d'autres professionnels « en apprentissage », son rendement lors du chantier sera réduit en conséquence. Il est donc logique de prendre en compte un rendement plus faible dans la fiche de calcul économique, surtout si celui-ci porte en plus la responsabilité juridique du chantier. L'estimation du nombre de stères réalisés par jour dépend de la position de chaque professionnel dans le chantier, de 8 à 3 stères selon l'expérience, l'autonomie et les contraintes d'exploitations. Le nombre de stères réalisé dépend aussi de la présence ou non d'un débardeur attitré. Cette estimation est à réaliser objectivement, sans rentrer dans une forme de compétition sur ce nombre de stères par jour.

Hormis dans le cadre d'une convention de formation (ce type de convention ne sera pas détaillé dans le mémoire), les contrats et les déclarations sont nécessaires pour les professionnels se considérant « en apprentissage » et acceptant en conséquence une plus faible rémunération. Un professionnel « bénévole » travaillant sans contrat et sans convention fait courir des risques pénaux au chef de chantier, au maître d'œuvre.

Dans le cadre d'une convention de formation réalisée en parallèle au chantier, les frais de déplacement du matériel et des personnes intervenant, et sur la formation, et sur le chantier, pourront être répartis entre les 2 budgets. En contrepartie, cela complique l'organisation, par exemple en cas de report à cause d'aléas météorologiques.

### 11.3 Synthèse économique

Deux tableaux de calcul sont présentés ci-dessous sous la forme d'exemples détaillés. Ils ont pour objectif de corréler le prix de vente des stères en fonction de plusieurs entrées : la rémunération demandée par les professionnels, ainsi que les autres crédits et débits à prévoir sur le chantier. Ils permettent, après le chantier, de vérifier si le bilan économique avait bien été estimé. L'estimation du nombre de stères produits par jour est basée sur l'estimation des professionnels, en fonction des contraintes. Dans les 2 cas, le chef de chantier achète le bois sur pied au propriétaire et dispense une formation courte sur le site du chantier. L'objectif est de 120 stères.

Ce premier exemple est réalisé sur la base d'un fort engagement bénévole du collectif, d'une convention de formation, et d'une subvention d'exploitation. On obtient un tarif de 43 €/ stère livré sec. Cet exemple est une simulation qui n'est pas représentative des chantiers réalisés en 2011 et 2013 par l'association.

Exemple de calcul avec prise en charge du bois bord de route par le collectif, chantier avec subvention d'exploitation et formation									
	Cout/stère		Crédit	Débit					
Convention de formation du professionnel référent	-11,48		1400			Parcelle de 2 ha			
Subvention formation FEADER	0,00								
subvention conversion taillis en futaie	-26,23		3200			pour 24 livraisons de 5 stères			
Subvention à but environnemental	0,00								
Aides défenses des forêts contre les incendies	0,00					Objectif : 122 steres			
Réalisation du PSG ou CBPS	3,28			400					
vente bois d'œuvre	0,00								
Achat du bois sur pied	4,92			600					
cout brut main d'œuvre	56,56			6900					
Location combiné buche pro 4 jour	4,92			600					
valorisation des sous produits	2,05		250						
frais réels bénévoles (essence + location)	9,02			1100					
Participation benevole au smic	-19,74		2408						
évaluation smic net : 8 E		8							
prix de vente (valorisant bénévolat)	23,30		7258	9600					
prix de vente (sans compter bénévolat)	43,03		4850	9600					
<b>bénévolat du collectif, liste des actions</b>									
	actifs	adhérents	total						
pré-visites et diagnostic parcelles	20		20						
organisation, coordination, animation	30		30						
réunion de lancement chantier	10	40	50						
comptabilité et prise des commandes	20		20						
aide au débusquage		12	12						
aide au débardage		12	12						
Recoupe et refente avec combiné chargement		40	40						
transport camion benne 8 steres (1h aller et retour)		15	15						
fagoteage sur la place de stockage		24	24						
Ramassage des sous-produits		12	12						
mise en forme et livraison des sous-produits		12	12						
nettoyage parcelle et chemins, état des lieux		10	10						
chargement des camions 8 steres de livraison		24	24						
livraison des adhérents		20	20						
<b>TOTAL heures de bénévolat</b>	80	221	301						
Nombre de personnes	6	24							
Soit une moyenne de 7,3 heures de benevolat par adhérent									
Et un supplément de 13,4 heures de benevolat par membre actif									
	jour travail	formation	stères/jour/pers	nbre bucherons	nbre de stères	budget/jour	cout total	Coût/stère	
formateur et responsable chantier	7	2	4,5	1	27	300	2700	66,7	
professionnels avec matériel et consommables	5		6	2	60	300	3000	50,0	
bucheron apprenti (avec tronçonneuse et EPI)	5		3	1	15	120	600	40,0	
agriculteur apprenti (avec tronçonneuse et EPI)	5		4	1	20	120	600	30,0	
			total	5	122		6900	56,6	

Ce deuxième exemple, plus réaliste présente un chantier sans subvention et avec moins d'implication bénévole de la part du collectif. Il correspond au mode d'organisation envisagé pour le chantier de décembre 2013.

L'abattage et le débardage à la brouette à chenille sont réalisés par le responsable du chantier et deux auxiliaires. Le débardeur à cheval assure le débusquage. Le bois est fournis bord de route au collectif, en billons de 1 m. Le collectif réalise bénévolement la refente et le rangement. La livraison sera assurée par un professionnel. Le budget est de 74 € / stère (en 50 cm) livré sec.

frais fixes bord de route	coût transport	nbre de jours d'utilisation	location journalière + consommables	total		budget par stère
				0		
déplacement visite parcelle	150			150		1,25
brouette à chenille	150	6	50	450		3,75
conducteur tracteur et gyrobroyeur	100	1	300	400		3,33
débardeur + cheval	100	6	250	1600		13,33
Bucheron formateur	150	6	250	1650		13,75
Bucheron prestataire local		6	250	1500		12,50
Bucheron agriculteur local		6	150	900		7,50
			total des frais bord de route	<b>6650</b>		<b>55,42</b>
Budget bord de route	nombre de stères	tarif stères bord de route				
vente des stères	120	60		7200		60,00
budget formation non compté						0,00
			total budget bord de route	7200		60,00
Frais fixes refente et rangement par le collectif	coût transport	nbre de jours d'utilisation	location journalière + consommables			
tracteur	100	4	120	580		4,83
fendeuse		4	30	120		1,00
			total frais refente et rangement	<b>700</b>		<b>5,83</b>
Frais fixes livraison	coût transport	nbre de jours d'utilisation	location journalière + consommables			
vehicule		6	100	600		5,00
remorque + grue		6	30	180		1,50
professionnel livraison		6	150	900		7,50
			total frais livraison	<b>1680</b>		<b>14,00</b>
Budget refente rangement livraison	120	14		1680		14,00
coût total/stère		<b>75,25</b>	budget total/stère		74,00	



## 12 Conclusion

Ce mémoire aura permis de rassembler des réflexions concernant la création de modèles de gestion forestière responsable, solidaire, écologique et impliquant les citoyens. Les différentes thématiques abordées, appuyées sur l'expérimentation Drômoise, aideront les animateurs à identifier des contraintes qui pourraient en freiner la concrétisation, ainsi que des forces qui pourraient en favoriser l'émergence. L'étude du contexte et du besoin local est déterminant avant d'envisager un tel projet sur un nouveau territoire.

Il présente des outils pour accompagner les propriétaires qui souhaitent s'engager pour une amélioration de leur forêt. Il montre des moyens pour passer le cap de la première intervention souvent déficitaire dans une parcelle qui n'a pas été gérée depuis longtemps. Dans ce cas, le prix de vente du bois bûche qu'acceptent les consommateurs locaux demeure un élément déterminant du modèle économique des premiers chantiers. Toutes les formes de valorisation des autres produits forestiers (compatibles avec une gestion durable) sont envisageables afin de compléter cette ressource. L'engagement du propriétaire est à considérer comme un investissement, surtout si sa parcelle a un potentiel pour produire du bois à forte valeur ajoutée, ou pour tout autre projet qui sera favorisé par une coupe sélective et dirigée. Un collectif local peut lui apporter un réseau de professionnels et de consommateur, mais sa participation active dans l'animation d'un collectif est à mon avis déterminante, car elle le replace dans son rôle de gestionnaire d'un bien durable, voire de maître d'ouvrage.

Des contraintes légales et fiscales, liées aux activités commerciales d'achat-revente du bois, sont résolues dans les modèles où celles-ci ne sont plus portées directement par une association. En temps que mandataire du propriétaire et des particuliers, cette association peut cependant rester au cœur de l'organisation du collectif. Le mandat d'un propriétaire est une pratique courante dans la filière. Le regroupement de propriétaires en association loi de 1901 ou en syndicale libre de gestion forestière (ASLGF) fonctionne déjà sur tout le territoire français. Il permet de travailler ensemble autour de valeurs communes, et il est compatible avec la notion de collectif présenté dans ce mémoire. Dans le cas d'une animation portée par les consommateurs, une organisation de type affouagère en forêt privée, employant des professionnels, est aussi une piste à développer.

La flexibilité qu'apportent les différents modèles permet de s'adapter au mieux aux ressources locales pour l'animation et la prise de responsabilités ; qu'ils soient bénévoles, forestiers ou animateurs territoriaux. Les aides à l'amélioration de la valeur économique des forêts sont encore accessibles dans certains départements. Les critères d'éligibilités peuvent aussi influencer le choix d'organisation. Les contrats et le cahier des charges responsabilisent le collectif, ils rassurent le propriétaire, tout comme l'intervention de professionnels expérimentés.

L'animation d'un collectif apporte aux professionnels un réseau local de personnes rassemblées autour de valeurs communes. Elle dégage une valeur ajoutée qui leur permet de se perfectionner, de transmettre des compétences ainsi que leur passion, donc aide à une reconnaissance de leur action positive pour l'avenir des forêts. La transmission de savoir-faire aux futurs acteurs de la filière bois locale est cruciale dans un contexte de forte mécanisation de l'exploitation forestière. Il peut donc être organisé des formations sur le site du chantier, ce qui suppose un statut d'organisme de formation, ou simplement d'apprendre en travaillant légalement en présence de professionnels plus expérimentés. Enfin, l'organisation d'un chantier collectif implique une participation active et des compromis de la part des professionnels, pour mutualiser l'utilisation d'un matériel de débardage et de transport performant.

Il est impossible d'affirmer que ce mémoire a exploré toutes les pistes possibles. Il se situe dans le contexte particulier de la vallée de la Drôme, et répond à un ensemble d'objectifs, sans concessions. Cette initiative est innovante dans le cadre de la gestion forestière. Elle s'est inspirée de réussites parmi d'autres secteurs de l'économie sociale et solidaire. Elle permettra d'aller plus loin dans l'échange avec les autres acteurs du développement territorial dans le secteur forêt-bois.

## 13 Références bibliographiques

ADEM Drôme. Débroussaillage pastoral dans la Drôme, 2009.

Boissier (Jean Michel). 2010. Catalogue des types de stations forestières du massif du Vercors et de ses bordures. Edition Rhône-Alpes -261 p.

CRPF PACA. 2009. Fiche 424104. Quels sont les coûts du bois bûche en région Provence Alpes Côte d'Azur ? <http://www.ofme.org/foret-privee/fiches.php>

CRPF Rhône-Alpes.2008. Forêts de la DRÔME. Sources : Inventaire Forestier National 1996 – Cadastre 1997

Esmenjaud (Emmanuelle). 2011. Les structures de regroupements des propriétaires forestiers. Synthèse juridique comparative. CRPF Paca-CRPF Rhône-Alpes. Fiche établie lors du stage ingénieur AGROPARISTECH.

Esmenjaud (Emmanuelle). 2011. Les associations syndicales de gestion forestière : analyse de leur opérationnalité. Application au sud-est de la France, réalisation d'une boîte à outils. CRPF Paca-CRPF Rhône-Alpes. Nancy : AGROPARISTECH (mémoire de fin d'études).

Etat des lieux économique de la filière forêt-bois en Sud Rhône-Alpes, 2eme assises Sud Rhône-Alpes - Filière Forêt-Bois - 2 décembre 2010.

FIBOIS.2013.Règles d'hygiène et de Sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles.

FIBRA. 2013. Les offres et demandes d'emploi dans la filière forêt-Bois dans la Drôme 2011/2012.

FOGEFOR. Règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles. 02/09/2011. Consultation aout 2013. [http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/voirief\\_regle\\_hygiene\\_securite\\_chantier.pdf](http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/voirief_regle_hygiene_securite_chantier.pdf)

FOGEFOR. Commercialisation et exploitation du bois. Généralités. 02/09/2011. Consultation aout 2013. [http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/combois\\_generalites.pdf](http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/combois_generalites.pdf)

FOGEFOR. L'organisation et la gestion des chantiers. 02/09/2011. Consultation aout 2013. [http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/voirief\\_organisation\\_gestion\\_chantiers.pdf](http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/voirief_organisation_gestion_chantiers.pdf)

FOGEFOR. Les points à examiner avant une coupe de bois. 02/09/2011. Consultation aout 2013. [http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/voirief\\_reconnaissance\\_coupe.pdf](http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/voirief_reconnaissance_coupe.pdf)

FOGEFOR. Les différents travaux concernés par la relation maîtrise d'œuvre – maîtrise d'ouvrage. 02/09/2011. [http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/combois\\_forestier\\_maitre\\_ouvrage\\_travaux.pdf](http://www.crfp-limousin.com/sources/files/FOGEFOR/combois_forestier_maitre_ouvrage_travaux.pdf)

France bois bûche Rhône Alpes. Cahier des charges de la marque France bois bûche Rhône Alpes, 2011. 2013. [www.franceboisbuche.com](http://www.franceboisbuche.com).

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE.2009. NOTE DE SERVICE SG/SAFSL/SDTPS/N2009-1523. Objet : accidents du travail survenus lors de travaux forestiers et sylvicoles.

MSA. 2012. Les risques liés aux machines agricoles en chiffres. 2002-2012. <http://www.referencessante-securite-msa.fr>

Prévost (Jean). 2010. Structuration de la filière forêt-bois dans la basse vallée de la Drôme. Nancy : AGROPARISTECH – 164 p (mémoire de fin d'études).

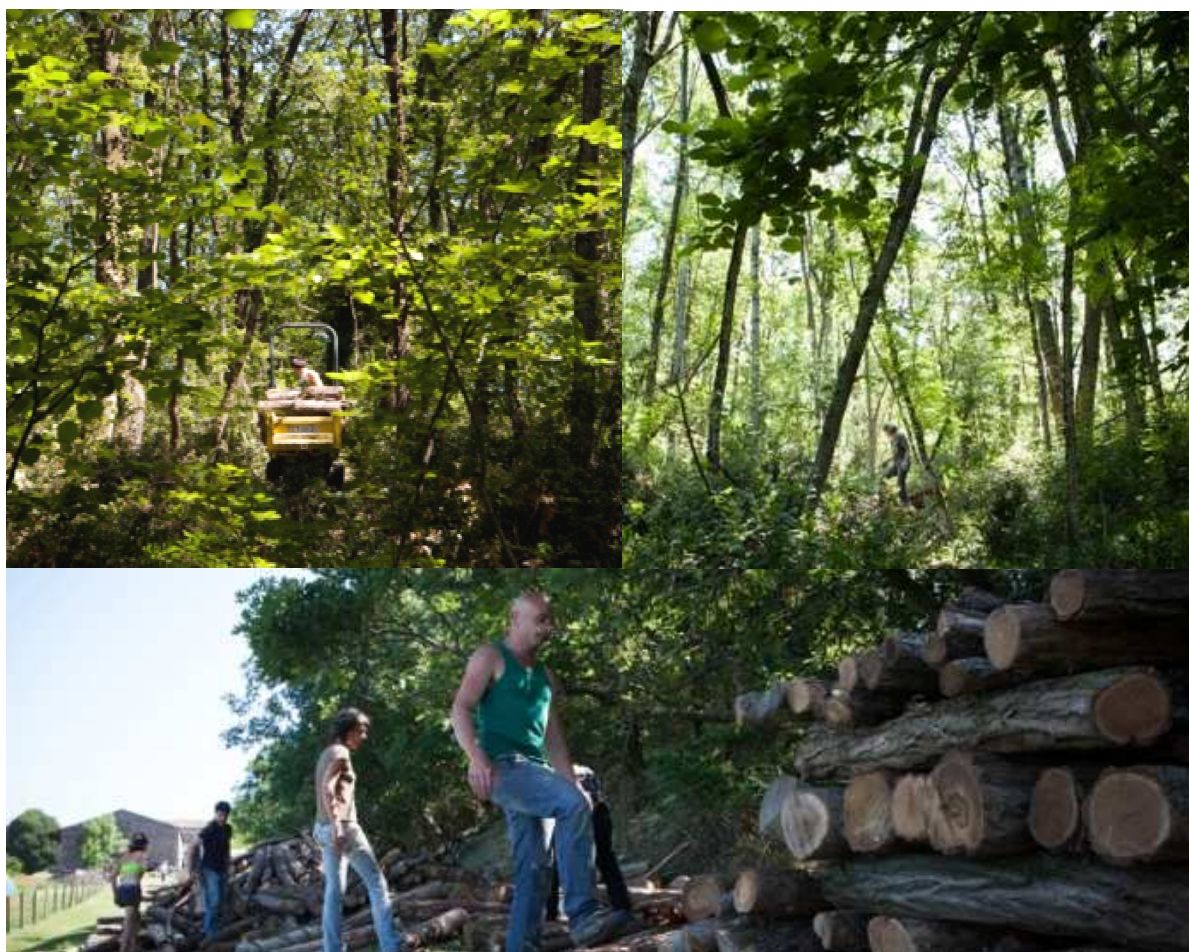
SARA. 2010. Fonctionnement interne d'une association. *Adaptez votre fonctionnement au projet associatif*. [www.reseau-sara.org](http://www.reseau-sara.org). Consultation juin 2013

## 14 Contacts

Prénom, Nom	Structure	Adresse	Téléphone	Email
Pascale Laussel	Association Dryade	10 rue Archinard 26400 CREST	0811 26 00 64	Contact@dryade26.org
Etienne Decle	Groupeement foncier rural de la Pierre Ecrite. coordinateur du collectif bois bûche du Buech.	Le Rousset Arzelier 05300 LARAGNE MONTEGLIN		Etienne.decle@wanadoo.fr

*Etude de modèles organisationnels, économiques et juridiques pour la  
création de circuits courts participatifs concernant le bois bûche.*

*Application au territoire de « Biovallée® ».*



## **ANNEXES**

Arnaud Duprez, 2012-2013

Septembre 2013

## **15. TABLE DES ANNEXES**

<b>1. Argumentaire Dryade « De quel bois je me chauffe ? »</b>	<b>p.65</b>
<b>2. Cahier des charges travaux forestiers Dryade version 030913</b>	<b>p.68</b>
<b>3. Contrat tripartite propriétaire-Dryade-exploitant 030913</b>	<b>p.69</b>
<b>4. Description contractuelle de l'achat collectif de bois sur pied 030913</b>	<b>p.73</b>
<b>5. Mandat de délégation du propriétaire à l'association 030913</b>	<b>p.74</b>
<b>6. Contrat de vente sur pied + mandat délégation particulier association 030913</b>	<b>p.75</b>
<b>7. Contrat d'entreprise du collectif au chef de chantier 030913</b>	<b>p.80</b>
<b>8. Description contractuelle de l'achat collectif à un propriétaire 030913</b>	<b>p.85</b>
<b>9. Description schématique du fonctionnement en SCIC 030913</b>	<b>p.86</b>
<b>10. Modèle de fiche de chantier</b>	<b>p.87</b>
<b>11. Notice d'information sur l'éligibilité aux subventions 122 A et 122 B du Plan de Développement Rural Hexagonal</b>	<b>p.90</b>





## Pourquoi et comment gérer une forêt avec Dryade ?

### L'origine de Dryade et du projet « De quel bois je me chauffe »

**Dryade est née en 2011 d'un besoin local d'autonomie et pour favoriser une gestion forestière responsable, solidaire et écologique. Elle s'intéresse dans un premier temps au bois bûche.**

La Drôme est couverte à 49% de forêts. Mais la valeur du bois y est généralement faible. Les exploitants forestiers locaux qui vendent du bois de chauffage ont une marge réduite. Ils importent une bonne majorité du bois d'autres régions. Les taillis locaux sont exploités suivant la traditionnelle coupe rase, plus rentable. Cela maintient la forêt à un stade juvénile et ne lui permet pas de s'améliorer vers des débouchés plus rentables. De plus, elle cause souvent des conflits avec le voisinage concernant l'état des chemins, le paysage, etc. Beaucoup de propriétaires préfèrent donc ne pas intervenir. Pourtant, il est possible de prélever du bois en observant, sélectionnant les arbres à couper et apportant du soin à la forêt.



**La récolte sélective permet d'extraire du bois bûche local, d'améliorer la valeur économique et écologique de la forêt, et de générer des emplois de qualité.**

Dryade est une association d'intérêt général qui apporte des moyens aux forestiers, propriétaires forestiers, et citoyens pour développer ensemble ce mode de gestion et supporter la surcharge de travail manuel induite. Pour les propriétaires, c'est devenir responsable, dans la durée, de la gestion de cet espace naturel. Pour les forestiers, c'est sortir du dilemme entre respect de la forêt et contraintes économiques. Pour les consommateurs, c'est découvrir la forêt et le métier de forestier.

Les 3 piliers de l'action sont :

- Une gestion écologique, pérenne et rentable de la forêt.
- La création d'activité par la transmission des méthodes et du savoir-faire.
- L'implication de tous les usagers dont les consommateurs de bois bûche.



## L'intérêt d'une gestion à long terme de la forêt

Dans les usages locaux, le taillis est coupé à ras tous les 40 ans. C'est un travail rapide et simple pour le forestier. Cela apporte un gain financier immédiat au propriétaire, mais appauvrit la forêt et induit une perte de tous les usages de la forêt. Différente, la gestion écologique de la forêt implique une coupe tous les 6 à 12 ans. Pour le forestier, le travail est plus intéressant, plus délicat aussi. Cela lisse les revenus du propriétaire et offre un maintien de son capital forestier à long terme. Le couvert forestier est maintenu, la forêt est plus claire, plus pénétrable pour ses usagers.

Une gestion à long terme consiste à<sup>1</sup> :

- Favoriser la diversité des essences, et donc la diversité de la faune et de la flore associée, pour résister aux aléas climatiques ou aux parasites.
- Favoriser la croissance des arbres pour l'avenir, en fonction du potentiel de la forêt et des besoins d'usage locaux.
- Recourir à plus de savoir-faire forestier et moins de matériel et d'énergie.

Le maintien d'un couvert boisé permet de :

- Protéger les sols et l'eau.
- Réduire l'apparition de plantes invasives.
- Ralentir l'évolution de l'environnement et du paysage.
- Entretenir l'ambiance forestière pour les loisirs, la faune et la flore.
- Favoriser les autres produits forestiers.

**Tout le bois produit par la terre n'a pas pour vocation à être brûlé, scié ou transformé. Mettre en valeur la forêt consiste à conserver l'ambiance forestière et à favoriser les arbres d'avenir. La récolte coûte plus cher mais Dryade propose des moyens pour compenser.**

## Adapter la logique des AMAP à la forêt ?



Dans les AMAP, les consommateurs s'engagent dans la durée auprès du paysan sur l'achat de produits alimentaires locaux de qualité, facilitant l'organisation et la commercialisation de ce dernier.

**Dryade adapte ce concept en créant du lien entre acteurs de la forêt. Le surcroît de travail lié à la gestion écologique est compensé par une moindre rémunération court terme du propriétaire, du bénévole et une trésorerie facilitée par les consommateurs.**

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir le site [prosylvia.fr](http://prosylvia.fr) et [reseau-relier.org/Foret-Programme](http://reseau-relier.org/Foret-Programme)





**La mise en œuvre sur le terrain**

Lors d'une première visite de la forêt, nous étudions ensemble son potentiel d'amélioration ainsi que les moyens possibles de débardage et les accès.

Lors du chantier, au maximum un quart du bois est prélevé selon la densité et la hauteur. Les arbres à valoriser sont identifiés (valeur économique, écologique). Les arbres qui les gênent, ainsi les arbres malades ou à maturité sont coupés à raz du sol et d'un seul trait. La date des coupes est adaptée aux flux de la sève.



**L'objectif principal est d'améliorer la forêt en sortant du bois, majoritairement en bûches, et de transmettre ce savoir-faire localement.**

Le chantier commence par une observation dirigée du milieu. Le chantier est sous la responsabilité d'un exploitant ou entrepreneur de travaux forestiers.

Tracteurs et remorques sont utilisés sur les chemins et les routes.

Des équipements de débardage légers sont choisis en fonction de la nature du sol forestier et de la densité des arbres, pour réduire les dégâts d'exploitation.

Si possible, le bois est stocké à proximité d'un lieu habité, pour éviter le vol.

Des temps de sensibilisation et de formation sont dirigés par un bûcheron formateur expérimenté.

### **L'action de Dryade auprès d'un propriétaire**

- Une visite sur le terrain et des conseils pour envisager la coupe et le débardage dans une partie de la forêt, suivant ses particularités.
- Des modèles d'organisation, juridiquement et économiquement viables, pour accompagner les exploitants locaux vers l'« AMAP bois bûche ».
- Des temps de formation et de transmission du savoir faire en gestion douce, auxquels le propriétaire est invité, chez d'autres adhérents ou dans sa forêt.
- Si le propriétaire souhaite restaurer un pâturage, une terre agricole enfrichée ou un écosystème fragile, Dryade peut apporter son soutien.
- Si besoin, la réalisation d'un plan de gestion officiel, et des conseils pour accéder à plusieurs niveaux de subventions.

**Pour nous contacter : Association Dryade, 10 rue Archinard, 26400 Crest  
tel : 0811 26 00 64 , mail : [contact@dryade26.org](mailto:contact@dryade26.org)**



## Cahier des charges travaux forestiers

Version 03/09/13

L'abattage est réalisé par un professionnel habilité et assuré pour la réalisation de travaux forestiers. La sélection est réalisée lors d'un marquage préalable ou au fur et à mesure de la coupe, si besoin assistée par un forestier compétent en écologie forestière.

### Sélection et intensité du prélèvement :

Il est prélevé environ 1/4 du bois en volume ou 1/3 des tiges selon la densité et la hauteur.

L'éclaircie est au profit :

- des arbres structurant l'écosystème,
- des arbres ayant capacité à être semencier,
- des arbres ayant un potentiel de bois d'œuvre,
- des arbres d'essence secondaire, qui augmentent la diversité,
- des arbres remarquables, de valeur paysagère ou historique. Leur état sanitaire sera diagnostiqué suivant les indications disponibles lors de la coupe et communiqué au propriétaire,
- Si possible, les arbres formés en « trognes » ou en « têtards » seront taillés afin de maintenir cet état.

Au moins 30 % du bois mort sera laissé sur place. Les arbres morts et habités par la faune doivent être laissés sur pied. Les arbres dépérissants sont coupés au profit des arbres en bonne santé.

Le forestier veillera à maintenir la continuité de la couverture boisée entre les houppiers afin de préserver l'ambiance forestière. Il est possible de réaliser quelques trouées, ou d'éclaircir fortement pour favoriser une régénération par bouquet ou pour favoriser un arbre remarquable.

Techniques de coupe : Les souches sont coupées à raz du sol et d'un seul trait, en abattage manuel. Les branches de diamètre inférieur à 6 cm sont découpées afin d'être en contact avec le sol. Les branches sont coupées à raz du tronc pour faciliter le débardage et le rangement.

Règles de sécurité : Le périmètre de sécurité doit être clairement balisé pendant le chantier, suivant les normes en vigueur. Seules les personnes habilitées sont autorisées à pénétrer cette zone pendant le chantier. La fiche de chantier doit être établie avant le démarrage du chantier et transmise à chaque professionnel. Les travailleurs utilisant des tronçonneuses doivent porter les équipements individuels de protection adaptés.

Techniques de débardage : Les engins exerçant une pression supérieure à 300g/cm<sup>2</sup> sont cantonnés aux pistes de débardage et aux chemins. Le débardage doit être réalisé sans frotter les troncs des arbres qui seront laissés sur pied et en évitant les zones de régénération. Pour les forêts à sensibilité paysagère le tracé des layons ne doit pas suivre les limites géométriques des parcelles, mais les courbes et les replats naturels du terrain. Si possible, et en accord avec le propriétaire, restauration des anciens chemins de débardage.

Consommables : Utiliser les huiles végétales. Utiliser si possible les carburants sans benzène et toluène.

Dates du chantier : Les coupes auront lieu entre le 15 septembre et le 15 mars (15 août - 15 avril en altitude), en lune descendante et si possible décroissante. Les périodes de nidification des oiseaux sont exclues. En fonction de la météo, et particulièrement en cas de sols saturés d'eau, le chantier peut être reporté.



## Contrat tripartite de vente de bois sur pied

### Entre les soussignés,

Madame ou Monsieur ....., demeurant à ....., agissant en son nom  
ci-après dénommé "le vendeur",

L'association Dryade, 10 rue Archinard, Crest, en temps que rédacteur du présent contrat et organisateur  
d'activités à but non lucratif en rapport à la sylviculture et aux métiers de la forêt,

et Mr ....., (nom et raison sociale, numéro de SIRET) ci-après dénommé "l'acquéreur", adhérent de  
l'association Dryade, Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**Le vendeur cède aux clauses et conditions ci-après, à l'acquéreur qui accepte, une coupe de bois sur pied lui appartenant.**

### 1. DESIGNATION DE LA COUPE :

La coupe est située :

Sur la commune de : .....

Au lieu-dit : .....

Sur la parcelle (cadastrale) n° : .....section ..

Sa superficie est de : environ .... Hectares.

Son emplacement et les limites de la coupe sont indiqués sur le croquis paraphé (ou extrait du plan cadastral),  
annexé au présent contrat. Il sera aussi mentionné les accès qui sont mis à la disposition de l'acheteur et la place  
de dépôt. Les limites de la coupe, les accès et l'emplacement de la place de dépôt seront matérialisées  
physiquement avant le démarrage du chantier.

**Le vendeur s'engage à fournir, avant la signature de ce contrat, tous les documents fonciers en sa possession en  
rapport à la parcelle et à la voirie et à signaler toute particularité à prendre en compte pour l'organisation des  
travaux forestiers et de la vidange du bois.**

### 2 / CAHIER DES CHARGES D'EXPLOITATION - EVACUATION DES PRODUITS :

L'exploitation de la coupe ne pourra commencer que lorsque l'autorisation en aura été donnée par le vendeur.

L'acquéreur s'engage à respecter les consignes suivantes :

L'abattage est réalisé par un professionnel habilité et assuré pour la réalisation de travaux forestiers. La sélection  
est réalisée lors d'un marquage préalable ou au fur et à mesure de la coupe, si besoin assistée par un forestier  
compétent en écologie forestière.

#### Sélection et intensité du prélèvement :

Il est prélevé environ 1/4 du bois en volume ou 1/3 des tiges selon la densité et la hauteur.

L'éclaircie est au profit :

- des arbres structurant l'écosystème,
- des arbres ayant capacité à être semencier,
- des arbres ayant un potentiel de bois d'œuvre,

- des arbres d'essence secondaire, qui augmentent la diversité,
- des arbres remarquables, de valeur paysagère ou historique. Leur état sanitaire sera diagnostiqué suivant les indications disponibles lors de la coupe et communiqué au propriétaire,
- Si possible, les arbres formés en « trognes » ou en « têtards » seront taillés afin de maintenir cet état.

Au moins 30 % du bois mort sera laissé sur place. Les arbres morts et habités par la faune doivent être laissés sur pied. Les arbres dépérissants sont coupés au profit des arbres en bonne santé.

Le forestier veillera à maintenir la continuité de la couverture boisée entre les houppiers afin de préserver l'ambiance forestière. Il est possible de réaliser quelques trouées, ou d'éclaircir fortement pour favoriser une régénération par bouquet ou pour favoriser un arbre remarquable.

Techniques de coupe : Les souches sont coupées à raz du sol et d'un seul trait, en abattage manuel. Les branches de diamètre inférieur à 6 cm sont découpées afin d'être en contact avec le sol. Les branches sont coupées à raz du tronc pour faciliter le débardage et le rangement.

Règles de sécurité : Le périmètre de sécurité doit être clairement balisé pendant le chantier, suivant les normes en vigueur. Seules les personnes habilitées sont autorisées à pénétrer cette zone pendant le chantier. La fiche de chantier doit être établie avant le démarrage du chantier et transmise à chaque professionnel. Les travailleurs utilisant des tronçonneuses doivent porter les équipements individuels de protection adaptés.

Techniques de débardage : Les engins exerçant une pression supérieure à 300g/cm<sup>2</sup> sont cantonnés aux pistes de débardage et aux chemins. Le débardage doit être réalisé sans frotter les troncs des arbres qui seront laissés sur pied et en évitant les zones de régénération. Pour les forêts à sensibilité paysagère le tracé des layons ne doit pas suivre les limites géométriques des parcelles, mais les courbes et les replats naturels du terrain. Si possible, et en accord avec le propriétaire, restauration des anciens chemins de débardage.

Consommables : Utiliser les huiles végétales. Utiliser si possible les carburants sans benzène et toluène. Procéder à l'entretien des engins mécaniques autant que possible hors de la forêt et en tout cas à l'écart des cours d'eau, plans d'eau, fossés et zones humides, récupérer les huiles (moteur, hydraulique...) et les déchets non bois générés par l'activité d'exploitation forestière ; procéder à l'élimination des déchets non recyclables selon les filières appropriées et prendre des dispositions pour le recyclage des autres déchets.

Dates du chantier : Les coupes auront lieu entre le 15 septembre et le 15 mars (15 août - 15 avril en altitude), en lune descendante et si possible décroissante. Les périodes de nidification des oiseaux sont exclues. En fonction de la météo, et particulièrement en cas de sols saturés d'eau, le chantier peut être reporté.

Préservation des sols et de l'eau : l'exploitant s'engage à tenir compte des conditions météorologiques pour choisir la période d'intervention et organiser le chantier. Utiliser des matériels adaptés aux conditions locales et organiser le chantier de façon à limiter l'impact de son activité sur les sols (particulièrement en utilisant les cloisonnements lorsqu'ils existent...) ; respecter les sources, les captages d'eau potable, les plans d'eau et les cours d'eau, les mares et leurs bordures ainsi que les fossés d'assainissement en évitant d'y faire tomber des arbres ou d'y laisser des rémanents et en utilisant des techniques de franchissement adaptées (par exemple, pontons mobiles) ; si besoin, rétablir les écoulements préexistants ; maintenir le matériel en bon état de fonctionnement.

### **3/ CONSIGNES PARTICULIERES DU VENDEUR**

#### **4/ ENGAGEMENT MORAL DU VENDEUR**

Le vendeur s'engage moralement à prolonger le processus d'amélioration de sa forêt à long terme, suivant un cahier des charges d'exploitation similaire au point 2/. Selon la nature du peuplement, il est conseillé de réaliser

une coupe tous les 5 à 10 ans. Lors des prochaines coupes pour du bois d'œuvre ou du bois bûche, le vendeur prendra en compte le maintien d'un couvert forestier.

## **5/ ENGAGEMENT DE L'ACQUEREUR**

Avant et pendant la durée du contrat, l'acquéreur s'engage au dialogue, à écouter, notifier et prendre en compte autant que possible, et dans le respect des règles de l'art les consignes du propriétaire et les conseils des représentants de l'association Dryade. Avant ou en cours de chantier, l'acquéreur peut demander une dérogation sur un point précis du cahier des charges ci-dessus. Cette dérogation sera demandée à l'association Dryade, qui en fera part au vendeur. L'acquéreur doit attendre la réponse écrite de Dryade qui autorisera ou non cette dérogation.

L'acquéreur s'engage à vendre en priorité les stères de bois issus de cette coupe aux adhérents de Dryade qui ont passé commande, suivant les clauses ci-dessous, établies d'un commun accord:

50 € TTC le stère en 1 m ou 2 m non fendu et emporté sur la place de dépôt.

Surcote de 18 € TTC le stère en 33 cm, 12 € TTC le stère en 50 cm, 7 € TTC le stère en 1 m, pour les travaux de recoupe, refente, fagottage et rangement sur le lieu de stockage.

En cas de livraison directe de bois vert en 1 m, les travaux de recoupe, refente, fagottage et rangement ne sont pas pris en compte.

La livraison des stères depuis le lieu de stockage vers l'habitation de l'adhérent est de 10 € HT par stère. Nom, adresse et téléphone de l'acquéreur mentionnés sur le bon de commande.

Les termes du paiement des travaux seront de 50 € à la commande et le solde à la livraison.

Le paiement à la livraison sera transmis au livreur lors de la réception à son domicile.

## **6/ TEMPS DE FORMATION ET SENSIBILISATION**

Le vendeur et l'acquéreur acceptent que l'association Dryade ou une association partenaire organise des temps de formation et sensibilisation, sur le lieu de la coupe. Le début et la fin de ces temps seront clairement définis avant le démarrage du chantier et distincts des temps de chantier qui sont sous la responsabilité de l'acquéreur.

Lors des temps de formation et de sensibilisation, les participants sont couverts par leur propre responsabilité civile pour les dommages qui pourraient être causés dans le cadre de la vie privée. Les associations qui portent la formation) sont couvertes en responsabilité civile dans le cadre des activités associatives.

## **6/ ENLEVEMENT DES BOIS**

L'enlèvement des bois devra être achevé pour le .. /.. /....

Sauf cas de force majeure, un mois après le délai ci-dessus fixé et après avertissement de l'acquéreur, les bois restant sur la coupe seront supposés abandonnés par l'acquéreur et le vendeur pourra en disposer comme bon lui semble.

En cas de stockage du bois par l'acquéreur sur un espace de stockage désigné par le vendeur à titre gracieux, les bois devront être évacués au plus tard le .. /.. /....

## **7/ PRIX – RECEPTION :**

Le paiement de la vente est à verser par l'acquéreur au vendeur. *Rayer les mentions inutiles.*

A/ Vente à l'unité de produit en numéraire, de .. stères pour un montant de .. euros le stère sur pied.

Le dénombrement des stères étant effectué lors d'une réception contradictoire avant le .. /.. /....

B/ X stères de bois sur pied sont cédés gratuitement pour réaliser une coupe d'amélioration au profit des arbres en réserve appartenant au vendeur, dans le respect du cahier des charges ci-dessous.

C/ Le vendeur reçoit un paiement en nature, dans le respect du cahier des charges ci-dessous. L'acquéreur remet au vendeur :

- .. stères de bois appartenant à l'acquéreur, façonnés en 33cm/50cm/1 m et livrés sur le lieu de stockage prévu, suivant le cahier des charges ci-dessous, soit l'équivalent en numéraire de .. euros.
- .. grumes appartenant au vendeur, sélectionnées lors du martelage, abattues, façonnées, débardées, façonnées et empilées sur le lieu de stockage, suivant le cahier des charges ci-dessous, soit l'équivalent en numéraire de .. euros.

D/ L'acquéreur s'engage à restaurer pour le compte du vendeur .. m d'anciens chemins de débardage au cours du chantier, soit l'équivalent en numéraire de .. euros.

Dans le cas d'un paiement en nature le VENDEUR prendra possession du bois lui revenant dès que la réception contradictoire sera achevée.

Montant total de la vente du bois sur pied : ... euros

## **8/ REGLEMENT :**

A la signature du présent contrat, l'acquéreur verse au comptant un acompte de .. euros.

Le solde sera réglé lors de la réception contradictoire et en tout état de cause, avant l'enlèvement des bois.

En l'absence de règlement à l'une des échéances, la vente sera résolue de plein droit si bon semble au propriétaire. A défaut d'user de cette faculté, les sommes restant due sont dans tous les cas assorties d'un intérêt légal calculé à compter de la date d'échéance.

## **9/ RESPONSABILITE DE L'ACQUEREUR :**

L'acquéreur est responsable, tant vis-à-vis des tiers que du vendeur, de tous les dommages ou délits causés au cours de l'abattage, du façonnage, du débardage ou de l'enlèvement des bois.

L'acquéreur sera notamment contraignable au paiement des restitutions, dommages indemnités et amendes encourus par lui-même ou par ses aides (collaboration de salariés ou d'entraides agricoles) travaillant à cette exploitation et au transport des produits de la coupe.

En cas de dégradations constatées sur le parterre de la coupe et entre la coupe et le lieu de stockage des stères, une remise en état des lieux devra être effectuée aux frais de l'acquéreur. L'acquéreur doit respecter tous les arbres marqués en réserve sur la coupe et de ne leur causer aucun dommage ; tout arbre marqué en réserve et endommagé fera l'objet d'une indemnisation correspondant au préjudice causé.

L'acquéreur demeurera toujours responsable desdits aides envers le vendeur et s'engage à n'accepter leur concours que s'ils sont affiliés à un régime d'assurance sociale couvrant les risques encourus.

Les parties déclarent connaître et accepter les clauses et conditions inscrites au présent contrat et entendent s'y soumettre en connaissance de cause.

Le présent contrat est fait en autant d'exemplaires que de parties.

Fait à .....  
le .....

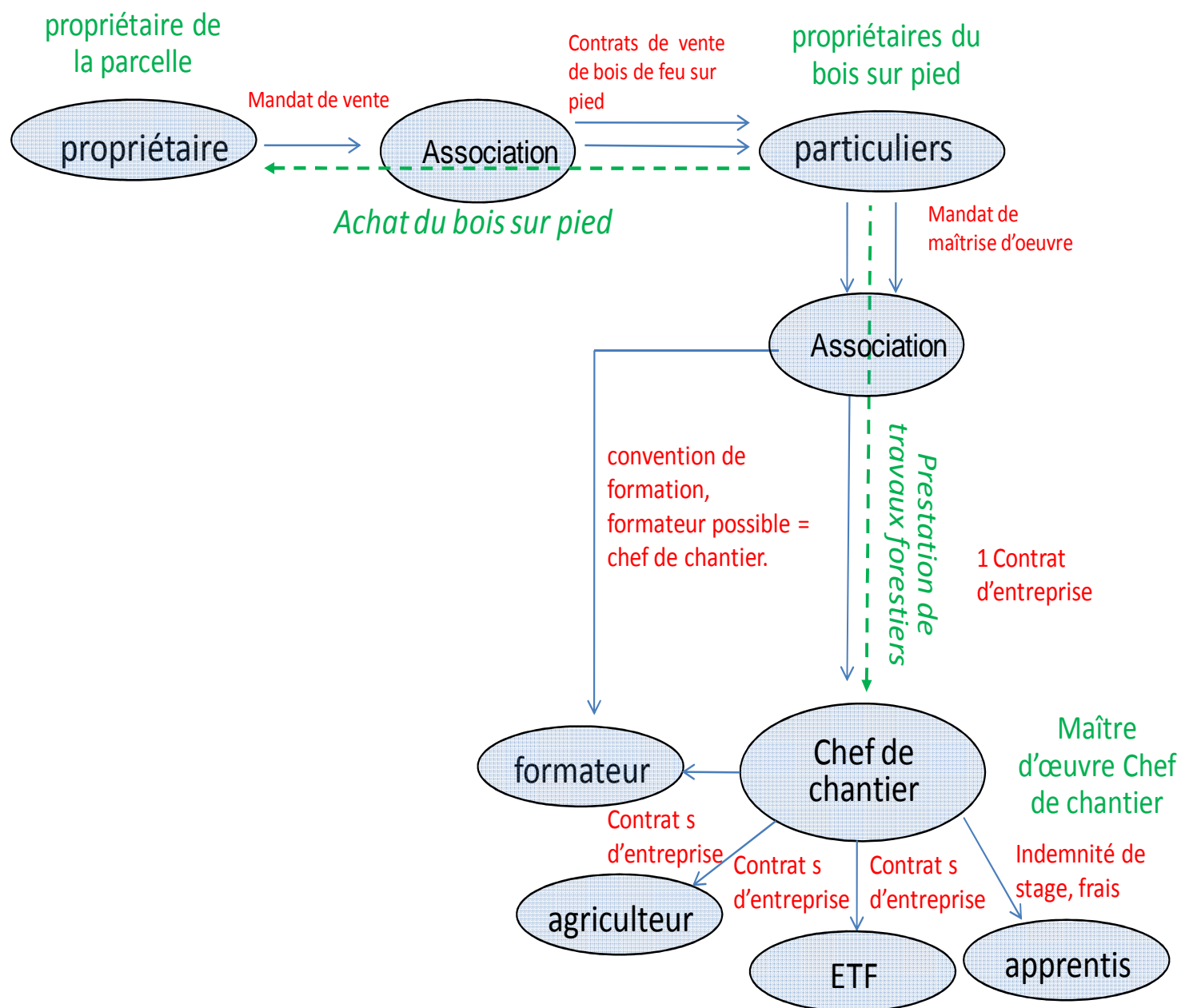
Le vendeur

L'association Dryade

L'acquéreur

***N.B. : Les parties feront précéder leur signature de la formule manuscrite "lu et approuvé"***

## Description contractuelle de l'achat collectif de bois sur pied







## Convention de mandat de vente de bois de feu sur pied à un particulier

*" Je, soussigné, Mme, Mr..... (identité et adresse du propriétaire de la parcelle) donne mandat à l'association ..... qui l'accepte, pour **en mon nom et pour mon compte** :*

- Etablir le contrat de vente de bois de feu sur pied avec les particuliers adhérents de l'association, nommés ci-dessous « l'acquéreur », modèle de contrat ci-joint,
- Signer en mon nom et pour mon compte le contrat de vente de bois de feu sur pied se trouvant sur la parcelle .., m'appartenant, sur la commune .....
- Vérifier la faisabilité, approuver et retranscrire dans le cahier des charges des consignes particulières en mon nom, et transmettre ces consignes aux acquéreurs et au chef de chantier.
- Transmettre le cahier des charges ci-joint aux acquéreurs et au chef de chantier.
- Vérifier et réceptionner le montant de la vente en numéraire ou en nature, à charge de me le reverser dans son intégralité.
- Gérer la finance, l'administration et la comptabilité de cette vente.
- D'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

La mission du mandataire prend fin :

- par le quitus délivré par le mandant, après réception contradictoire des travaux.
- par la résiliation de la convention par le mandataire ou par le mandant. Si cette résiliation a lieu après le début des travaux, les négociations et le remboursement des frais engagés par les acquéreurs et le maître d'œuvre seront à la charge de celui qui a demandé la résiliation.

**J'accepte, par l'acte de vente de bois sur pied, de transférer aux acquéreurs : la propriété du bois sur pied concerné, la responsabilité et la maîtrise d'œuvre des travaux forestiers. Je m'engage à fournir toutes les informations foncières en rapport à la parcelle concernée et à la voirie, et leurs particularités.**

**Le présent mandat est gratuit, c'est à dire sans rémunération pour le mandataire.**

**L'adhésion à l'association Dryade est préalable à la participation à toutes les activités organisées par l'association. Cette adhésion est indépendante du présent mandat.**

Fait en deux exemplaires à .....

le .....

Le mandant,

le mandataire,

## Contrat de vente de bois de feu sur pied avec un particulier

Entre les soussignés :

L'association ....., agissant en vertu du mandat reçu (copie ci-jointe annexe) **au nom et pour le compte** de Mme, Mr ....., demeurant à ....., ci-après dénommé « *le vendeur* » d'une part,

et de Mme, Mr ....., ( *adresse complète pour la livraison du bois,* *N° de téléphone*), en temps que particulier, adhérent de l'association Dryade, ci-après dénommé « *l'acquéreur* » d'autre part,

il est convenu et arrêté ce qui suit :

Le vendeur cède, suivant les clauses et conditions ci-après, à l'acquéreur, qui accepte une coupe de bois de feu sur pied pour un **usage strictement personnel** et selon les usages locaux. Le vendeur accepte, par l'acte de vente de bois sur pied, de transférer aux acquéreurs : la propriété du bois concerné, la responsabilité et la maîtrise d'ouvrage des travaux forestiers. Le vendeur s'engage à fournir toutes les informations foncières en rapport à la parcelle concernée et à la voirie, et leurs particularités.

### 1/ DÉSIGNATION DE LA COUPE

Localisation : Commune de .....

Lieu-dit .....

Section .. n° de parcelle ...

La coupe est délimitée par les limites de la parcelle ou par

### 2/ PAIEMENT – RÉCEPTION

Le paiement de la vente est à verser par l'acquéreur au mandataire, pour le compte du vendeur.

A/ Vente à l'unité de produit en numéraire, de .. stères pour un montant de .. euros le stère sur pied. Le dénombrement des stères étant effectué lors d'une réception contradictoire avant le .././....

B/ .. stères de bois sur pied sont cédés gratuitement pour réaliser une coupe d'amélioration au profit des arbres en réserve appartenant au vendeur, dans le respect du cahier des charges ci-dessous.

C/ Le vendeur reçoit un paiement en nature, dans le respect du cahier des charges ci-dessous. L'ensemble des acquéreurs remettent au vendeur :

- .. stères de bois façonnés en 33cm/50cm/1 m et livrés sur le lieu de stockage prévu, suivant le cahier des charges ci-dessous, soit l'équivalent en numéraire de .. euros. Cette somme sera intégralement payée par l'acquéreur au chef de chantier prestataire des travaux forestiers, au prorata du nombre de stères acquis par chaque acquéreur.
- X grumes sélectionnées lors du martelage, abattues, façonnées, débardées, façonnées et empilées sur le lieu de stockage, suivant le cahier des charges ci-dessous, soit l'équivalent en numéraire de .. euros. Cette somme sera intégralement payée par l'acquéreur au chef de chantier prestataire des travaux forestiers, au prorata du nombre de stères acquis par chaque acquéreur.

D/ L'ensemble des acquéreurs s'engagent à restaurer pour le compte du vendeur .. mètres d'anciens chemins de débardage au cours du chantier, soit l'équivalent en numéraire de .. euros. Cette somme sera intégralement payée par l'acquéreur au chef de chantier prestataire des travaux forestiers, au prorata du nombre de stères acquis par chaque acquéreur.

Dans le cas d'un paiement en nature, le VENDEUR prendra possession du bois lui revenant dès que la réception contradictoire sera achevée.

*Rayer les mentions inutiles.*

Montant total de la vente du bois sur pied : ... euros

### **3/ RÈGLEMENT**

Le règlement calculé d'après le dénombrement des stères sera réglé le jour de la réception contradictoire, soit au plus tard le .. /.. /....

### **4/ EXPLOITATION - ÉVACUATION DES PRODUITS**

L'acquéreur est tenu respecter le cahier des charges suivant :

#### **Cahier des charges des travaux forestiers :**

L'abattage est réalisé par un professionnel habilité et assuré pour la réalisation de travaux forestiers. La sélection est réalisée lors d'un marquage préalable ou au fur et à mesure de la coupe, si besoin assistée par un forestier compétent en écologie forestière.

#### Consignes particulières du propriétaire de la parcelle :

.....

#### Sélection et intensité du prélèvement :

Il est prélevé environ 1/4 du bois en volume ou 1/3 des tiges selon la densité et la hauteur.

L'éclaircie est au profit :

- des arbres structurant l'écosystème,
- des arbres ayant capacité à être semencier,
- des arbres ayant un potentiel de bois d'œuvre,
- des arbres d'essence secondaire, qui augmentent la diversité,
- des arbres remarquables, de valeur paysagère ou historique. Leur état sanitaire sera diagnostiqué suivant les indications disponibles lors de la coupe et communiqué au propriétaire,
- Si possible, les arbres formés en « trognes » ou en « têtards » seront taillés afin de maintenir cet état.

Au moins 30 % du bois mort sera laissé sur place. Les arbres morts et habités par la faune doivent être laissés sur pied. Les arbres dépérissants sont coupés au profit des arbres en bonne santé.

Le forestier veillera à maintenir la continuité de la couverture boisée entre les houppiers afin de préserver l'ambiance forestière. Il est possible de réaliser quelques trouées, ou d'éclaircir fortement pour favoriser une régénération par bouquet ou pour favoriser un arbre remarquable.

Techniques de coupe : Les souches sont coupées à raz du sol et d'un seul trait, en abattage manuel. Les branches de diamètre inférieur à 6 cm sont découpées afin d'être en contact avec le sol. Les branches sont coupées à raz du tronc pour faciliter le débardage et le rangement.

Règles de sécurité : Le périmètre de sécurité doit être clairement balisé pendant le chantier, suivant les normes en vigueur. Seules les personnes habilitées sont autorisées à pénétrer cette zone pendant le chantier. La fiche de chantier doit être établie avant le démarrage du chantier et transmise à chaque professionnel. Les travailleurs utilisant des tronçonneuses doivent porter les équipements individuels de protection adaptés.

Techniques de débardage : Les engins exerçant une pression supérieure à 300g/cm<sup>2</sup> sont cantonnés aux pistes de débardage et aux chemins. Le débardage doit être réalisé sans frotter les troncs des arbres qui seront laissés sur pied et en évitant les zones de régénération. Pour les forêts à sensibilité paysagère le tracé des layons ne doit pas suivre les limites géométriques des parcelles, mais les courbes et les replats naturels du terrain. Si possible, et en accord avec le propriétaire, restauration des anciens chemins de débardage.

Consommables : Utiliser les huiles végétales. Utiliser si possible les carburants sans benzène et toluène.

Dates du chantier : Les coupes auront lieu entre le 15 septembre et le 15 mars (15 août - 15 avril en altitude), en lune descendante et si possible décroissante. Les périodes de nidification des oiseaux sont exclues. En fonction de la météo, et particulièrement en cas de sols saturé d'eau, le chantier peut être reporté.

Place de dépôt :

Il est convenu entre le vendeur et l'acquéreur que pendant la réalisation du chantier, la place de dépôt soit située à l'extrémité (SUD/EST/OUEST...) de la parcelle .., à .. mètres du chemin communal .., sur le bord du layon.

Emplacement du lieu de stockage :

Il est convenu entre le vendeur et l'acquéreur que le bois appartenant à l'acquéreur sera stocké sur la parcelle ..., à l'emplacement indiqué par le vendeur, pendant une durée maximale de 2 ans après la fin du chantier. Le vendeur sera consulté et donnera son accord pour définir les dates de l'enlèvement du bois.

Refente et rangement des stères de bois :

Il est convenu entre le vendeur et l'acquéreur que la refente et le rangement du bois seront réalisés sous la responsabilité de l'acquéreur, sur la place de dépôt / à l'emplacement du lieu de stockage (rayer la mention inutile).

Réception contradictoire :

La réception contradictoire aura lieu sur la place de dépôt / à l'emplacement du lieu de stockage (rayer la mention inutile) en présence du chef de chantier et d'un représentant de l'association.

## **5/ DÉLAIS**

Les travaux sylvicoles ne pourront commencer que lorsque l'autorisation en aura été donnée par le vendeur, que les contrats de vente, conventions de mandats et contrats d'entreprise auront été signés.

L'enlèvement des bois vers le lieu de stockage devra être achevé pour le .. /.. /....

Sauf cas de force majeure, un mois après le délai ci-dessus fixé, les bois restant sur la coupe seront supposés abandonnés par l'acquéreur et le vendeur pourra en disposer comme bon lui semble.

Dans le cas d'un stockage sur une parcelle appartenant au vendeur, l'enlèvement depuis le lieu de stockage devra être achevé pour le .. /.. /.... Sauf cas de force majeure, un mois après le délai ci-dessus fixé, les bois restant sur le lieu de stockage seront supposés abandonnés par l'acquéreur et le vendeur pourra en disposer comme bon lui semble.

## **6/ RESPONSABILITÉ DE L'ACQUÉREUR**

L'acquéreur est responsable, tant vis-à-vis des tiers que du vendeur, de tous les dommages ou délits causés de son fait au cours du chantier. Il déclare avoir souscrit une assurance Responsabilité Civile dans le cadre de la vie privée.

## 7/ ENGAGEMENT DE L'ACQUÉREUR

L'acquéreur s'engage à contractualiser avec le chef de chantier, pour son compte et pour son usage personnel, la prestation des travaux forestiers sous la forme d'un contrat avec un professionnel habilité et compétent pour l'abattage, le façonnage et le débardage des stères de bois de feu sur pied lui appartenant, selon le cahier des charges ci-dessus. Ce contrat transfère au professionnel la responsabilité de l'exécution des opérations qui lui sont confiées, pour le compte de l'acquéreur, dans le respect du code forestier et de la législation du travail.

### Pour information, tarifs des travaux :

Le tarif convenu pour les travaux d'abattage, façonnage, vidange et dépose sur le lieu de stockage est de 50 € TTC le stère.

Le tarif convenu pour les travaux de recoupe, refente, fagottage et rangement sur le lieu de stockage est de 18 € TTC le stère en 33 cm, 12 € TTC le stère en 50 cm, 7 € TTC le stère en 1 m.

En cas de livraison directe de bois vert en 1 m, les travaux de recoupe, refente, fagottage et rangement ne sont pas pris en compte.

L'acquéreur contractualise avec Mr ..... une prestation de travaux forestiers mentionnés ci-dessus, concernant .. stères en .. cm lui appartenant, pour un montant total de ... €, hors livraison.

Le tarif convenu pour la tournée de livraison des stères depuis le lieu de stockage vers l'habitation de l'acquéreur du bois sur pied est de 10 € TTC par stère. Ce tarif peut être ajusté en fonction du cours des énergies et en cas de livraison hors standard. Nom, adresse et téléphone de l'acquéreur ci-dessus.

Le paiement de la livraison sera transmis au livreur lors de la réception à son domicile, à la date de livraison prévue.

Les termes du paiement des travaux seront de 50 € à la commande et du solde à réception contradictoire des travaux.

Nom et raison sociale du chef de chantier :

Adresse postale :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

**7/ L'ACQUÉREUR ATTESTE SUR L'HONNEUR** que le volume total d'achat de bois sur pied contracté pour la présente année n'excède pas 40 stères y compris le présent contrat.

Fait en deux exemplaires à .....

le .....

Le vendeur,

l'acquéreur,

*les parties feront précéder leur signature de la formule manuscrite « lu et approuvé ».*



## **Convention de mandat pour la délégation de maîtrise d'œuvre de travaux forestiers**

Je, soussigné, Mme, Mr .....(identité et adresse du propriétaire du bois sur pied), propriétaire de .. stères de bois sur pied, situés sur la parcelle ... , appartenant à Mr ....., donne par le présent mandat une délégation de maîtrise d'oeuvre à l'association ..... qui l'accepte, pour **en mon nom et pour mon compte** :

- Choisir le chef de chantier prestataire des travaux forestiers et les autres prestataires.
- Conclure le contrat avec le chef de chantier concernant les travaux forestiers et la prestation décrite ci-dessous, en ce qui concerne le bois sur pied m'appartenant.
- Réceptionner le montant de la prestation en date de la signature du présent contrat, à charge de lui reverser dans son intégralité suivant les termes ci-dessous.
- Réceptionner les travaux suivant le cahier des charges qui lui aura été transmis avant la conclusion du contrat.
- paiement en mon nom des prestataires, suivant facture.
- Gestion financière administrative et comptable.
- D'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

La mission du mandataire prend fin :

- par le quitus délivré par l'assemblée des copropriétaires du bois sur pied, maître d'ouvrage, après réception contradictoire des travaux.
- par la résiliation de la convention par le mandataire ou par le mandant.

*NB : "Quitus" est le nom donné à la décision par laquelle les copropriétaires, réunis en assemblée délibérante, approuvent la gestion du ou mandataire. L'assemblée, soit "donne quitus", soit, "refuse de donner quitus".*

**Le présent mandat est gratuit, c'est à dire sans rémunération pour le mandataire.**

**L'adhésion à l'association Dryade est préalable à la participation à toutes les activités organisées par l'association. Cette adhésion est indépendante du présent mandat.**

Fait en deux exemplaires à .....

le .....

Le mandant,

le mandataire,

*Les parties feront précéder leur signature de la formule manuscrite «pour acceptation ».*

**CONTRAT D'ENTREPRISE COLLECTIF****Entre les soussignés,**

Association Dryade, agissant en temps que maître d'ouvrage délégué, en vertu du mandat reçu (copies ci-jointes en annexe) **au nom et pour le compte** des personnes suivantes :

Mrs, Mmes.....

.....,  
ci-après dénommés "le maître d'ouvrage", et copropriétaires de bois sur pied situé les parcelles .. appartenant à Mme, Mr ..... sur la commune de .....

**Et ,**

Mr ....., exploitant forestier, entrepreneur de travaux forestiers (rayer la mention inutile),

ci-après dénommé « le chef de chantier »

Il est convenu et arrêté ce qui suit : Le chef de chantier s'engage à exécuter une prestation de travaux d'abattage et de vidange pour le compte du maître d'ouvrage.

Nom et raison sociale du maître d'ouvrage délégué :

Adresse postale :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

Nom et raison sociale du chef de chantier :

Adresse postale :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

**Désignation des personnes travaillant sous la responsabilité du chef de chantier :**

Nom et raison sociale :	Nom et raison sociale :
Adresse postale :	Adresse postale :
Numéro de téléphone :	Numéro de téléphone :
Adresse mail :	Adresse mail :
Nom et raison sociale :	Nom et raison sociale :
Adresse postale :	Adresse postale :
Numéro de téléphone :	Numéro de téléphone :
Adresse mail :	Adresse mail :



L'abattage est réalisé par un professionnel habilité et assuré pour la réalisation de travaux forestiers. La sélection est réalisée lors d'un marquage préalable ou au fur et à mesure de la coupe, si besoin assistée par un forestier compétent en écologie forestière.

Consignes particulières du propriétaire de la parcelle :

.....

Sélection et intensité du prélèvement :

Il est prélevé environ 1/4 du bois en volume ou 1/3 des tiges selon la densité et la hauteur.

L'éclaircie est au profit :

- des arbres structurant l'écosystème,
- des arbres ayant capacité à être semencier,
- des arbres ayant un potentiel de bois d'œuvre,
- des arbres d'essence secondaire, qui augmentent la diversité,
- des arbres remarquables, de valeur paysagère ou historique. Leur état sanitaire sera diagnostiqué suivant les indications disponibles lors de la coupe et communiqué au propriétaire,
- Si possible, les arbres formés en « trognes » ou en « têtards » seront taillés afin de maintenir cet état.

Au moins 30 % du bois mort sera laissé sur place. Les arbres morts et habités par la faune doivent être laissés sur pied. Les arbres dépérissants sont coupés au profit des arbres en bonne santé.

Le forestier veillera à maintenir la continuité de la couverture boisée entre les houppiers afin de préserver l'ambiance forestière. Il est possible de réaliser quelques trouées, ou d'éclaircir fortement pour favoriser une régénération par bouquet ou pour favoriser un arbre remarquable.

Techniques de coupe : Les souches sont coupées à raz du sol et d'un seul trait, en abattage manuel. Les branches de diamètre inférieur à 6 cm sont découpées afin d'être en contact avec le sol. Les branches sont coupées à raz du tronc pour faciliter le débardage et le rangement.

Règles de sécurité : Le périmètre de sécurité doit être clairement balisé pendant le chantier, suivant les normes en vigueur. Seules les personnes habilitées sont autorisées à pénétrer cette zone pendant le chantier. La fiche de chantier doit être établie avant le démarrage du chantier et transmise à chaque professionnel. Les travailleurs utilisant des tronçonneuses doivent porter les équipements individuels de protection adaptés.

Techniques de débardage : Les engins exerçant une pression supérieure à 300g/cm<sup>2</sup> sont cantonnés aux pistes de débardage et aux chemins. Le débardage doit être réalisé sans frotter les troncs des arbres qui seront laissés sur pied et en évitant les zones de régénération. Pour les forêts à sensibilité paysagère le tracé des layons ne doit pas suivre les limites géométriques des parcelles, mais les courbes et les replats naturels du terrain. Si possible, et en accord avec le propriétaire, restauration des anciens chemins de débardage.

Consommables : Utiliser les huiles végétales. Utiliser si possible les carburants sans benzène et toluène.

Dates du chantier : Les coupes auront lieu entre le 15 septembre et le 15 mars (15 août - 15 avril en altitude), en lune descendante et si possible décroissante. Les périodes de nidification des oiseaux sont exclues. En fonction de la météo, et particulièrement en cas de sols saturés d'eau, le chantier peut être reporté.

Place de dépôt :

Il est convenu entre le vendeur et l'acquéreur que pendant la réalisation du chantier, la place de dépôt soit située à l'extrémité (SUD/EST/OUEST...) de la parcelle .., à .. mètres du chemin communal .., sur le bord du layon.

Emplacement du lieu de stockage :

Il est convenu entre le vendeur et l'acquéreur que le bois appartenant à l'acquéreur sera stocké sur la parcelle .., à l'emplacement indiqué par le vendeur, pendant une durée maximale de 2 ans après la fin du chantier. Le vendeur sera consulté et donnera son accord pour définir les dates de l'enlèvement du bois.

Refente et rangement des stères de bois :

Il est convenu entre le vendeur et l'acquéreur que la refente et le rangement du bois seront réalisés sous la responsabilité de l'acquéreur, sur la place de dépôt / à l'emplacement du lieu de stockage (rayer la mention inutile).

Réception contradictoire :

La réception contradictoire des volumes réalisés aura lieu sur la place de dépôt / à l'emplacement du lieu de stockage (rayer la mention inutile), en présence d'un représentant de l'association et du chef de chantier.

Les travaux ne pourront commencer que lorsque l'autorisation en aura été donnée par le maître d'ouvrage délégué, que les contrats de vente, conventions de mandats et tous les contrats d'entreprise auront été signés.

L'enlèvement des bois vers le lieu de stockage devra être achevé pour le .. /.. /....

Sauf cas de force majeure, un mois après le délai ci-dessus fixé, les bois restant sur la coupe seront supposés abandonnés par l'acquéreur et le vendeur pourra en disposer comme bon lui semble.

Dans le cas d'un stockage sur une parcelle appartenant au vendeur, l'enlèvement depuis le lieu de stockage devra être achevé pour le .. /.. /.... Sauf cas de force majeure, un mois après le délai ci-dessus fixé, les bois restant sur le lieu de stockage seront supposés abandonnés par l'acquéreur et le vendeur pourra en disposer comme bon lui semble.

**Prix et détail des travaux :**

Le tarif convenu d'un commun accord pour les travaux d'abattage, façonnage, vidange et dépose sur le lieu de stockage en 2m / en 1 m est de 45 € TTC le stère.

Le tarif convenu d'un commun accord pour les travaux de recoupe, refente, fagottage et rangement sur le lieu de stockage est de 18 € TTC le stère en 33 cm, 12 € TTC le stère en 50 cm, 7 € TTC le stère en 1 m.

En cas de livraison directe de bois vert en 1 m, les travaux de recoupe, refente, fagottage et rangement ne sont pas pris en compte.

Le tarif convenu d'un commun accord pour la tournée de livraison des stères depuis le lieu de stockage vers l'habitation de l'acquéreur du bois sur pied est de 10 € TTC par stère. Nom, adresse et téléphone de l'acquéreur ci-dessus.

**Le maître d'ouvrage délégué contractualise avec Mr ....., au nom et pour le compte de ses mandants mentionnés ci-dessus, copropriétaires du bois sur pied, la réalisation de la prestation suivante :**

Type de travaux à réaliser selon le cahier des charges ci-dessus	Unité de référence	Quantité
Abattage Façonnage Débardage à la place de dépôt Livraison au lieu de stockage Recoupe Refente Fagottage Rangement en stères  Livraison  Réfection de .. mètres de chemins de débardage.	Cubage au stère	.. stères en 33 cm .. stères en 50 cm .. stères en 1 m .. grumes       .. stères
Montant total :		

Les termes du paiement des travaux seront de 50 Euros à la commande et le solde à réception des travaux.  
Le paiement de la livraison sera transmis au livreur lors de la réception à son domicile, à la date de livraison prévue.

La facturation des travaux forestiers est transmise au mandataire, pour le compte de ses mandants copropriétaires du bois sur pied.

#### Engagement du chef de chantier :

Monsieur ..... déclare (rayer les mentions inutiles) :

- Etre titulaire du certificat de levée de présomption de salariat N° ..... en date du .....
- Etre immatriculé et affilié comme entrepreneur de travaux à la MSA de ..... sous le N° .....
- Etre immatriculé et affilié en temps qu'exploitant auprès de l'URSSAFF de ..... sous le N° .....
- Etre à jour du paiement de ses cotisations.
- Avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle.

Il s'engage par ailleurs à respecter pour lui-même et ses salariés éventuels, qui seront régulièrement inscrits à la MSA, les règles de sécurité applicables et en vigueur, le droit forestier, la législation du travail et si besoin à déclarer dans les délais prévus, le début du chantier et à procéder aux affichages prévus par les règlements en vigueur.

#### Etat des lieux et remise en état du chantier :

En cas de dégradations constatées sur le parterre de la coupe et entre la coupe et le lieu de stockage des stères, une remise en état des lieux devra être effectuée aux frais du maître d'œuvre.

#### 4/ ENGAGEMENT MORAL A LONG TERME DU VENDEUR

Le vendeur s'engage moralement à prolonger le processus d'amélioration de sa forêt en suivant à long terme un cahier des charges d'exploitation similaire au point 2/. L'abattage et le débardage du bois d'œuvre ou du bois bûche lors d'une prochaine coupe devront prendre en compte le maintien d'un couvert forestier à long terme.

## **5/ ENGAGEMENT MORAL DE L'ACQUEREUR**

Avant et pendant la durée du contrat, l'acquéreur s'engage au dialogue, écouter, notifier et prendre en compte autant que possible, et dans le respect des règles de l'art les consignes du propriétaire et les conseils des représentants de l'association.

## **6/ PHASES DE FORMATION ET SENSIBILISATION**

Le vendeur et l'acquéreur acceptent que l'association Dryade ou une autre association partenaire organise des temps de formation et sensibilisation, sur le lieu de la coupe. Le début et la fin de ces temps seront clairement définis avant le démarrage du chantier et distincts des temps de chantier qui sont sous la responsabilité de l'acquéreur.

Lors des temps de formation et de sensibilisation, les participants sont couverts par leur propre responsabilité civile pour les dommages qui pourraient être causés dans le cadre de la vie privée. Les associations qui portent la formation sont couvertes en responsabilité civile dans le cadre des activités associatives à but non lucratif.

### **Clauses particulières :**

Si au cours des travaux, l'une des parties veut modifier les clauses du contrat, cette modification fera l'objet d'un avenant.

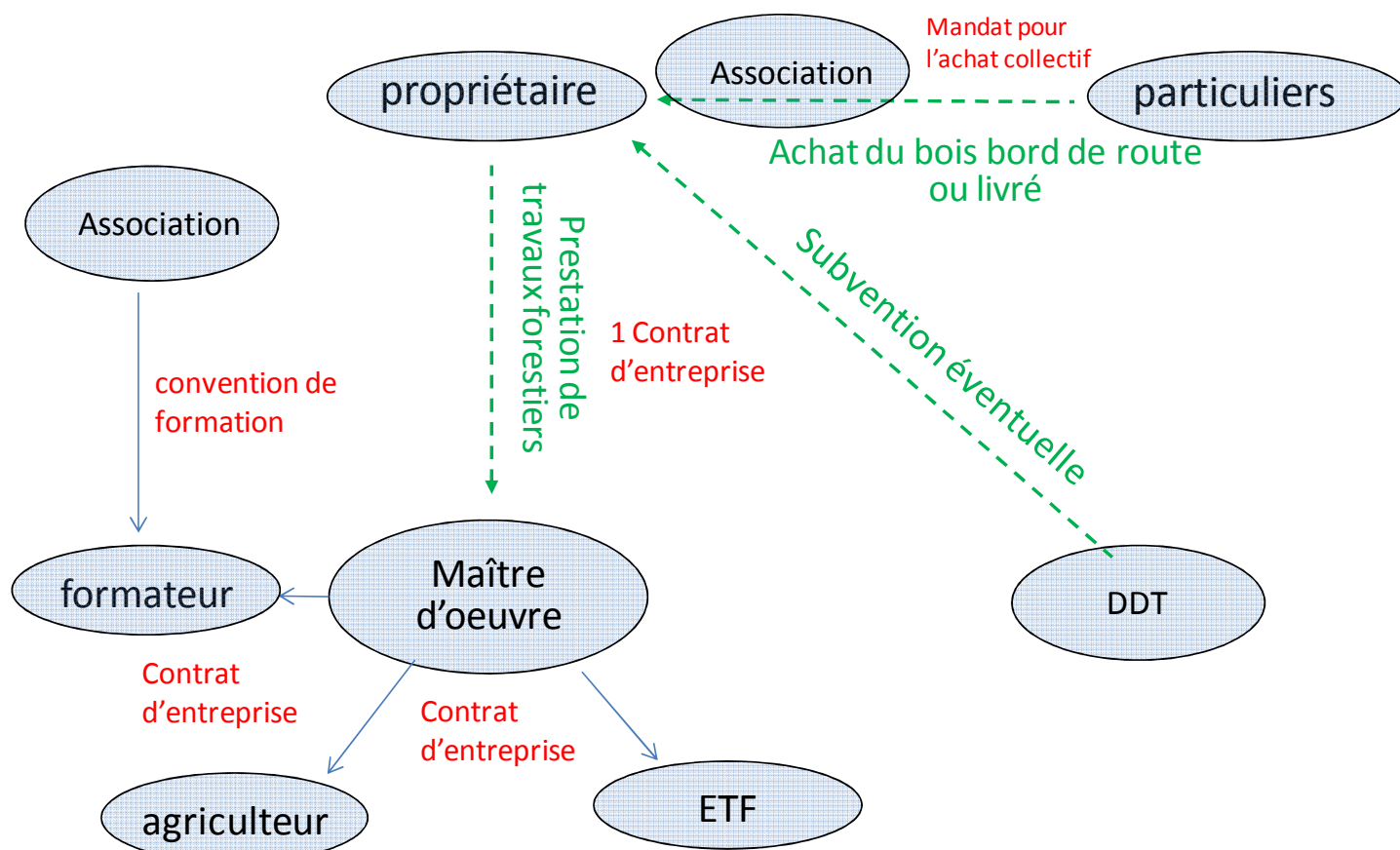
Fait en deux exemplaires à ..... le .....

Le maître d'ouvrage délégué

le chef de chantier

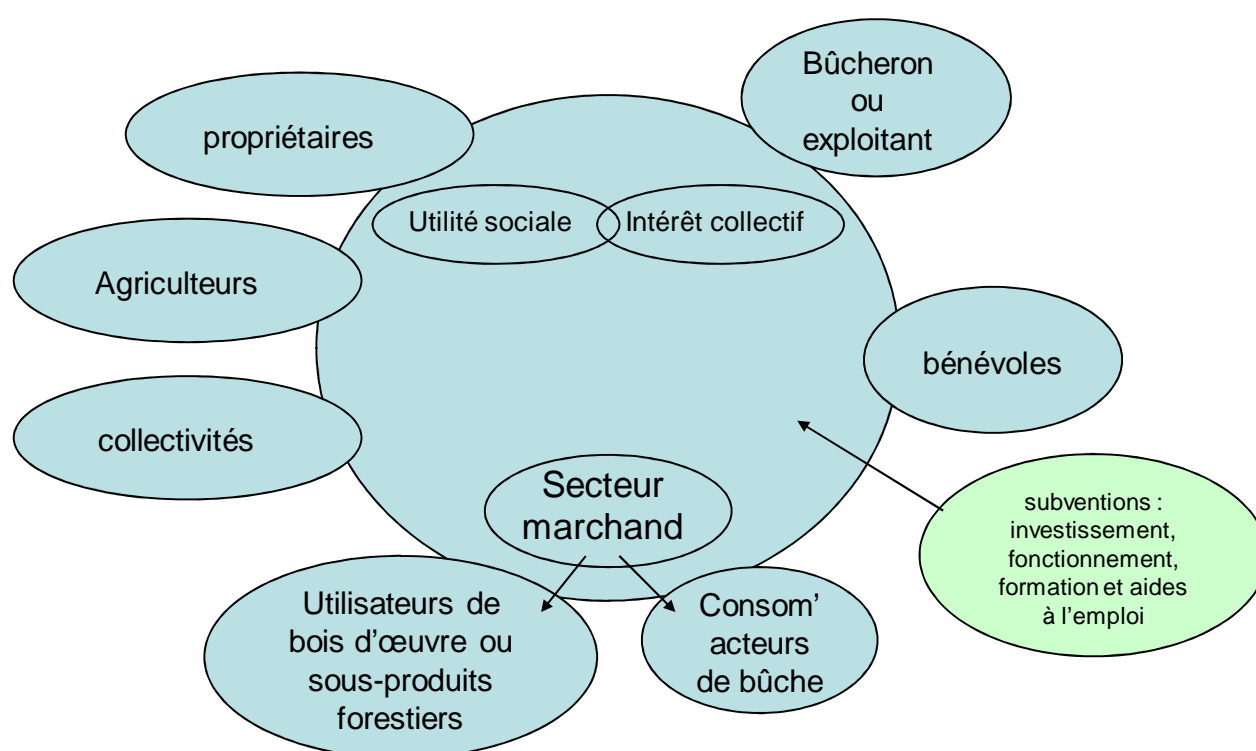
\* Signature précédée de la mention "lu et approuvé"

## Description contractuelle de l'achat collectif à un propriétaire



## Représentation schématique de la SCIC

SCIC (société coopérative d'intérêt collectif)



## FICHE DE CHANTIER

(Décret n° 2010-1603 du 17 décembre 2010 – arrêté du 31 mars 2011 relatif à la fiche de chantier)

### PROPRIETAIRE ET DONNEUR D'ORDRE

Nom du propriétaire : .....

Nom du donneur d'ordre : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Fax : ..... Mél. : .....

### INTERVENANTS

<b>Abattage</b>	Entreprise : ..... Contact : ..... Téléphone : ..... Adresse : ..... Code Postal : ..... Ville : ..... Période d'intervention : .....
<b>Débardage</b>	Entreprise : ..... Contact : ..... Téléphone : ..... Adresse : ..... Code Postal : ..... Ville : ..... Période d'intervention : .....
<b>Travaux sylvicoles</b>	Entreprise : ..... Contact : ..... Téléphone : ..... Adresse : ..... Code Postal : ..... Ville : ..... Période d'intervention : .....
Si intervention simultanée, consignes de sécurité prévues : ..... ..... .....	



## CHANTIER

### LOCALISATION

Commune : ..... Département : .....

Lieu-dit : .....

N° des parcelles forestières ou cadastrales : .....

Coordonnées GPS : .....

**SURFACE :** ..... ha

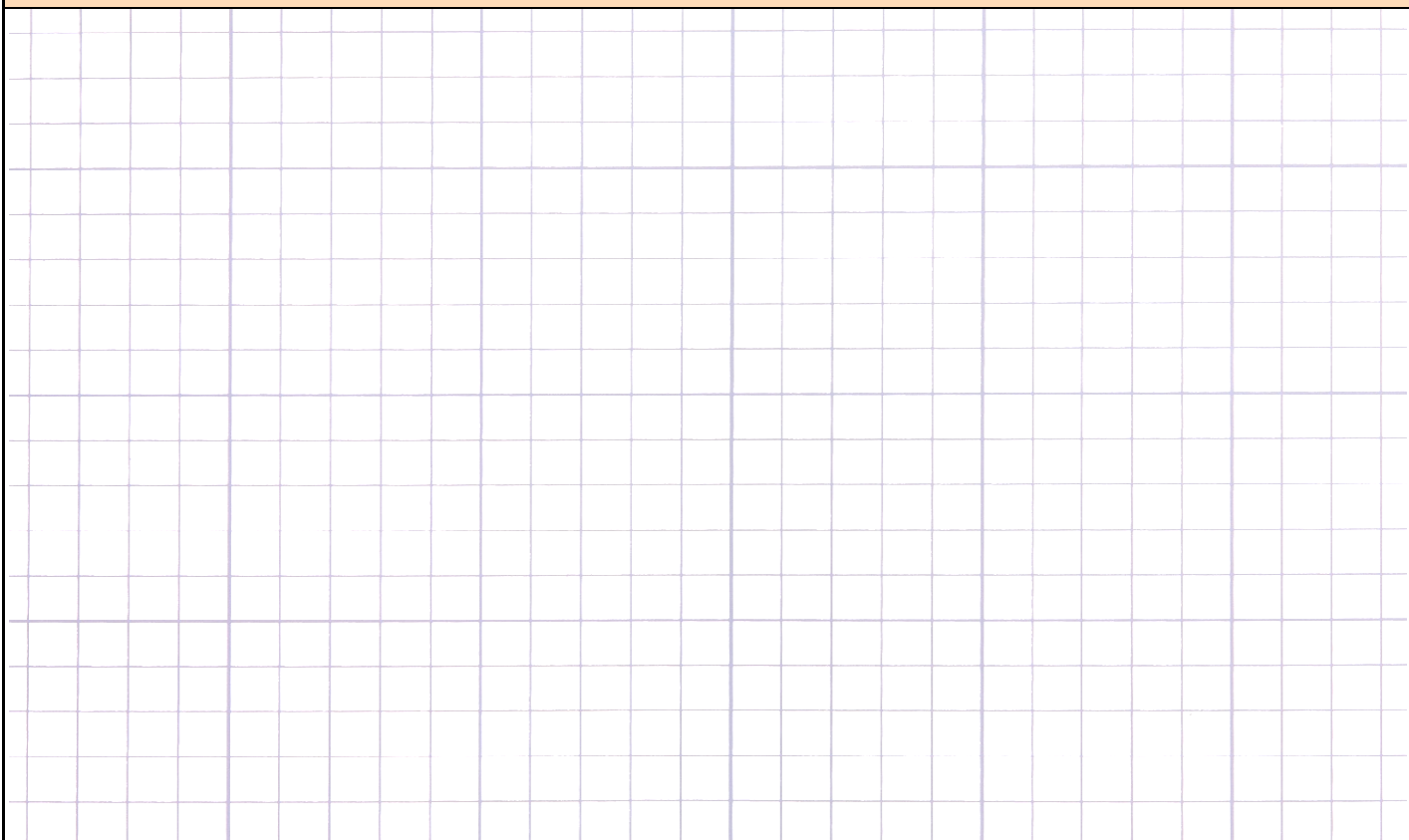
**Volume :** .....m3 ou tonnes

**INFORMATIONS SPECIFIQUES AU CHANTIER :** *Cocher les cases à risque(s)*




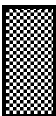





Caractéristiques du terrain		12. Pièces d'eau	23. Puits et ouvrages divers
1. Déclivité		13. Fossés d'irrigation	24. Carrières
2. Précipices		14. Gazoducs	25. Vestiges miniers ou militaires
3. Failles		15. Oléoducs	26. Restes de conflits armés / Chasse / Zones piégées
4. Barres rocheuses		16. Conduites forcées de centrales hydroélectriques	Etat sanitaire du peuplement
5. Zones humides	Voies de circulation		
6. Plans d'eau		17. Voies accessibles aux véhicules motor.	27. Chablis massifs / arbres perchés
7. Cours d'eau		18. Chemins balisés	28. Arbres morts / dépérissants : ..... %
8. Sources		19. Canaux	29. Arbres atteints d'affections pouvant présenter un danger (suie de l'érable...)
Ouvrages			Risques biologiques
		20. Pistes et installations de ski	30. Tiques (borréliose de Lyme, Hantavirose, Encéphalite à tiques)
9. Lignes électriques aériennes		21. Voies ferrées	31. Rongeurs, mammifères vecteurs de la Leptospirose
10. Lignes électriques enterrées	Ouvrages divers		32. Chiens, renards ou autres vecteurs de l'Echinococcose ou de la rage
11. Conduites d'eau ou d'autres fluides		22. Bâtiments	33. Chenilles, frelons, guêpes, abeilles

## CROQUIS DU CHANTIER (joindre un plan de situation)

Préciser les voies d'accès (A), points de rencontre avec les secours (PR) (sur le plan de situation si besoin), éléments dangereux, les zones d'attention particulière (eau...), voies de vidanges, places de dépôt... avec rappel des n° de risques



### LEGENDE :

	Limite de parcelle		Parcelle à exploiter		Zone humide		Zone de dépôt
	Chemin		Ruisseau		Voie de débardage		Ligne électrique
	Zone de danger ou d'attention particulière (préciser le n° de risque en dessous du symbole)						

### SECOURS :

Couverture téléphonique :



**PR** Point de rencontre

☐ Bonne

**Numéro des secours : 112**

☐ Mauvaise

Si mauvaise, zone couverte la plus proche : .....

**OBSERVATIONS :** .....



N° 51398#01

mise à jour : le 25 05 2011

## NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS DES AIDES A L'AMELIORATION DE LA VALEUR ECONOMIQUE DES FORETS (DISPOSITIFS 122 A ET 122 B DU PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL HEXAGONAL)

Cette notice présente les principaux points de la réglementation.  
Lisez-la avant de remplir la demande.

**SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRECISIONS, CONTACTEZ  
LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES (DDT) DE VOTRE DEPARTEMENT.**

### CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANT DE LA SUBVENTION

#### Qui peut demander une subvention ?

Les propriétaires forestiers privés et leurs associations  
Les structures de regroupement des investissements (coopératives, OGEC, ASA, ASL, et OGEC)  
Les communes, leurs groupements et les établissements publics communaux

Le bénéfice des aides est réservé exclusivement aux demandeurs présentant des garanties ou présomption de garanties de gestion durable conformément à l'article L.8 du code forestier.

#### Quelles sont les zones géographiques concernées ?

L'ensemble du territoire national est éligible à ces aides.

#### Quelles sont les opérations éligibles ?

Les opérations pouvant donner lieu à des aides sont les suivantes :

1. dispositif A : amélioration de la valeur économique des peuplements en station par des opérations d'élagage, de dépressage, de désignation de tiges d'avenir et de détourage (balivage),
2. dispositif B : renouvellement de certains peuplements de faible valeur économique, inadaptés en raison de leur structure ou d'une inadéquation essence / station forestière.

#### ATTENTION :

Les conditions d'éligibilité régionales sont décrites en annexe

Les projets relevant du dispositif A ou B, d'une surface minimale de 4 ha, sont éligibles. Dans le cas d'un projet présenté par une structure de regroupement, les 4 ha peuvent appartenir à plusieurs propriétaires. La surface minimale d'un élément travaillé est fixée à 1 hectare d'un seul tenant.

#### Rappel de vos engagements

Pendant la durée de cinq ans qui suit la notification de l'aide vous devez :

- ① respecter les engagements signés en fin de formulaire

② vous soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation,

③ autoriser le contrôleur à pénétrer sur les parcelles concernées,

④ Informer au préalable la DDT en cas de modification du projet, du plan de financement, des engagements.

#### DEMANDE DE SUBVENTION :

Le dossier est composé des pièces énumérées en page 7 du formulaire de demande.

Le dossier est à déposer ou à adresser à la DDT du département de situation du projet de travaux. Après constatation du caractère complet du dossier un accusé de réception vous sera délivré.

#### ATTENTION :

Le dépôt d'une demande, d'un dossier, et l'accusé de réception du dossier complet ne valent, en aucun cas, engagement de la part de l'Etat de l'attribution d'une subvention. Si votre dossier est retenu, vous recevrez ultérieurement la notification de la subvention.

#### COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE :

##### Identification du demandeur

Le numéro SIRET est l'identifiant unique de tout bénéficiaire d'une aide publique à l'investissement forestier.

Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET, vous pouvez le retrouver éventuellement sur le site internet gratuit « [manago.fr](http://manago.fr) » rubrique « informations entreprises ».

Si vous n'êtes pas immatriculé (e), adressez-vous au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre Départementale d'agriculture.

**Cas particuliers** (dans ce cas le mandataire ou le détenteur du pouvoir devra être immatriculé) :

- 1- dans le cas des bien en communauté, la demande doit être établie au nom de l'un des époux. Une procuration de l'autre époux n'est pas nécessaire.



2- dans le cas de biens avec nu-propriété et usufruit, la demande peut être indifféremment établie au nom d'un usufruitier ou d'un nu-propriétaire. La personne désignée devra produire un pouvoir de chacun des autres membres de la propriété.

3- dans le cas d'indivision, la demande doit être présentée par l'un des indivisaires, dûment mandaté par chacun des autres indivisaires.

Pour les cas complexes, consulter la DDT.

## Coordonnées du demandeur

Cette rubrique peut ne pas être remplie si vous avez déjà déposé un dossier de demande de subvention complet (avec indication du numéro SIRET) depuis janvier 2007 et si aucun changement n'est intervenu.

## Caractéristiques du projet

Ce tableau doit permettre de faire le lien entre les surfaces à travailler et les parcelles cadastrales sur lesquelles elles se situent. Une surface à travailler peut reposer sur une partie de parcelle cadastrale, une parcelle cadastrale en totalité ou sur plusieurs parcelles cadastrales contiguës (une piste n'interrompt pas la continuité).

Le tableau permet également de préciser si une partie de la surface concernée par les travaux est située en zone NATURA 2000.

**Les surfaces à travailler objet de la demande, même s'il s'agit de parcelles cadastrales entières, devront être arrondies à l'are inférieur.**

### a) Localisation cadastrale des surfaces à travailler

Remplir une ligne par parcelle cadastrale. Regrouper les parcelles cadastrales contiguës formant une **surface à travailler** d'un seul tenant, faisant l'objet d'un même type de travaux, telle qu'identifiée sur votre plan cadastral par des numéros **Elag.1, Elag.2, Elag. ....** lorsqu'il s'agit de travaux d'élagage, **Dép.1, Dép.2, Dép. ....** lorsqu'il s'agit de travaux de dépressage, **(Reb.1, Reb.2, ...)** lorsqu'il s'agit de surfaces concernées par des travaux de reboisement.

Un même type de travaux concernera toujours des surfaces d'un hectare au minimum. La surface minimale de 4 ha par dossier peut être constituée de travaux de types différents mais doivent relever d'un même dispositif A ou B.

Les modalités de désignation et numérotation des surfaces à travailler doivent permettre de faire le lien entre le plan cadastral, le tableau « localisation cadastrale des surfaces à travailler » et le cadre détaillant les « dépenses prévisionnelles d'après devis ».

S'agissant du dispositif B, les travaux principaux (a) se composent de plantations d'essences « objectif » et d'essences « de diversification ».

Les surfaces en diversification d'essences dans le cas d'un reboisement ne doivent pas dépasser **20 %** de la surface plantée en essence « objectif ». Les surfaces en diversification peuvent être contiguës ou disjointes aux surfaces en essences « objectif » répondant à la surface minimale de 1 hectare.

Le montant des travaux connexes (b) (protection contre le gibier, fossés) ne peut excéder **30 %** du montant des travaux principaux (a).

Qu'il s'agisse du dispositif A ou B, les dépenses annexes (c) favorisant la biodiversité ne peuvent excéder **20 %** des dépenses matérielles (a + b). Les surfaces concernées par des travaux favorisant la biodiversité sont évaluées de manière approximative mais seront localisées sur le plan cadastral.

Une fiche d'information et d'évaluation d'impact définie au niveau régional permet d'apporter toutes informations utiles sur le projet. Elle permettra, dans le cas d'un projet de reboisement, d'apporter

les éléments qui fondent le caractère « de faible valeur économique » (imprimé d'information et d'impact régional)

### b) Calendrier prévisionnel des investissements

Indiquer la date du début envisagé des travaux ainsi que leur date prévisionnelle de fin, ces deux dates ne devant pas être espacées de plus de deux ans dans le cas général. Dans le cas d'une conversion par régénération naturelle (dispositif B), cette durée est de 4 ans.

Les travaux doivent impérativement débuter dans le délai de 1 an suivant la notification de la subvention et faire l'objet d'une déclaration immédiate à la DDT (sur papier libre). Si ce délai de 1 an pour le début des travaux n'est pas respecté, la décision de subvention s'annule d'elle-même.

Les travaux doivent impérativement être achevés dans un délai de deux ans maximum à compter du début des travaux de plantations et d'amélioration, dans un délai de quatre ans maximum pour la conversion par régénération naturelle. Aucune demande de paiement n'est recevable au-delà d'un délai de trois mois après la fin des travaux.

Le « calendrier prévisionnel des investissements » n'est donné qu'à titre indicatif mais sa mention est obligatoire.

## Dépenses prévisionnelles calculées d'après devis

**Rappel : Un dossier ne peut porter que sur des travaux relevant d'un seul dispositif. Ex : un même dossier peut comporter des travaux d'élagage et de balivage, mais ne pourra pas comprendre du dépressage et du reboisement.**

### a) Dépenses matérielles

Remplir une ligne par groupe de parcelles dont les travaux principaux sont identiques, ont un même coût unitaire et seront effectués par le même prestataire.

Remplir une ligne par nature de travaux connexes et une ligne par nature de travaux annexes.

### b) Dépenses immatérielles

Les dépenses immatérielles portant sur la maîtrise d'œuvre par un professionnel agréé, sont éligibles dans la limite d'un taux régional du montant hors taxes maximum des dépenses matérielles.

Si les devis totaux à l'hectare dépassent le coût plafond (*si un tel plafond est prévu*) indiqué en annexe, le montant de la subvention sera calculé par application du taux au coût plafond.

## Plan de financement prévisionnel du projet

Vous devez indiquer ici le « montant prévisionnel total des investissements matériels et immatériels », ainsi que sa répartition entre les aides sollicitées et le montant de l'autofinancement.

## SUITE DE LA PROCEDURE

La DDT vous adressera un récépissé de dépôt de dossier.

Par la suite, vous recevrez : soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, vous recevrez soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, et dans ce cas les motifs de ce rejet.

**Si une subvention vous est attribuée, il vous faudra fournir à la DDT vos justificatifs de dépenses (factures acquittées ou document de valeur probante équivalente), le document d'accompagnement dans le cas de fourniture de**

**plants forestiers, et remplir le formulaire de demande de paiement.** Vous pouvez demander le paiement d'un ou de plusieurs acomptes de subvention au cours de la réalisation de votre projet.

La subvention du Fonds Européen Agricole de Développement Rural ne pourra vous être versée qu'après les paiements effectifs des subventions des autres financeurs.

## **LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS.**

Modalité des contrôles : contrôle sur place (après information du bénéficiaire 10 jours à l'avance, le cas échéant):

### **Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements.**

Le contrôleur doit vérifier la véracité des éléments indiqués dans le formulaire d'adhésion, et vérifier que vous avez respecté les engagements souscrits. Il demandera d'autres pièces que celles nécessaires à la constitution du dossier.

Les points essentiels faisant l'objet d'un contrôle seront précisés au regard de chaque type de travaux par l'arrêté préfectoral propre à votre région.

Dans tous les cas la surface définitive déclarée au moment du solde du dossier fera l'objet d'une vérification.

Dans le cas d'un dossier collectif porté par une structure de regroupement, celle-ci prend tous les engagements liés au projet, et notamment celui de répondre aux obligations de résultats.

En cas d'anomalie constatée, la DDT vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

Le préfet de département peut demander le reversement total ou partiel de la subvention versée, si les engagements pris au moment de votre demande d'aide ne sont pas respectés, ou si l'affectation de l'investissement a été modifiée sans autorisation préalable de l'administration.

### **Modification du projet, du plan de financement, des engagements.**

En préalable à toute modification du projet vous devez informer la DDT par lettre en recommandé et avec accusé de réception.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP et les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT.

